

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

BOLIVIE

URUGUAY

ARGENTINE



DOSSIER

AMERIQUE LATINE

**La crise
des dictatures
du cône sud**

LIBAN

**Les vrais
terroristes
gouvernent
à Tel Aviv et
Washington**



Manifestations anti-guerre en Israël. (DR)

MEXIQUE

**Interview d'un dirigeant du
Parti révolutionnaire des travailleurs**

Sommaire du numéro 134 du 11 octobre 1982

3 LIBAN	Les véritables terroristes gouvernent à Tel Aviv et Washington	Vincent KERMEL
6 —	La force d'interposition n'est pas une protection pour les Palestiniens	Déclaration de la LCR de France, de la LCR d'Italie et du SWP des Etats-Unis
7 RFA	Après la chute du gouvernement Schmidt, organiser la riposte ouvrière	Résolution du Groupe Internationale Marxisten, section allemande de la IVe Internationale

DOSSIER AMERIQUE LATINE

9 ARGENTINE	La lutte pour le renversement de la dictature et l'actualité du combat pour un parti ouvrier indépendant	Jorge BUARQUE
15 —	Interview des mères de la Place de mai	Propos recueillis par Jorge BUARQUE
17 URUGUAY	Réanimation et réorganisation du mouvement ouvrier et populaire	Mario SUAREZ, Parti socialiste des travailleurs (PST-U)
22 BOLIVIE	Banqueroute économique et désastre institutionnel	SEBASTIAN
29 MEXIQUE	Entretien avec Edgardo Sanchez, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs	Propos recueillis par Fernando ZAMORA

33	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
	TCHECOSLOVAQUIE : Huitième année de prison pour Petr Uhl. ANTILLES : Le GRS face aux réformes du gouvernement français. FRANCE : Mobilisation pour l'avortement libre et gratuit. POLOGNE : « Solidarité » et la gauche européenne.	
36 POLOGNE	Solidarité !	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Les véritables terroristes gouvernement à Tel Aviv et Washington

LES 1 500 victimes civiles du massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila sont une illustration tragique supplémentaire de la nature criminelle de la politique expansionniste de l'Etat d'Israël. Elles n'en sont ni le seul ni le premier exemple. Toute l'histoire de la mise en place de l'Etat sioniste est fondée sur l'expropriation des Palestiniens

Vincent KERMEL

A Beyrouth-Ouest, il s'agissait, dans la folle logique militariste du gouvernement israélien, d'infliger une sanglante défaite au peuple palestinien et à ses combattants. C'est parce que la résistance des forces de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et la réprobation grandissante en Israël même contre la guerre les ont empêchés d'atteindre pleinement leur objectif, que les responsables de l'armée sioniste ont froidement opté pour le ratissage des camps de réfugiés. Le massacre de civils qui a été perpétré était destiné à terroriser, pour la faire fuir, une population palestinienne demeurée au Liban après le départ des Fedayins.

Car l'agression israélienne lancée le 6 juin dernier, s'était donnée pour objectif d'expulser le plus grand nombre possible de Palestiniens du Liban et d'y installer un pouvoir militariste puissant, dirigé par les forces réactionnaires chrétiennes. Ce pouvoir devait pousser au départ des troupes syriennes, permettre la mise au pas du Mouvement national libanais, allié traditionnel des Palestiniens, et la signature avec Israël d'un traité de paix, ou du moins l'acceptation de la mainmise sioniste, par commandant Haddad interposé, sur la zone tampon du Sud Liban. Or, non seulement Begin rencontra des difficultés inattendues pour amener son protégé Bechir Gemayel, élu président de la République libanaise, à accepter rapidement un tel accord mais, de plus, les dirigeants sionistes continuaient à penser, comme l'a proclamé l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, Michel Arens, que « l'armée israélienne est aujourd'hui la seule force véritablement stable au Liban (2) ».

LA RESPONSABILITÉ SIONISTE DANS LE MASSACRE DE SABRA ET CHATILA

Même après le départ des combattants de l'OLP, la population des camps de réfugiés représentait pour le gouvernement sioniste la base potentielle d'une recomposition possible du mouvement national palestinien au Liban même. Par

de leurs terres et sur la négation du droit même à l'existence de ce peuple. Il est d'ailleurs assez symbolique que le gouvernement de Menahem Begin et Ariel Sharon vienne de décider de faire raser le cimetière de Deir Yassine, lieu du premier des massacres sionistes de masse de populations palestiniennes (1).

leur seule présence, ces réfugiés constituent en effet une force sociale et politique sur l'échiquier libanais, un obstacle supplémentaire sur la voie de l'instauration d'un Etat fort, dépendant d'Israël. Il fallait donc intimider cette population avant que les pressions internationales ne rendent une telle opération impossible. Les bulldozers qui ont recouvert une partie des corps des victimes de Sabra et Chatila devaient empêcher que l'ampleur réelle de ce crime soit connue.

Organisé par les dirigeants sionistes avec, pour main-d'œuvre des forces réactionnaires libanaises (miliciens phalangistes chrétiens et mercenaires du commandant Saad Haddad), le massacre de Sabra et Chatila s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la politique initiée par le déclenchement de l'opération « Paix en Galilée ». L'hebdomadaire américain *Time*, du 4 octobre, vient d'en administrer la preuve irréfutable en dévoilant les modalités d'organisation du « ratissage » des camps palestiniens (cf. encadré). « Des officiers israéliens de haut rang, note l'hebdomadaire américain, ont planifié, voilà plusieurs mois, d'amener les Forces libanaises, composées des milices chrétiennes alors dirigées par Bechir Gemayel, à entrer dans les camps de réfugiés palestiniens une fois complété l'encercllement israélien de Beyrouth-Ouest... A plusieurs occasions, (Bechir) Gemayel a déclaré aux officiers israéliens qu'il aimerait raser les camps et les transformer en courts de tennis. » Cela s'harmonisait sans aucun doute avec les visées sionistes. Mais les militaires israéliens craignaient le coût en vies humaines pour *Tsahal* (l'armée sioniste) d'une telle opération. Profitant de l'assassinat de Bechir Gemayel, les troupes sionistes investissaient néanmoins Beyrouth-Ouest, dès le 14 septembre au soir afin, d'après un communiqué militaire publié à Jérusalem, « d'assurer le maintien de la paix et de prévenir tout incident grave (3) ».

Sans doute encouragé par la passivité impérialiste devant cette nouvelle avance de ses forces armées, le haut-commandement militaire israélien justifiait alors le ratissage de Beyrouth-Ouest par la préten-

due présence de 2 000 combattants de l'OLP. Il s'agissait en fait de parfaire le nettoyage politique de la capitale libanaise pour faciliter le rôle réactionnaire futur de l'armée libanaise. De nouveaux prisonniers politiques — au nombre total de près de 10 000 à ce jour — ont été détenus à cette occasion. Les locaux d'organisations comme celui de l'OLP ont été pillés de fond en comble. Les fichiers politiques sionistes ont été mis à jour, et des réseaux de collaborateurs et d'espions israéliens ont été mis en place.

Le 17 septembre, alors même que le massacre avait déjà commencé à Sabra et Chatila, la radio militaire de Jérusalem annonçait que les phalangistes étaient entrés « ratisser » les camps palestiniens. Comme le précise l'hebdomadaire *Time*, « utiliser les milices chrétiennes pour entrer dans les camps servait un double objectif : minimiser les pertes israéliennes et ne pas souiller les mains d'Israël. Sharon lui-même a admis que les Israéliens ont planifié il y a deux semaines l'entrée des Forces libanaises dans les camps ».

Ce scénario a parfaitement été respecté et le ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon, a précisé le 22 septembre devant la Knesset, le Parlement israélien : « Nous avons voulu éviter des pertes parmi nos troupes et avons accepté la proposition des phalangistes de procéder à l'épuration des camps palestiniens. (4) » Après cela, il faut toute la hargne aveugle d'un Menahem Begin pour oser déclarer, pour éviter la mise en place d'une commission d'enquête sur le massacre : « Des goïm (non juifs) ont tué des goïm et voilà qu'on nous accuse... (5) »

Face à l'annonce des massacres, l'impérialisme américain par la voix de Ronald Reagan, s'est déclaré « horrifié » par cette nouvelle, soulignant son « violent dégoût » et exprimant ses « plus profonds

1. Le village de Deir Yassine fut le théâtre en 1948 du massacre de 250 Palestiniens par l'Irgoun (organisation terroriste sioniste dirigée depuis décembre 1943 par Menahem Begin lui-même). L'actuel Premier ministre israélien porte donc une responsabilité directe dans le massacre historique de Deir Yassine.

2. *Le Monde* du 16 septembre 1982.

3. *Le Monde* du 16 septembre 1982.

4. *Le Monde* du 24 septembre 1982.

5. *Le Monde* du 23 septembre 1982.

regrets » aux familles des victimes. Mettant indirectement en cause Israël, il a rappelé qu'au « cours des négociations pour le retrait de l'OLP », il avait « reçu l'assurance que les forces israéliennes n'entreraient pas à Beyrouth-Ouest (6) ».

L'HYPOCRISIE DES DÉNONCIATIONS IMPÉRIALISTES

Pourtant, de tels massacres, comme la plupart des exactions sionistes, ne pourraient avoir lieu sans le soutien inconditionnel dont Israël bénéficie de la part de l'impérialisme. Peut-on oublier que les dizaines de milliers de victimes de l'opération « Paix en Galilée » ont été causées par du matériel militaire US vendu à Israël (7) ? Sans la passivité des soldats de la force de l'ONU (FINUL) dans le Sud Liban, qui s'est écartée devant l'intervention israélienne le 6 juin dernier, sans le soutien impérialiste multiforme pour éviter à Israël un trop grand isolement diplomatique, sans l'aval américain à l'opération « Paix en Galilée », sans le soutien de la candidature du chef des commandos fascistes, Bechir Gemayel, à la présidence de la République du Liban, sans la faible réaction américaine à l'entrée des troupes sionistes dans Beyrouth-Ouest après l'assassinat dudit président, sans le retrait opportun, quelques heures seulement avant le massacre de Sabra et Chatila, de la Force multinationale

d'interposition (FMI) américano-franco-italienne... croit-on vraiment qu'Israël aurait pu impunément persévérer dans sa politique ?

Les divergences qui interviennent aujourd'hui entre l'impérialisme US et l'Etat d'Israël, fer de lance de la contre-révolution au Moyen-Orient sur la solution diplomatique à donner au problème palestinien, ne sont donc que tactiques. L'agression israélienne au Liban soutenue par Washington, fait partie de la contre-offensive impérialiste dans la région qui bénéficie de la passivité soviétique. Washington partageait la plupart des objectifs du gouvernement israélien. Les divergences n'apparaissent que sur le meilleur moyen de capitaliser sur le long terme, le nouveau rapport de forces ainsi créé par la guerre israélienne au Liban en faveur de l'impérialisme. A la stricte logique militariste de la « solution finale » israélienne, Washington oppose le plan de règlement de Ronald Reagan et la création d'un Etat palestinien-croupion, complètement dépendant d'Israël et de la Jordanie, dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza. Profiter de la défaite militaire de l'OLP pour lui faire accepter, sous la pression des Etats arabes réactionnaires ce type de compromis, telle est la logique impérialiste (8).

Parallèlement, au Liban, à travers l'envoi d'une nouvelle force multinationale d'interposition, il s'agit de faire rapide-

ment prendre en charge par l'armée libanaise les tâches de police nécessaires à l'instauration d'un Etat libanais militarisé. Ronald Reagan l'a précisé en définissant le rôle de la Force d'interposition. « Son objectif, a-t-il dit, n'est pas d'agir comme une force de police, mais de permettre aux autorités légales du Liban de remplir cette tâche. (9) » L'impérialisme US est conscient des dangers que représente l'utilisation trop ouvertement répressive de cette force impérialiste. Il se propose donc d'aider le plus rapidement possible à remettre sur pied une armée libanaise qui ne s'est jamais relevée de la désagrégation consécutive à la guerre civile de 1975-1976, tout en obtenant par la voie diplomatique le départ des Syriens, pour parachever ainsi la victoire impérialiste. Sur ce plan par contre, les cercles dirigeants sionistes considèrent toujours que seul leur engagement militaire direct au Liban peut permettre d'obtenir un tel résultat. De plus, ils ne désespèrent pas de pousser plus avant encore leur avantage militaire, pour parvenir à l'expulsion des réfugiés palestiniens de Beyrouth, des combattants palestiniens du Nord Liban, et même des Syriens de la plaine de la Bekaa.

LE RÔLE DE LA FORCE D'INTERPOSITION

Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de ce conflit que, face à l'abandon des Etats arabes et à la veulerie de la diplomatie soviétique, le gouvernement Mitterrand soit apparu comme l'un des plus critiques par rapport à certaines actions militaires de l'armée israélienne. Pourtant, au-delà d'appréciations divergentes secondaires, pas un seul instant sa politique ne s'est située en dehors du cadre du projet impérialiste global de stabilisation de la situation dans cette région.

Outre les coups de chapeau à la « démocratie » israélienne d'un Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste français, particulièrement indécents lorsqu'il s'agit de caractériser un Etat ainsi engagé dans l'élimination du peuple palestinien, le gouvernement Mitterrand assume aussi entièrement les responsabilités du rôle de la Force multinationale d'interposition première

6. *Le Monde* du 21 septembre 1982.

7. La demande d'aide régulière à titre économique et militaire d'Israël aux USA, qui a été présentée à Washington par le ministre des Finances israélien, le 13 septembre dernier, s'élève cette année à 2,2 milliards de dollars. Comme le note *le Monde* des 3 et 4 octobre, « cette aide est de loin la plus importante dans le budget des Etats-Unis, puisqu'elle constitue la moitié des dépenses de cette nature ».

8. Sur ce point, le gouvernement israélien se refuse farouchement à la moindre concession concernant la création d'un Etat palestinien dans les territoires occupés. Dans une interview publiée le 4 septembre par l'hebdomadaire *Le nouvel Observateur*, Ariel Sharon affirmait à ce sujet : « La Judée et la Samarie nous appartiennent. Depuis des milliers et des milliers d'années. Depuis toujours. La Judée et la Samarie c'est Israël. Et Gaza aussi... Nous ne permettrons jamais que soit créée une seconde Palestine à cet endroit. Jamais. »

9. *Le Monde* du 22 septembre 1982.

Israël et le massacre de Sabra et Chatila

« La réunion cruciale israélo-chrétienne s'est tenue, selon le correspondant du *Time*, David Halevy, le jeudi 16 septembre à midi, au poste de commandement israélien situé dans le port de Beyrouth. Etaient présents le général israélien Amir Drori, chef du commandement nord, et au moins trois autres officiers supérieurs israéliens. Egalement présents : Fady Frem, le chef d'état-major des Forces libanaises. Frem était accompagné par Elias Hobeika, chef des services de renseignement des Forces libanaises, qui a été formé à l'Ecole militaire (Staff and Command College) en Israël. Il devait être le principal dirigeant des groupes qui ont pénétré dans les camps.

« C'est un homme qui porte toujours un pistolet, un couteau et une grenade à main à la ceinture. Hobeika est le phalangiste le plus craint au Liban. Il a participé au massacre de Tall El Zaatar et à des attaques contre les rivaux de Bechir Gemayel. Les Israéliens ne connaissent pour être brutal et sans scrupules et savent que ses hommes ne constituent pas une force militaire disciplinée. (...)

« A la réunion du 16 septembre avec les Israéliens, Fady Frem déclara que Hobeika allait emmener ses hommes à l'intérieur du camp de Chatila. Les deux hommes ont précisé qu'il y aurait un kasach (terme arabe dési-

gnant l'acte de trancher et de découper). Le général Drori n'a pas tenu compte de l'implication évidente de cette remarque et le feu vert fut donné. Plus tard, Drori téléphone à Sharon à Tel Aviv : « Nos amis entrent dans les camps. J'ai coordonné leur entrée avec leurs chefs. » Sharon répond : « Félicitations... L'opération de nos amis est autorisée. »

« A 17 heures environ, jeudi, les forces de Hobeika sont rassemblées à l'aéroport international de Beyrouth et pénètrent dans le camp de Chatila un peu plus tard. L'artillerie israélienne les assiste avec des fusées éclairantes et, plus tard, avec des tirs de blindés et de mortier. (...)

Le lendemain, « l'opération criminelle se poursuit. Vendredi, le chef de l'état-major israélien, le général Rafaël Eytan, arrive et s'entend dire par ses officiers que ce qui se passe à l'intérieur des camps n'est pas une action militaire mais un kasach. (...)

Non loin du camp de Chatila, les postes d'observation israéliens installés sur le toit d'immeubles de sept étages disposent, toujours d'après le correspondant du *Times*, « d'une vue dégagée et panoramique de la région du camp de Chatila où l'essentiel de la tuerie s'est déroulée ». ■

D'après le *Time* du 4 octobre 1982.

mouture. Il s'avère en effet, qu'en procédant au démantèlement rapide des lignes de défense palestiniennes — et notamment au déminage des rues de Beyrouth-Ouest — les militaires français ont facilité l'entrée des troupes sionistes, se retirant ensuite avant l'accomplissement du massacre dans les camps de réfugiés palestiniens. On peut donc douter des proclamations du gouvernement français s'affirmant « prêt à envoyer de nouveau des troupes au Liban, cette fois pour protéger les populations civiles (10) ».

Dès l'origine, le gouvernement Mitterrand a situé son action diplomatique dans le cadre du plan américain de Philip Habib, de désarmement des Palestiniens. Le ministre français des Affaires extérieures, Claude Cheysson, a encore récemment réaffirmé l'unité de vues avec l'impérialisme américain, en déclarant : « La France et les Etats-Unis sont partisans de soutenir tout effort libanais pour affirmer l'unité du pays, établir un gouvernement capable de s'imposer et d'éviter les troubles entre Libanais. » Et cela « nécessite un respect complet du plan Habib », précisa-t-il. L'objectif est donc bien de faciliter l'installation au pouvoir d'Amine Gemayel, nouveau président libanais, responsable lui aussi des troupes phalangistes réactionnaires, et de l'aider à enrayer la désagrégation de l'Etat et surtout de l'appareil militaire libanais.

D'ores et déjà la fonction de cette armée, future armature d'un pouvoir militaire libanais, s'illustre de multiples manières. Ses forces, qui ne se sont pas opposées aux troupes d'invasion israéliennes, ratissent Beyrouth à la recherche d'étrangers dont les papiers ne seraient pas en règle, de Palestiniens ou de militants du Mouvement national libanais, finissant le travail entrepris par les Israéliens de désarmement de toutes les forces progressistes locales. Mais les troupes phalangistes, elles, fortes de 26 000 hommes, restent armées. Le journal du Parti communiste libanais *Al Nida* a même été perquisitionné et ses rédacteurs momentanément interpellés par l'armée libanaise (11). Tous les abris de fortune, les petits commerces et autres, qui avaient permis aux réfugiés de survivre sous les bombardements israéliens dans Beyrouth-Ouest, sont impitoyablement rasés. Demain ne verra-t-on pas l'armée libanaise, au nom de la reconstruction nationale, expulser de Beyrouth les réfugiés palestiniens ? C'est donc bien un pouvoir et une armée réactionnaires que les forces impérialistes américano-franco-italiennes sont en train de reconstruire.

Dans cette nouvelle phase de la reconstruction de l'Etat bourgeois libanais, l'expulsion des Palestiniens reste un objectif des forces réactionnaires, et d'autres massacres sont toujours possibles. Or, celui de Sabra et Chatila a aussi démontré une atroce vérité : l'indifférence des régimes bourgeois arabes. A peu près tous ces Etats ont soutenu l'élection de Bechir Gemayel et le plan Fadh au sommet de Fès (12), qui s'intègre de fait dans la stratégie impérialiste. Aucun d'entre eux n'a to-

lé le moindre expression de solidarité et de colère de ses propres masses populaires devant ces crimes. En Tunisie, l'opposition s'est vue interdire une manifestation sur ce thème. En Algérie, la très officielle Union nationale des femmes algériennes (UNFA) a vu sa manifestation de dénonciation du massacre de Sabra et Chatila réprimée par la police. La passivité des Etats arabes lors de la guerre du Liban va ouvrir, sans doute possible, une nouvelle étape de la crise du nationalisme arabe. Les masses palestiniennes viennent de payer très cher, une nouvelle fois, la reprise à son compte par la direction de l'OLP du principe de la « non-ingérence » dans les affaires intérieures des Etats arabes. Après la défaite palestinienne et l'éparpillement des forces armées de la résistance à travers plusieurs pays arabes, après le tournant diplomatique de la direction de l'OLP qui accepte le plan impérialiste de création d'un Etat palestinien croupion, la lutte nationale du peuple palestinien n'est pas encore définitivement écrasée. Mais, demain peut-être, le



Victimes du massacre de Sabra et Chatila. (DR)

terrain de ce combat sera-t-il principalement celui des territoires arabes occupés par Israël, lui donnant ainsi un nouvel élan et un nouveau contenu social.

CRISE MORALE ET POLITIQUE EN ISRAEL

La réaction en Israël, à l'annonce du massacre des réfugiés palestiniens, constitue incontestablement un approfondissement considérable de la crise du sionisme. Depuis la guerre du Liban, de nombreuses manifestations de protestation en ont témoigné. Mais elles restaient malgré tout le fait d'une minorité militante regroupée dans les rangs du Comité contre la guerre au Liban ou du mouvement *Peace Now* (« Paix maintenant ! »).

Le massacre de Sabra et Chatila et le refus initial du gouvernement de Menahem Begin d'accepter la mise en place d'une commission d'enquête ont quali-

tativement augmenté les réactions contre les actions militaires israéliennes au Liban. De plus, cela a porté à son point maximum les divergences entre le Likoud (coalition au pouvoir) et le Parti travailliste de Shimon Perès, dans l'opposition, accentuant considérablement la crise politique latente dans ce pays. La prise de distance des Etats-Unis par rapport au gouvernement Begin, le rappel dans son pays de l'ambassadeur d'Egypte en Israël, tout comme les réactions populaires en Israël même, incitèrent en effet le Parti travailliste, qui jusque-là avait peu ou prou soutenu l'agression militaire sioniste au Liban, à élevé la voix pour réclamer la démission de Ariel Sharon et Menahem Begin. Des désaccords sont apparus aujourd'hui jusqu'au sein de la coalition gouvernementale et entre des personnalités du régime. Le commandant de l'Ecole des hautes études militaires, Amram Mitzna, a donné sa démission, tout comme l'administrateur civil de Cisjordanie, Menahem Milson. Un mouvement de soldats contre la guerre, *Yech Gvul* (« Il y a une limite ... »), a obtenu un millier de signatures sur une pétition contre la guerre. Parmi les signataires, on trouvait 150 officiers, dont certains de haut rang. Dès le 19 septembre, des manifestations de quelques centaines de personnes avaient lieu en Israël aux cris de « *Begin démission ! Begin assassin !* ». La presse israélienne apporta, jour après jour, de nouvelles preuves des responsabilités israéliennes dans ce massacre.

Dans les territoires occupés, en Cisjordanie et à Gaza, une grève générale a eu lieu pendant trois jours. Le dernier jour de cette grève, le 22 septembre, les Arabes d'Israël s'y sont associés. Cette mobilisation des Arabes d'Israël est la plus importante depuis celle de 1976, qui ripostait aux restrictions gouvernementales en matière d'acquisition de terres par les Arabes. Les élections municipales pourraient sanctionner cette radicalisation nationale des Arabes d'Israël. *Le Monde* du 29 septembre note d'ailleurs à ce propos que « pour la première fois, des élus arabes israéliens ont publiquement exprimé leur "solidarité" avec leurs frères palestiniens des territoires occupés ».

Après ces mobilisations quotidiennes, la grande manifestation du mouvement *Peace Now* et du Parti travailliste, qui a réuni 300 000 personnes à Tel Aviv le 25 septembre, est venue témoigner de l'ampleur de la crise de conscience qui secoue le peuple d'Israël. C'est 10 % de la population israélienne qui était présente ce soir-là. Les mots d'ordre officiels tels que ceux qui réclamaient la constitution d'une commission d'enquête

10. *Le Monde* du 23 septembre 1982.

11. Cela n'empêche d'ailleurs pas le secrétaire général du Parti communiste libanais, Georges Haoui, comme tout le Mouvement national libanais d'ailleurs, de trouver que l'élection d'Amine Gemayel est « une bonne base pour l'entente ». (*Le Monde* des 26 et 27 septembre 1982.)

12. Cf. *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1982.

« sur les massacres de Palestiniens », « Sortez de Beyrouth ! », « Commencez des négociations ! », ou même le mot d'ordre officieux de « Begin démission ! », illustraient l'étroit contrôle du Parti travailliste sur cette mobilisation. Mais un cortège d'une dizaine de milliers de personnes, Juifs et Arabes, s'est regroupée en son sein derrière les mots d'ordre plus radicaux du Comité contre la guerre au Liban, qui exigeaient le retrait immédiat des troupes israéliennes de tout le Liban et l'ouverture de négociations avec l'OLP. Expression de la crise morale du peuple juif devant les exactions commises en son nom, la manifestation du 25 septembre a, en quelque sorte, légitimé le combat de tous les militants anti-guerre. Cette mobilisation contraint d'ailleurs le gouvernement Begin à finalement accepter la formation d'une commission d'enquête sur le massacre de Sabra et Chatila, et le Likoud a annulé la manifestation prévue pour la semaine suivante. Si le 17 juillet dernier les partisans de Menahem Begin avaient réussi à répondre à la manifestation contre l'intervention au Liban, qui s'était tenue deux semaines auparavant, cette fois-ci, ils ne se sentaient pas de taille à faire mieux que le 25 septembre.

Certes, dans la stratégie du Parti travailliste il ne s'agit que de se placer dans le nouveau cadre défini par les propositions diplomatiques du gouvernement US. Dès le recul de Begin, Shimon Perès a déclaré qu'il fallait remettre à plus tard la demande de démission du gouvernement. Or, la commission d'enquête ne rendra pas ses conclusions avant janvier prochain. Entretemps, la crise politique aura sans doute connu de nouveaux rebondissements. Elle plonge en effet ses racines dans la situation créée par le départ des Fedayins du Liban, et le concert des propositions de solutions négociées du problème palestinien, orchestré par l'impérialisme. Shimon Perès lui-même reconnaît que « jamais les chances de ce que nous appelons l'option jordanienne n'ont été meilleures qu'aujourd'hui, notamment grâce au plan Reagan, dont la philosophie est proche de notre programme (13) ».

Au-delà de la crise politique de l'équipe Begin, c'est tout le consensus national sur lequel l'Etat sioniste fonde son existence comme Etat confessionnel, raciste et expansionniste, qui est appelé à connaître de nouvelles fissures. Elles seront alimentées par les pressions diplomatiques impérialistes sur Israël, les mobilisations arabes dans les territoires occupés, et les mesures d'austérité que le gouvernement devra prendre pour faire payer aux Israéliens les frais d'une guerre qui a déjà coûté 1,2 milliards de dollars, alors même que l'inflation est prévue au taux de 130 % pour la fin de l'année. ■

Vincent KERMEL
2 octobre 1982.

Déclaration commune de la LCR de France, de la LCR d'Italie et du SWP des Etats-Unis

à propos de

la Force internationale d'interposition

Il aura fallu le massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila pour que Ronald Reagan, François Mitterrand et Sandro Pertini feignent de découvrir que les Palestiniens sont menacés d'un véritable génocide par Menahem Begin et ses amis fascistes libanais. Au nom d'une entreprise de « paix » hypocrite dont ils ont été ensemble les artisans avec le plan américain de Philip Habib, les trois chefs d'Etat ont décidé de renvoyer leurs contingents dans la « Force d'interposition » au Liban. Nous, militants internationalistes en France, en Italie et aux Etats-Unis, dénonçons ce nouvel envoi de troupes impérialistes au Moyen-Orient sous le prétexte de garantir la sécurité des réfugiés palestiniens et des populations libanaises.

A quoi a donc servi la force de l'ONU (FINUL), stationnée depuis des mois au Sud-Liban ? Au moment de l'invasion israélienne, le 6 juin dernier, elle s'est contentée de laisser passer les blindés sionistes en marche vers Beyrouth.

A quoi a donc servi la « Force d'interposition » envoyée fin août dans le cadre du plan Habib ? Elle a organisé le départ des unités combattantes palestiniennes, entérinant la présence sioniste au Liban. Elle a cautionné l'élection à la présidence du tueur phalangiste Béchir Gemayel par un Parlement croupion, réuni dans une caserne sous la garde des baïonnettes israéliennes. Elle a démantelé les lignes de défense palestiniennes à Beyrouth-Ouest. Dès le 14 août, la « Force d'interposition » américano-franco-italienne avait quitté le secteur, laissant derrière elle une population désarmée face à l'armée sioniste, aux milices phalangistes et aux mercenaires du boucher Haddad.

Quelle que soit l'identité exacte des bourreaux de Sabra et Chatila, ils n'ont pu accomplir leur horrible besogne qu'avec l'accord et la complicité de l'Etat-major israélien. Les gouvernements de Washington, Paris et Rome savaient parfaitement que cette tragédie était possible et probable. La nouvelle mission de la « Force d'interposition » ne servira

pas davantage les intérêts des peuples palestinien et libanais.

Qui peut penser que les *marines* américains, instruments des massacres impérialistes hier au Vietnam, aujourd'hui en Amérique centrale, pourraient protéger les opprimés du Liban ?

Qui peut croire que les paras français, gendarmes de l'impérialisme en Afrique et dans les colonies de la Caraïbe, de l'Océan indien, du Pacifique, pourraient agir au Liban contre les intérêts de cet impérialisme et de sa tête de pont sioniste au Proche-Orient ?

Leur présence ne servira qu'à la reconstruction de l'Etat fort libanais autour des milices phalangistes d'Amine Gemayel, l'allié du sionisme. Elle ne peut qu'apporter de nouvelles menaces et de nouveaux périls pour les réfugiés palestiniens et le Mouvement national libanais. Les véritables exigences de l'heure sont autres :

— Retrait immédiat et inconditionnel de l'armée d'occupation sioniste du Liban et de tous les territoires occupés !

— Rupture des relations diplomatiques avec le régime criminel de Menahem Begin et Ariel Sharon !

— Reconnaissance internationale de l'OLP comme représentant authentique du peuple palestinien !

— Soutien total au mouvement du peuple palestinien pour le recouvrement de ses droits nationaux légitimes !

— Solidarité active avec le mouvement des masses palestiniennes dans les territoires occupés, et avec le mouvement antiguerre dans l'Etat d'Israël ! ■

Ligue communiste révolutionnaire
(section française
de la IV^e Internationale),
Lega comunista rivoluzionaria
(section italienne
de la IV^e Internationale),
Socialist Workers Party
(organisation solidaire de la
IV^e Internationale aux Etats-Unis)*,
21 septembre 1982.

(*) Seule une législation réactionnaire empêche le SWP d'être la section américaine de la IV^e Internationale.

Après la chute du gouvernement Schmidt, organiser la riposte ouvrière

Résolution du Groupe Internationale Marxisten (GIM),
section allemande de la IVe Internationale

La rupture de la coalition gouvernementale social-démocrate et libérale (SPD et FDP) en République fédérale d'Allemagne est un événement de première importance, à la fois pour ce pays et à l'échelle internationale. Confrontée à une opposition persistante à l'acceptation du déploiement sur le territoire allemand des missiles de croisière et des Pershing II américains, et à la nécessité de mettre en œuvre un nouveau programme d'austérité, la bourgeoisie s'est mise à considérer comme intolérable la présence au gouvernement du parti de masse des travailleurs d'Allemagne de l'Ouest, le Parti social-démocrate (SPD).

En rompant la coalition gouvernementale qui le liait au SPD, le Parti libéral-démocrate (FDP) comptait sur la démocratisation créée par le cours droitier de la politique du SPD au gouvernement et sur ses importantes défaites électorales récentes, pour permettre un changement de régime sans véritable riposte de la classe ouvrière. Mais la réaction ne fut pas du tout ce qu'escomptée par la bourgeoisie. Pour maintenir sa base électorale, la direction du SPD dénonça la rupture de la coalition gouvernementale par les libéraux comme une « trahison » du FDP.

Lors des élections régionales au Parlement du Land de Hesse, qui suivirent immédiatement la rupture de la coalition gouvernementale, les partis bourgeois ont connu une importante déconvenue. Le Parti démocrate-chrétien (CDU), qui était crédité d'après les sondages d'une majorité absolue, n'obtint que 45,6 % des suffrages. Les suffrages du FDP ont été réduits de moitié, passant de 6,6 % des voix lors des précédentes consultations électorales à 3,1 %. Ce parti a ainsi perdu tous ses sièges au Parlement régional. Le SPD, quant à lui, a obtenu 42,8 % des suffrages, ce qui est supérieur de 10 % aux prévisions de tous les sondages. Les « verts » du courant écologiste

La rupture de la coalition socialo-libérale à Bonn met fin à seize années de participation du Parti social-démocrate (SPD) au gouvernement. C'est la plus longue période dans l'histoire de l'Allemagne fédérale pendant laquelle les sociaux-démocrates ont géré les affaires de l'Etat bourgeois. Bien que le SPD lui-même l'ait envisagé comme possible depuis longtemps, ce changement de gouvernement signifie des bouleversements importants dans le rapport des forces entre les classes et les partis politiques. Le patronat et le grand parti bourgeois Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (CDU/CSU) sortent vainqueurs et renforcés par la longue période d'usure du SPD.

Alors qu'il y a un an, en France, le Parti socialiste a connu la plus grande victoire de son histoire, aussi bien aux élections présidentielles que législatives, alors qu'il y a quelques jours, en Suède, le gouvernement bourgeois a basculé et que le Parti social-démocrate, avec le Parti communiste, ont obtenu une majorité absolue, la République fédérale allemande, deuxième puissance du monde capitaliste, voit se renforcer le pouvoir politique du

patronat et les positions de l'impérialisme américain.

C'est à l'occasion du « dossier Lambsdorf » — du nom du ministre de l'Economie Otto Graf Lambsdorf — émanant des rangs du Parti libéral-démocrate (FDP), qu'il a été mis fin à la participation du SPD au gouvernement. Ce dossier propose de « résoudre » la crise économique, qui continue à s'aggraver en cette rentrée, avec les méthodes et les concepts de « l'économie libérale ». Il prévoit la remise en cause de la quasi-totalité des réformes mises en œuvre sous le gouvernement de la coalition socialo-libérale. Dans ces propositions, il ne manque aucune des mesures qui visent à mettre des milliards à la disposition des patrons, pour l'augmentation de leurs profits, en faisant payer les travailleurs : transformation d'impôts directs en impôts indirects, suppression des patentes sur les entreprises, diminution massive de l'impôt sur la fortune, organisation arbitraire du temps de travail suivant les besoins des patrons, programme important de retour au secteur privé et, enfin, des coupes plus sombres qu'avant dans le domaine social, la diminution de

allemand, ressentis comme se situant à gauche du SPD, ont obtenu 8 % des voix. Malgré le score électoral de la principale formation bourgeoise, la CDU, le SPD et les « verts » ont ensemble la majorité absolue des voix, une forte majorité au Parlement régional d'où le FDP a été entièrement éliminé.

Cette mobilisation électorale contre les partis bourgeois a provoqué une importante crise politique. Le secrétaire général du FDP a démissionné de ses fonctions pour protester contre le renversement de la coalition gouvernementale.

Il est probable que sur la base du retournement d'alliances effectué par le FDP, une coalition CDU-CSU (aile bavaroise de la CDU dirigée par Franz-Josef Strauss)-FDP obtienne suffisamment de voix au Parlement fédéral pour renverser Helmut Schmidt et pouvoir former un nouveau gouvernement sans le SPD. Mais il est bien évident que si la mobilisation électorale de la gauche enregistrée lors des élections régionales du Land de Hesse pouvait être maintenue, ce ne serait là en aucun cas un gouvernement fort. Mais pour arriver à se poursuivre, la mobilisation devra s'organiser aussi contre la politique de la direction du SPD, qui va tout faire maintenant pour gaspiller les possibilités énormes offertes par les résultats de ces élections régionales.

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée par le Comité central du Groupe Internationale Marxisten (GIM), section allemande de la IVe Internationale, le 20 septembre dernier, et qui analyse les conditions de la chute du gouvernement de coalition dirigé par Helmut Schmidt.

Ce texte, qui dresse le bilan de la politique social-démocrate récente en République fédérale allemande, a été adopté avant les élections régionales du Land de Hesse qui se sont déroulées le dimanche 26 septembre.

50 % des indemnités de chômage n'étant que la pointe avancée de ce projet de démantèlement des acquis sociaux.

Le « dossier Lambsdorf » n'est pas une gaffe politique. Ces propositions ont reçu l'approbation de presque tous les syndicats patronaux. Avec en toile de fond une récession économique continue, un record prévu de plus de deux millions de chômeurs, et un nouveau déficit budgétaire de plusieurs milliards de marks (DM), la présence au gouvernement d'un parti, le SPD, qui doit négocier les mesures d'austérité avec la direction syndicale, n'est plus viable pour le patronat. La politique du SPD, ces deux dernières années, a de fait entraîné une désaffection massive de son électorat, parmi les jeunes et les travailleurs notamment, et cette usure du SPD se confirmera lors des élections du Land de Hesse. Dans ces conditions, pour le FDP, il s'agissait simplement d'un calcul tactique pour choisir le moment le plus opportun d'un changement de gouvernement.

Cependant, la rupture de la coalition ne provient pas de la seule volonté du FDP de changer de gouvernement, même



Schmidt et Genscher en mars 1981 : la coalition gouvernementale tenait encore bon. (DR)

si le SPD essaie aujourd'hui de présenter cette rupture comme une « trahison ». Les dirigeants du FDP, Hans Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères, et Otto Graf Lambsdorf, ministre de l'Economie, n'auraient jamais osé prendre cette initiative si le SPD avait pu mobiliser au moins le nombre de travailleurs et de jeunes qu'il a encore su mobiliser lors des législatives de 1980, sans même parler des mouvements de protestation qu'il suscita lors de la tentative menée par le dirigeant du CDU, Barzel, pour renverser un chancelier social-démocrate. La perte massive d'audience que connaît le SPD parmi les travailleurs, les jeunes et les couches moyennes relève de sa propre responsabilité. Elle a entraîné le SPD au-dessous de la barre des 35 %, pour la première fois depuis longtemps, à l'occasion de certaines élections régionales. C'est le SPD qui a donné son approbation aux mesures d'austérité de la rentrée 1982 et 1983, les rendant ainsi possibles. C'est le SPD qui a expliqué aux travailleurs que la crise exigeait des sacrifices, qui les a trompés sur l'étendue et l'origine de la crise, et qui, ensemble avec une partie de la direction syndicale, a fait obstacle à l'organisation de la riposte.

Holger Borner, ministre-président social-démocrate du Parlement de Hesse, soutient activement l'extension de l'aéroport de Francfort et la répression violente de tous ceux qui s'y opposent ; le chancelier Helmut Schmidt apporte une approbation sans réserves à l'implantation des missiles nucléaires de l'OTAN : c'est cela qui a entraîné des centaines de milliers de jeunes à chercher une alternative à la social-démocratie. Le SPD est malhonnête de reprocher au FDP sa volonté d'imposer une perte du pouvoir d'achat aux syndicats et aux travailleurs, ainsi que son exigence de coupes sombres aux dépens des chômeurs, des retraités et des

personnes socialement défavorisées. Car, justement, lui-même a exigé exactement la même chose de la part des travailleurs et des personnes socialement défavorisées. Dans son explication au Bundestag (Parlement), le chancelier Helmut Schmidt s'est une nouvelle fois déclaré fidèle à cette politique.

Les explications conjoncturelles suscitées par le changement de gouvernement ne doivent pas servir de prétexte pour faire oublier la responsabilité du SPD. Les syndicats commettraient une erreur en dévoyant le sens des mobilisations de rentrée contre le démantèlement des acquis, pour en faire de simples mobilisations contre le FDP. Le projet social-démocrate de solution de la crise économique a échoué. Il s'agit maintenant de trouver les véritables solutions à la crise. Pour cela, il faut un projet qui s'attaque aux véritables responsables de celle-ci, c'est-à-dire le patronat. Il faut donc un projet qui, pour la défense de l'emploi, n'hésite pas à remettre en cause la mainmise des patrons et des banques sur les entreprises, qui prévoit une répartition du travail entre tous les bras disponibles, et qui empêche les patrons d'investir dans l'armement pour assurer leurs profits pendant la crise. La crise du trust AEG et les 12 000 faillites pour cette seule année, montrent ce qu'implique la résolution capitaliste de la crise. Face à cela, il faut organiser la riposte.

Toutes les tentatives d'apaisement n'ont pas réussi à maintenir le SPD au gouvernement. Au contraire, c'est justement le manque de mobilisation et d'activité des masses qui a eu pour conséquence la chute du SPD. A l'inverse, ces tentatives d'apaisement ont entraîné chez les travailleurs une profonde démoralisation et un profond désarroi, qui se manifestent aussi bien lors des licenciements et

des fermetures d'usine que lors des élections. Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de la RFA, la moitié des travailleurs vote CDU/CSU. La politique du SPD a permis aux partis du patronat d'accéder au gouvernement.

La confédération syndicale DGB a décidé de manifester les 23 et 30 octobre contre la politique d'austérité. Il s'agit maintenant de concentrer toutes les forces pour que ces manifestations soient le premier pas vers une riposte généralisée. Les syndicalistes, les forces du mouvement de la paix et du mouvement des femmes, les associations de citoyens, de chômeurs, les associations contre le racisme, peuvent manifester à cette occasion leur opposition commune au chômage, au réarmement et à la destruction de l'environnement. Pour les syndicats, ces manifestations doivent marquer le point de départ d'une politique combative pour une stratégie commune des fédérations contre les syndicats patronaux :

— Pour la création d'emplois plutôt que pour le développement de l'armement !

— Pour les 35 h sans diminution de salaire et avec les embauches correspondantes !

— Contre tout nouveau « sacrifice », que ce soit dans le domaine des salaires ou dans celui du budget !

— Pour une action combative au profit des intérêts communs de la grande majorité des salariés : travailleurs, chômeurs et retraités, vieux et jeunes, Allemands et immigrés, hommes et femmes.

Helmut Schmidt et la direction du SPD sont responsables d'avoir de plus en plus rejeté les conséquences de la crise sur les travailleurs et d'avoir désarmé politiquement la classe ouvrière. Les militants sociaux-démocrates qui sont en désaccord avec cette politique doivent s'engager pour qu'en soient tirées toutes les conséquences.

Ainsi, lorsque Willy Brandt, président du parti social-démocrate, déclare que le SPD ne changera pas de politique après le changement de gouvernement, il ne fait que souligner le fait que, même dans l'opposition, le parti ne reviendra pas à une politique socialiste.

Il s'agit maintenant de développer une politique qui remette en cause le pouvoir du patronat, pour surmonter l'échec du projet social-démocrate, pour la résolution de la crise.

Tous ceux qui luttent pour une solution socialiste de la crise et qui veulent organiser la riposte contre le chômage, le démantèlement des acquis, le racisme, la destruction de l'environnement, le réarmement et l'oppression des femmes, doivent pouvoir soumettre leur projet au vote, à l'occasion de prochaines élections législatives. ■

Comité central du
Groupe Internationale Marxisten,
section allemande de la
IVe Internationale,
20 septembre 1982.

La lutte pour le renversement de la dictature et l'actualité du combat pour un parti ouvrier indépendant

DEPUIS le fiasco de l'aventure des Malouines, la dictature militaire argentine ne parvient pas à trouver un nouvel équilibre. Pendant deux mois, c'est l'Armée de terre qui a assuré la continuité de la junte, après le retrait des représentants de l'Armée de l'air et de la Marine. La junte, qui s'était démembrée le 21 juin, a cependant fini par se reconstituer le 21 septembre. Il s'agit pour elle de réaffirmer ainsi l'autorité du régime argentin dans les difficiles négociations de la dette extérieure et les pourparlers diplomatiques à propos des Malouines. Il s'agit aussi de renforcer son autorité interne pour conduire le processus qui devrait aboutir au rétablissement d'un régime civil en 1984.

En effet, les militaires auront les plus grandes difficultés à s'en tenir au calendrier de la transition qu'ils ont eux-mêmes établi.

Dès le 29 août, le nouveau ministre de l'Economie, Dagnino Pastore a démissionné (en même temps que le directeur de la Banque centrale) deux mois à peine après son entrée en fonction. Le gouvernement semble en effet partagé entre la poursuite d'une politique économique libérale sous la dictée du Fonds monétaire international (FMI), et une politique d'intervention de l'Etat, de relance de l'industrie nationale, qui implique de renouer le dialogue avec le mouvement ouvrier.

Alors que le salaire minimum est l'équivalent de 275 francs, une augmentation exceptionnelle de salaire de 80 francs a été accordée par le gouvernement en août. La CGT-Azopardo, dont la direction bureaucratique est ouvertement

engagée dans la collaboration avec le régime, avait menacé d'appeler à une grève générale en septembre. Elle a finalement renoncé à ses initiatives, tandis que la CGT-Brésil animée par la bureaucratie péroniste a organisé le 22 septembre une manifestation de 20 000 personnes devant le siège du gouvernement. C'est le plus important meeting depuis l'installation de la dictature.

Le gouvernement a promis de rétablir la liberté d'association, et donc de lever la tutelle militaire sur les syndicats d'entreprise, et de restaurer le droit de grève avant la fin novembre.

Mais l'armée elle-même reste agitée par les conséquences des Malouines. Un courant parmi les officiers et sous-officiers réclame des comptes sur le comportement de la haute hiérarchie, et certains exigent même des mesures d'épuration. C'est dans ce contexte qu'a éclaté une mutinerie, le 20 septembre 1982, à la base aéronavale d'Ushuaia en Terre de Feu. Son instigateur, le contre-amiral Zaruategui, va être jugé par une Cour martiale.

Enfin, la question des disparus, malgré la volonté des partis politiques bourgeois d'enterrer l'affaire au nom d'une « amnistie réciproque », demeure un obstacle de taille sur la voie d'une ouverture.

Pourtant, plus l'armée tarde à retourner dans ses quartiers, et plus elle exerce la responsabilité du pouvoir politique, plus elle risque de subir dans ses propres rangs l'onde de choc qui traverse l'ensemble de la société.

Jorge BUARQUE

Lors de la cérémonie d'investiture du gouvernement de Reynaldo Benito Bignone, un haut fonctionnaire déclarait : « Nous sommes revenus à 1972 ! » Cette formule résume bien la situation politique argentine : « Pire ! A cette époque le général Alejandro Lanusse avait le soutien des commandants en chef des trois armes. Juan Domingo Peron (Parti justicialiste) et Ricardo Balbin (Parti radical) représentaient des solutions de rechange possibles, et nous ne sortions pas vaincus d'une guerre. (1) »

La défaite subie en juin 1982 face à la force d'intervention britannique des Malouines, en même temps que le développement d'une contestation croissante contre la dictature, ouvre une nouvelle situation politique. Un ancien ministre du général Leopoldo Galtieri en a résumé les caractéristiques essentielles : crise de la junte militaire, fragilité des alternatives bourgeoises fiables, tandis que le mouvement ouvrier commence à se recomposer lentement après la grave défaite qu'il a subie en mars 1976 et la destruction massive de ses cadres par une des dictatures les plus sanguinaires qu'ait connues l'Amérique du Sud.

Depuis la fin de 1981, les déclarations bellicistes de la junte militaire ont

monté d'un ton. Prenant comme prétexte le conflit avec le Chili autour de la question du canal de Beagle, la dictature a lancé une intense campagne pour préparer l'opinion publique à une entreprise guerrière. La recette est classique : son objectif a été de recomposer l'unité des commandements militaires et de les asseoir sur un ample consensus social impliquant les partis bourgeois d'opposition et neutralisant la lutte démocratique et ouvrière.

POURQUOI LA FUITE EN AVANT DE LA JUNTE ?

L'opération militaire avait pour but fondamental de recomposer le cadre politique national à l'avantage de la dictature et non de s'opposer de fait à l'impérialisme, et encore moins de déclencher une guerre. C'est ce que confirment les révélations rendues publiques après la défaite militaire.

Les soldats qui sont rentrés des Malouines n'ont pas eu peur de la censure : ils ont dénoncé non seulement l'extrême couardise de leurs officiers, mais aussi la complète impréparation de l'armée à une guerre. « Nous sommes partis pour un défilé militaire et non pour une guerre. Nous n'avions pas de munitions, de vêtements ni d'infrastructure pour supporter le

froid, l'encercllement et les Anglais », a déclaré un soldat. Tous les témoignages confirment cette appréciation. Le général Basilio Lami Dozo, chef de l'Armée de l'air, a reconnu que moins d'un tiers des avions argentins étaient en condition de combattre, pour d'innombrables problèmes techniques.

Pourquoi alors la décision de la junte militaire ? Le facteur décisif a été la montée des luttes ouvrières, qui a rendu explosive la situation politique et accentué l'isolement de la dictature. Les manifestations à l'appel de la Confédération générale des travailleurs (CGT), le 30 mars, ont été le point culminant atteint par la résistance ouvrière au cours des six années de dictature. C'était juste une semaine avant le débarquement aux Malouines. Et cela a été le dernier élément qui a décidé la junte à lancer l'opération.

La dictature a utilisé tous les moyens pour empêcher la préparation de cette journée de lutte du 30 mars. Elle a renforcé le contrôle social, pourchassé les syndicalistes, tenté d'intimider le mouvement (cela a été notamment l'objectif de l'enlèvement et de l'assassinat de la militante du Parti socialiste des travailleurs - PST -, Ana Maria Martinez). Malgré cela, les manifestations ont été un grand

1. Clarin, 29 juin 1982.

succès. Certains détails en sont peu connus et il est essentiel de comprendre leur réelle portée. La manifestation de Buenos Aires a mobilisé 15 000 personnes qui se sont affrontées pendant des heures avec l'énorme appareil répressif. Les manifestations des villes de province ont également été importantes. Ce qui s'est passé à Mendoza en est un exemple probant : la manifestation a commencé calmement avec environ 500 participants, et la police a refusé d'obéir aux ordres de s'y opposer par la force. C'est donc la gendarmerie, corps spécial connu pour sa brutalité, qui est entrée en action et a ouvert le feu sur les premiers rangs, tuant un des dirigeants. La télévision locale, qui a filmé la scène en direct, l'a révélé à toute la population. Sa réaction a donné une claire indication des modifications politiques en cours en Argentine et de la disposition des travailleurs à la lutte. Le centre de la ville s'est rempli de manifestants qui ont affronté les forces de répression et les ont fait reculer. Trois travailleurs de plus ont été tués dans le combat.

sion. La lutte pour « *La Paix, du Pain et du Travail !* », mot d'ordre des manifestations, a fait tache d'huile. Pour la dictature, il devenait urgent de modifier cette situation. C'est ce qui a décidé l'opération des Malouines.

74 JOURS POUR UNE HUMILIANTE DÉFAITE

Aujourd'hui encore, les rues de Buenos Aires sont pleines d'affiches sur les Malouines. Parmi les appels, les proclamations patriotiques et les dénonciations de Margaret Thatcher et des USA, se détache l'affiche la plus colorée et la plus répandue : « *Prière du soldat des Malouines* » ... Invoquant l'aide divine, le « *soldat des Malouines* » commence par demander « *la compétence pour mes chefs* ».

La prière n'a servi à rien. Les 10 000 soldats qui ont combattu dans les îles le savent bien, de même que toute la population argentine. La défaite des Malouines a été causée, avant tout, par l'incapacité de la junte militaire à combattre l'impé-

l'histoire du pays. Il s'est manifesté et approfondi au cours même de la guerre. L'impérialisme britannique a été et demeure un ennemi à abattre. La solidarité latino-américaine, fondée sur ce sentiment, a connu sa plus claire expression dans les manifestations monstres de Lima au Pérou et dans l'activité diplomatique des gouvernements de Cuba et du Nicaragua.

Pourtant, malgré la confusion qu'elle a créée, et malgré la réalité de ce sentiment anti-impérialiste, l'opération politique de la dictature a échoué avant même que ne soit décidé le sort de la bataille. Lors du premier meeting de masse devant la Casa Rosada (palais du gouvernement), le général Leopoldo Galtieri a été vigoureusement hué lorsqu'il s'est présenté comme porte-parole de l'Argentine. A partir de là, les manifestations et rassemblements en faveur de l'effort de guerre ont rapidement diminué. Malgré son accord pour mettre fin à la colonisation britannique, la population ne s'est pas mobilisée activement pour ne pas appuyer la junte militaire. Et, en l'absence d'une politique indépendante du prolétariat, la lutte anti-impérialiste ne s'est pas exprimée avec clarté.

La manifestation du 30 avril, convoquée par la CGT pour commémorer le 1er Mai, n'a pas réuni plus de 2 000 personnes, malgré l'appui officiel des autorités. Il y en avait eu dix fois plus le mois précédent pour un corps-à-corps avec la police. Les manifestations du 10 juin, alors que l'armée britannique avait déjà débarqué sur les îles, n'ont pas réuni plus de 3 000 personnes. La raison de ce manque de soutien populaire est évidente. Six ans de *proceso* (« processus »), avec ses 30 000 disparus (alors qu'il y en a eu 191 sous la dictature brésilienne) et ses 15 000 prisonniers politiques, avec un tiers de la classe ouvrière sans emploi ou vivant d'expédients et de menus travaux, avec une chute du salaire réel supérieure à 50 %, interdisent à la population argentine d'accorder la moindre confiance à la dictature pour combattre militairement les agressions impérialistes.

Tous les faits ont confirmé que cette défiance était justifiée. La junte s'est refusée à toucher aux intérêts économiques impérialistes en Argentine. Elle a été incapable de répondre militairement et de mobiliser les forces potentielles. La Marine s'est contentée de laisser couler le croiseur *Belgrano*. L'Armée de terre a reculé en abandonnant ses soldats. L'Armée de l'air s'est refusée à poursuivre le combat des trois derniers jours pour protéger une armée en déroute.

La couardise politique et militaire de la junte a été mise en évidence par l'action de l'un de ses représentants exemplaires : le lieutenant Astiz. En 1976, il a été responsable de l'École de mécanique de la marine, par laquelle passèrent, selon *Amnesty International*, 4 700 hommes, femmes et enfants, dont 100 seulement ont survécu aux traitements qu'ils y subirent. Peu après, il a été responsable de l'infiltration du Mouvement des mères de la Place de mai, de l'enlèvement et de l'assassinat de douze d'entre elles. Ensuite, il

rialisme. Et c'est essentiellement pour cette raison que s'est déclenchée la terrible crise que connaît à présent la dictature militaire.

Pourtant, en choisissant la cible de l'opération militaire, le général Galtieri a cherché à éviter la confrontation. D'où d'ailleurs l'envoi de troupes non préparées à la guerre. D'où aussi le choix des Malouines et non pas du canal de Beagle, dans la mesure où il est évident que la dictature chilienne aurait été obligée de combattre pour les mêmes raisons que la dictature argentine. Le général Galtieri a pensé en revanche que Margaret Thatcher n'interviendrait pas aux Malouines, comme il l'explique clairement dans une interview qu'il a accordée à la journaliste italienne Oriana Fallaci. Il n'est pas impossible que cette conviction ait été alimentée par les informations fournies par le Département d'Etat américain aux autorités de Buenos Aires. Selon cette version, Washington était non seulement prévenu de l'opération, mais aurait donné son feu vert. Il n'est pas impossible que les choses se soient passées ainsi. La tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 en Espagne a déjà illustré l'existence de diplomatie parallèles et même contradictoires au sein du Département d'Etat.

D'autre part, le choix des Malouines comme cible de l'opération militaire cherchait à capitaliser au profit du gouvernement militaire les sentiments anti-impérialistes du peuple argentin. Ce sentiment existe, et c'est une donnée essentielle de



Militaires argentins. (DR)

Cette radicalisation exprime une réponse ouvrière à la crise économique et à la politique de la dictature. La crise s'est en effet aggravée qualitativement au cours de l'année 1981 et des cinq premiers mois de 1982. Les indicateurs de conjoncture ont enregistré une chute du pouvoir d'achat des salariés de l'ordre de 51 % entre février 1981 et février 1982. Près de 30 % de la population active (soit 3 millions de personnes) se trouvent sans emploi : le plan économique Alemann-Galtieri prétendait faire passer ce chiffre à 5 millions ! Le revenu salarial réel de la classe ouvrière est inférieur d'environ 30 % à ce qu'il était avant le coup d'Etat de 1976. Les calculs officiels eux-mêmes reconnaissent que la chute du salaire réel des fonctionnaires est de l'ordre d'au moins 40 %.

Divers éléments antérieurs à la journée du 30 mars ont donné des indications du niveau de révolte de la population. Dans la zone sud de Buenos Aires, Bolano et Berazategui, 45 000 personnes ont occupé des terres pour garantir leur droit au logement. Elles ont mis sur pied des directions de l'occupation, résisté à la répres-

a été responsable de l'infiltration dans les organisations d'exilés à Paris. Et il a été le premier à se rendre aux Britanniques ...

LA NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE POUR LE MOUVEMENT OUVRIER

En décidant de se lancer dans l'opération des Malouines, le général Galtieri est parvenu un instant à reprendre l'initiative en politique intérieure. Tout d'abord, il a désarticulé l'offensive ouvrière qui s'était dessinée avec les manifestations du 30 mars. Ensuite, la dictature a atteint son objectif d'un accord de collaboration avec les oppositions bourgeoises et les directions syndicales. Le silence de ces secteurs sur l'offensive patronale (3 000 licenciements à l'usine Ford) et même sur la poursuite des enlèvements (3 travailleurs ont été enlevés à Cordoba les 21 et 22 juin, accusés d'être des militants du groupe *Politica Obrera*), a même favorisé pour un court moment cette initiative de la junte dans un moment de grande confusion politique pour le mouvement ouvrier.

Une claire politique d'indépendance de classe, qui n'abandonne pas le combat contre la dictature et qui soit capable de développer une mobilisation anti-impéria-

nistes se sont compromis dans un soutien à la continuité de la dictature militaire. Le Parti communiste argentin (PCA) a adopté une position analogue.

2) Le PST, organisation argentine de la Ligue internationale des travailleurs (LIT - issue de la scission du Comité international pour la reconstruction de la IVe Internationale) et *Politica Obrera*, formations qui se réclament du trotskysme, ont commencé par présenter un plan de revendications anti-impérialistes et anti-dictatoriales, mais elles ont très rapidement abandonné toute perspective de lutte ouvrière indépendante. Elles se sont dissoutes de fait dans le soutien au patriotisme de la junte. Cette évolution a été particulièrement évidente et scandaleuse en pratique : les deux partis ont organisé des galas, récolté des fonds et appelé à une retenue sur les salaires au profit d'un « Fonds patriotique », lancé et contrôlé par la dictature. Les revendications anti-dictatoriales ont disparu de leur agitation sous le prétexte : « *Nous sommes dans le même camp militaire que la dictature !* »

3) Enfin, d'autres groupes révolutionnaires, ne saisissant pas la nouvelle situation, s'en sont tenus à leur politique de tous les jours, sans changer une virgule, se

la poursuite du *proceso*. Le général Reynaldo Bignone, désigné par l'armée et ayant à son seul actif de ne pas avoir été directement compromis dans la guerre, n'est pas parvenu à recomposer l'unité des commandements militaires. Les généraux de brigade ont manifesté leurs réserves. Un général, Delia Larroca, a même été arrêté pour avoir exprimé des critiques sur la conduite de la guerre. L'Armée de l'air et la Marine ont évité de se compromettre dans la nomination du général Bignone, qui a été ainsi investi en violation du statut politique défini par les militaires eux-mêmes pour le fonctionnement et le renouvellement de la junte. Des rumeurs faisaient état de possibles *pronunciamientos*, en raison de dissensions persistantes entre les militaires. Un nouvel épisode de ce conflit a éclaté avec la démission du général Basilio Lami Dozo, chef de l'Armée de l'air, qui avait défendu ouvertement le projet de création d'un parti des militaires pour continuer le *proceso*.

Il est vrai que les commandements militaires ont maintenu tout au long de la crise certains organes de coordination : le Comité militaire réuni à partir du 3 juillet pour étudier les progrès diplomatiques sur la question du canal de Beagle, en particulier. En réalité,



liste autour des mesures économiques, politiques et militaires susceptibles de vaincre l'impérialisme, était nécessaire pour répondre aux manœuvres de la dictature. Une telle politique n'a pas vu le jour. La responsabilité en incombe aux directions ouvrières :

1) Les syndicalistes péronistes et le Parti justicialiste ont appuyé la junte et se sont opposés à toute mobilisation ouvrière indépendante. Lorenzo Miguel, le principal dirigeant de la CGT, est même allé jusqu'à comparer le général Galtieri à Juan Peron ! Dans un article publié par la revue *El Caudillo*, sous le titre suggestif « *Les frères sont unis* », la photo du général Galtieri a été publiée avec la légende suivante : « *Il y a longtemps que nous n'avions pas entendu un président tenir ce langage.* » En réclamant un « *gouvernement militaire de transition* », les péro-

cantonnant à une position neutraliste face à la guerre.

Dans cette situation, la confusion politique s'est accrue et a permis à la dictature de manœuvrer à sa guise pendant les premières semaines de la guerre, malgré sa crise profonde. Mais la haine des généraux s'est aussi qualitativement approfondie à partir de la reddition de Puerto Argentino (Port Stanley pour les Britanniques). Une nouvelle crise plus profonde et plus explosive encore est en gestation.

LA CRISE POLITIQUE ET LE RÉALIGNEMENT DES FORCES BOURGEOISES

La défaite politique a précipité la chute du général Leopoldo Galtieri, après le refus des partis politiques de se réunir avec le Président pour étudier le cadre de

cette direction militaire a continué à fonctionner, mais aucune des trois armes n'est parvenue à affirmer son hégémonie politique et militaire.

Le général Roberto Viola, commentant l'investiture du général Bignone à l'intention des journalistes, a résumé ainsi la situation : « *Nous vivons une situation extraordinairement difficile. Le problème institutionnel a atteint à présent un très grand degré de complexité.* »

Pour reconstituer l'unité de la caste militaire, le général Bignone s'est fixé comme premier objectif d'intégrer au gouvernement les différents courants de l'armée. C'est ainsi que l'on peut trouver dans son gouvernement d'anciens ministres de Galtieri (Liciardo à l'Education et Castells à la Santé), de Ongania (Pastore à l'Economie et Bauer aux Travaux publics), de Videla (Reston à l'Intérieur et Pauluci à l'Action sociale), de Viola (Ca-

vallo à la Banque centrale), et même de Lanusse (Nosiglia au Logement). Cette équipe militaire est clairement responsable de la répression : le major Minicucci, officier de liaison entre Bignone et les ministères, a été responsable d'un camp de concentration qui a fonctionné aux alentours de Buenos Aires jusqu'en 1978.

Les buts de ce gouvernement ont été définis par le chef de l'armée, le général Christino Nicolaides : « Il est nécessaire de mettre à profit cette période de transition pour, entre autres choses : a) consolider nos institutions fondamentales ; b) capitaliser une adhésion fondamentale pour la cause des Malouines comme base d'une véritable union nationale ; c) garantir par tous les moyens adéquats une solution nationale. (2) »

Ainsi se définit un projet d'« ouverture contrôlée », avec un renforcement important des appareils répressifs et un contrôle politique complet de la part des militaires. Dans son discours d'investiture, le général Bignone a prévenu : « Il doit exister une claire conscience du fait que toute recherche d'avantages personnels ou sectoriels illégitimes pendant la période qui commence maintenant porterait un grave préjudice au développement prévu, et pourrait provoquer une crise majeure du pays. Cette affirmation vaut pour les comportements politiques comme pour les questions socio-économiques. »

Ce qui est le plus frappant dans cette crise politique, et ce qui détermine en grande partie ses rythmes, c'est la complète unité entre la dictature militaire et les partis bourgeois. Toutes les directions bourgeoises se sont en effet prononcées en faveur du général Bignone et de la continuité du régime militaire.

— La *multipartidaria* (3) a soutenu le général Reynaldo Bignone sous prétexte de ses promesses de démocratisation. Le principal dirigeant péroniste, Deolindo Bittel, alors qu'on ne savait pas encore si Bignone pourrait assumer la présidence, déclarait à un quotidien brésilien : « Un grand effort doit être fait pour restaurer la crédibilité des forces armées auprès du peuple argentin. Si le nouveau président n'assume pas la fonction, cette possibilité sera définitivement compromise, puisque cela mettrait en évidence le désir d'une solution continuiste au sein du cercle militaire. (4) » Il est vrai que la Commission nationale du Parti justicialiste a demandé, dans une déclaration officielle du 2 juillet, « que l'on établisse les responsabilités » ; mais son orientation reste la même : collaboration avec les militaires pour organiser la transition, et ensuite formation d'un gouvernement qui serait issu des élections de mars 1983. Le péronisme représente encore la principale force électorale en Argentine : 8 000 personnes ont manifesté pour l'anniversaire de la mort d'Evita Peron, et 5 000 pour l'anniversaire de la mort de Juan Domingo Peron. Mais le courant péroniste est profondément divisé et il ne paraît pas capable d'assurer le minimum d'homogénéité nécessaire pour soutenir un gouvernement. C'est là l'un des facteurs qui a

conduit la *multipartidaria* à discuter de la possibilité, périlleuse, de se convertir en un front électoral pour structurer un futur gouvernement civil... au cas où les militaires maintiendraient leurs promesses !

— La bureaucratie syndicale s'aligne sur les positions du péronisme. Lorenzo Miguel, de la CGT, a déclaré à un journaliste : « Le pays doit être normalisé d'urgence parce que, voyez le paradoxe, il faut qu'il soit clair que l'homme qui demeure notre leader (Peron) a appartenu à ces forces. C'est pourquoi nous pensons que ces institutions doivent être au service du bien-être du peuple argentin et en particulier de ses travailleurs. (5) »

— Les autres forces bourgeoises ont la même attitude, magnifiquement résumée par le dirigeant du Parti intransigeant (PI), Oscar Allende : « Le PI ne suivra, ni ne soutiendra, ni ne déstabilisera le nouveau cours du régime militaire. »

— Enfin, l'Eglise appuie résolument le régime : « Nous voulons appeler à l'union de tous les responsables de la conduite et de la construction du pays, à tous les niveaux, au nom du bien commun, sans égoïsme, dans un esprit d'ouverture et de fraternité, afin que nous puissions surmonter un des pires écueils qu'une nation ait à affronter : la possible fragmentation du pouvoir, spectre qui équivaut à l'échec de toute la communauté. » (Résolution de la Commission exécutive de la Conférence épiscopale.) Ce n'est qu'aux tous derniers jours d'août 1982 que l'Eglise a commencé à poser de timides questions sur la situation des disparus.

Cette compromission ouverte de toutes les forces bourgeoises avec le gouvernement du général Bignone donne à la crise politique actuelle une tournure particulière. Le délabrement de la dictature, accentué par la division entre les commandements militaires, est aggravé par le délabrement des partis d'opposition bourgeois, privés de leurs dirigeants traditionnels et déjà divisés autour de plu-

Le général Galtieri en train de prier. (DR)



sieurs candidats déclarés à la présidence de la République. Ainsi, l'accord de Bignone avec la *multipartidaria*, qui continue à être l'option majoritaire des militaires — des élections avec passation des pouvoirs d'ici le 30 juillet de l'an prochain — ne garantit en rien un contrôle de la situation. De plus, l'approfondissement accéléré de la crise économique laisse peu de marge à une collaboration de la classe ouvrière avec un gouvernement péroniste ou de la *multipartidaria*.

C'est pourquoi on s'engage dans une période de crise politique prolongée et de grande instabilité, dont les formes de développement vont être essentiellement déterminées par la capacité ou non de la classe ouvrière à retrouver le niveau d'organisation atteint au moment des affrontements du 30 mars. Dans cette situation, on ne peut exclure la possibilité de tentative d'un coup d'Etat militaire lancé par les secteurs opposés au processus d'« ouverture contrôlée », appuyés sur la force de l'appareil répressif et cherchant à trouver un espace par le biais d'un nouveau coup de force répressif contre la classe ouvrière (Lami Dozo, Onganía, etc.). Le débat sur le choix entre ces deux voies se mène de façon pratiquement ouverte parmi les militaires.

LA CRISE ÉCONOMIQUE : LE PRIX DE SIX ANS DE « PROCESO »

Cette crise politique est aggravée par la récession économique avec laquelle elle coïncide. En 1950, la production argentine représentait 25 % du total de la production latino-américaine ; en 1960, elle n'en représentait déjà plus que 19 % et, en 1982, 10 % (6). Les données concrètes qui témoignent de la gravité de la crise économique argentine varient selon les sources, mais elles éclairent unanimement le résultat de la politique monétariste suivie : le produit intérieur brut (PIB) de 1981 serait égal à celui de 1970. Il n'aurait crû que de 25 % depuis 1974 (selon le ministre Jose Maria Dagnino Pastore dans son discours du 5 juillet). Il aurait chuté de 9,4 % au premier trimestre de 1982 par rapport à la même période de l'année précédente (8), ou encore, le produit intérieur brut industriel serait aujourd'hui inférieur de 30 % à ce qu'il était en 1975 (9).

Pendant les cinq premiers mois de l'année 1982, la crise a atteint un sommet. L'emploi industriel, selon les don-

2. Clarin, 4 juillet 1982.

3. *Multipartidaria* : coalition de partis bourgeois, fondée en 1981 à la suite d'une réunion convoquée par le Parti radical indépendant, le Mouvement indépendant pour le développement (MID), le Parti intransigeant, la Fédération démocrate-chrétienne et le péronisme (justicialisme), pour coordonner leur action face à l'ouverture de la crise.

4. *Folha de Sao Paulo*, 26 juin 1982.

5. Clarin, 27 juillet 1982.

6. Aldo Ferrer, *Economie et politique en Argentine*.

7. Adolfo Canotro, *Jornal do Brasil*, 1er août 1982.

8. Clarin, 4 juillet 1982.

9. *Folha de Sao Paulo*, 20 août 1982.



nées du gouvernement lui-même, a chuté de 23 %. En réalité, il doit avoir chuté d'environ 30 %. Le marché intérieur s'est réduit drastiquement : on a vendu 56 % d'automobiles de moins que pendant la même période de l'année précédente (données de la Chambre de commerce et d'industrie) et toute la vente des biens de consommation courante s'est effondrée. L'effet de cette crise sur l'économie traditionnelle a été désastreux, compte tenu du fait que 80 % des entreprises argentines sont tournées vers le marché intérieur. La capacité industrielle inemployée s'est élevée à 41 % ou 46 % (données de l'Université argentine de gestion des entreprises).

S'il est vrai que dans la première phase du *proceso*, les entreprises ont bénéficié de la réduction des coûts salariaux, elles ont vite commencé à rencontrer d'autres problèmes : « *Si tu ne meurs pas de la maladie, tu meurs du remède ...* »

Une enquête auprès des principales entreprises a démontré que, pour 60 % d'entre elles, les coûts salariaux ne représentaient que 5 % des coûts totaux. En revanche, les coûts financiers représentaient 30 à 50 % des coûts totaux, et jusqu'à 80 % pour certaines. La dévalorisation du capital et sa concentration s'accroissent. Sous le ministère de Martinez

de Hoz, 301 institutions financières firent faillite.

Les effets sociaux de cette politique parlent d'eux-mêmes : la part des salaires dans le PIB est passée de 50 % en 1975 à 30 % en 1982. Le blocage des salaires du secteur public a été le principal instrument de régulation du déficit du Trésor.

Peu après le coup d'Etat de 1976, il y avait eu une première attaque violente contre le pouvoir d'achat, imposée par une répression politique mais sans chômage massif : le salaire réel dans l'industrie pour les trois derniers trimestres de 1976 fut de 40 % inférieur à la moyenne de l'année précédente, et de 30 % à la moyenne de 1960 (10). Mais la crise de 1982 a déjà revêtu un autre aspect : une nouvelle chute encore plus brutale du pouvoir d'achat combinée à un chômage massif. Le plan Alemann prévoyait une augmentation du chômage à près de 50 % des effectifs industriels, soit 5 millions de travailleurs. L'économie argentine est aujourd'hui incapable d'absorber les effets sociaux de ces six années de dictature.

La politique de Pastore et Bignone (qui était déjà un collaborateur de Martinez de Hoz) cherche à répondre à cette situation par une combinaison de mesures en deux temps : un blocage des prix tem-

poraire et formel, ayant pour but de rétablir une marge de manœuvre pour les négociations avec la *multipartidaria*, et, à partir de là, une nouvelle réduction de la consommation intérieure afin de restreindre les importations et de restaurer un bénéfice commercial permettant de rembourser la dette extérieure et de négocier de nouveaux crédits.

Les partis bourgeois seraient d'accord avec cette politique. Après le discours de Pastore qui annonçait la dévaluation du peso, le ministre de l'Economie du dernier gouvernement péroniste, Emilio Mondelli, ne s'est pas gêné pour affirmer : « *La description de la situation est exacte et les mesures proposées sont les seules qui peuvent être prises en ce moment.* »

Mais il ne faut avoir aucun doute : le patronat n'a même pas accepté le blocage des prix à court terme, et il acceptera encore moins des négociations sur les salaires. Le président de l'Union industrielle argentine (UIA), Jacques Hirsch, a déclaré explicitement : « *Dans les moments critiques actuels, il est nécessaire de réactiver l'appareil productif mais, en même temps, il y a le risque de tomber dans un processus hyper-inflationniste. Les conditions pour une libre décision des contrats collectifs ne sont pas réunies, et le gouvernement doit continuer à fixer les termes fondamentaux du contrat.* » Le Parti radical s'est prononcé dans le même sens : « *D'après moi, on commettrait une très grave erreur si on prétendait résoudre la crise par une augmentation massive des rémunérations. Une mesure de ce type provoquerait rapidement une hausse généralisée des prix qui nuirait au but poursuivi ... L'augmentation des salaires doit être différenciée et prudente, en favorisant exclusivement les bas salaires.* (11) »

La bourgeoisie argentine est donc assise sur un baril de poudre. Sa marge de négociation est très étroite. La possibilité de réformer ce monstre créé par Martinez de Hoz n'est pas très grande non plus. Une fois de plus, seule la lutte politique de la classe ouvrière peut apporter une réponse radicale à la crise.

L'ACTUALITÉ DE LA LUTTE POUR LE PARTI OUVRIER

Dans ce contexte, que l'on peut résumer sous la forme de crise de la dictature militaire, nourrie aussi bien par l'échec de sa politique économique que par l'humiliante défaite des Malouines, la lutte pour la construction d'un parti ouvrier en Argentine acquiert de plus en plus d'actualité. Ce mot d'ordre n'est déjà plus du seul domaine de la propagande et de l'éducation.

S'il est vrai que le populisme péroniste est encore hégémonique dans la classe ouvrière, il est aussi vrai qu'il n'a plus la force d'attraction qu'il avait récupérée avec le dernier retour au pouvoir

10. Editorial de *Clarín*, 3 juillet 1982.

11. Enrique Vasquez, *Clarín*, 27 juin 1982.

de Peron en 1973, et qu'en plus, l'accord de Bignone avec la *multipartidaria* aggrave sa crise.

D'un autre côté, la classe ouvrière argentine a une tradition et une expérience de lutte politique et syndicale de loin supérieure, pour prendre un exemple, à celle de la classe ouvrière brésilienne. La construction d'un parti des travailleurs pourrait y prendre racine plus vite et plus profondément.

L'exemple d'une récente grève ouvrière, dans laquelle les travailleurs sont descendus dans la rue avec des posters du pape Jean-Paul II et de Luis Inacio Da Silva « Lula », indique l'impact de l'expérience brésilienne du Parti des travailleurs (PT).

C'est pourquoi la construction d'un parti ouvrier argentin est déjà une tâche d'organisation et d'agitation. Sa concrétisation dépend certes de l'évolution de la CGT et de l'organisation syndicale. Deux faits nouveaux influencent cette évolution. D'abord, les manœuvres de la dictature contre la CGT s'amplifient. La CGT-Azopardo a été créée (le gouvernement lui a cédé les vieilles installations de la CGT, rue Azopardo) sur la base de l'unification des fractions les plus jaunes de la bureaucratie : les « 20 » (syndicats) restés dans l'appareil syndical pendant cette période et qui constituent l'aile la plus conciliatrice envers le régime, avec

la Confédération nationale des travailleurs (CNT), de droite, c'est-à-dire les secteurs qui avaient abandonné l'organisation politique traditionnelle du péronisme (12).

D'un autre côté, les dirigeants historiques eux-mêmes de la CGT (appelée aujourd'hui CGT-Brésil, du nom de la rue où se trouvent ses locaux) recherchent la reconnaissance du gouvernement et la collaboration avec lui. Le secrétaire de la CGT, Saul Ubaldini, et ses autres dirigeants, étaient présents à la cérémonie d'investiture du ministre du Travail.

Ce processus a aggravé les contradictions à l'intérieur des courants de la CGT qui avaient organisé les diverses mobilisations contre la dictature : les deux « grèves » du 27 avril 1979 et du 22 juillet 1981, le rassemblement de novembre 1981, et les manifestations du 30 mars 1982. Cette expérience stimule l'intervention politique de certaines fractions de la bureaucratie syndicale, dont certains dirigeants seraient personnellement disposés à appuyer la formation d'un parti ouvrier.

Les grèves qui se sont produites au mois d'août 1982 indiquent une tendance vers de possibles grandes luttes ouvrières dans les prochains mois et confirment le processus de radicalisation et de politisation de la classe ouvrière. La lutte des conducteurs d'autobus qui ont imposé leurs revendications et surtout la lutte di-

rigée par SMATA (le syndicat combatif de l'industrie automobile) ont été les expressions les plus avancées de cette tendance. Les ouvriers de l'automobile donnent des exemples extraordinaires : 800 d'entre eux ont manifesté à l'usine Mercedes-Benz, et 2 500 ont occupé le centre de Buenos Aires le 19 août. La police n'est pas intervenue. Le dirigeant de SMATA, « Pepe » Rodriguez, « suspendu » en 1976, est intervenu pour appeler à la lutte contre la dictature militaire et présenter un plan de mobilisation pour les prochaines semaines.

A travers ces initiatives, la confiance des travailleurs en leurs propres forces augmente. Les revendications salariales se généralisent. Des commissions d'usine s'instaurent. La classe ouvrière se réorganise, s'appuyant sur l'expérience et les traditions antérieures, et devenant un protagoniste de l'évolution politique.

La lutte pour le parti ouvrier est liée à l'ensemble de ces éléments et répond à la nécessité d'unir les forces contre la dictature. Là se joue l'avenir de la dictature comme de la classe ouvrière argentine. ■

Jorge BUARQUE
20 août 1982.

12. Cf. *Inprecor* numéro 129 du 28 juin 1982.

Quatrième Internationale

juillet-août-septembre 1982

n° 9 SPECIAL :

LA QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI

EDITORIAL	
La question nationale aujourd'hui.....	5
Question nationale et question de la terre dans la révolution sud-africaine.....	13
S. Jaber - Le concept de nation et la nation arabe.....	33
Livio Maitan - La question Kurde.....	47
Lutte nationale et révolution en Euzkadi.....	67
La question nationale en Irlande.....	83
Indépendance nationale et lutte de classes au Québec.....	97
Michèle Lee - La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie.....	111
ARCHIVES DU MARXISME	
Le problème racial en Amérique Latine.....	131
NOTES DE LECTURE	
John Ross, e.a. : <i>Profils de la social-démocratie européenne</i> ; Michel Lequenne : <i>Les Antilles dans l'impasse ?</i>	143

TARIFS

ABONNEMENTS : 1 AN,
4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges
Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale

29, rue Plantin
1070 BRUXELLES
BELGIQUE

"Un fils, tous les fils, une mère, toutes les mères"

Interview des Mères de la place de Mai

DANS la calle Uruguay, en plein centre de Buenos Aires, la Maison des mères est installée au deuxième étage d'un vieil immeuble. Sous la surveillance permanente de la police (« Hier encore il s'en est présenté un chez moi, se prétendant technicien de la compagnie du téléphone, mais je le connaissais déjà », nous raconte une mère). C'est là que se

réunissent et que travaillent les mères de ceux qui ont disparu depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976.

Neuf de ces mères ont répondu à nos questions. Certaines font partie de la commission des fondatrices, et parmi elles, la vice-présidente du mouvement. Les autres sont quelques-unes parmi toutes celles qui travaillent là normalement.

« INPRECOR » : — Comment votre mouvement est-il apparu ?

— Un an après le coup militaire qui a mis en place la dictature, de nombreuses mères de gens enlevés et disparus se sont rencontrées au cours des diverses démarches administratives qu'elles faisaient pour se renseigner sur le sort de leurs enfants. Une mère, Asusena Villaflor Devicenti, elle-même aujourd'hui disparue, a eu l'idée de nous rassembler sur la Place de mai pour envoyer une lettre à Videla, Président à l'époque. Nous nous sommes réunies pour la première fois un samedi, mais la maison du Gouvernement était fermée. Nous étions alors 14. Nous sommes revenues le vendredi et nous avons convenu de revenir la semaine suivante demander une réponse. Nous avons fixé le jeudi. A partir de là, chaque semaine nous étions plus nombreuses. La presse ne disait rien. Pas même qu'il y avait des disparus. Quand nous fûmes plus de cent, ils commencèrent à nous réprimer. Ils nous détenaient pendant plusieurs heures, pendant des nuits. Une fois, ils nous ont enfermées dans une cellule avec un cadavre... Chacune de ces années à compté pour cinq.

— En 1979, nous avons arrêté pendant un an de nous réunir sur la place, tant étaient fortes les menaces et les intimidations. Nous souffrions déjà assez, dans l'ignorance où nous étions du sort de nos enfants ! Mais à partir de janvier 1980, nous sommes revenues. Ils nous ont emmenées une fois de plus. Mais nous sommes restées fermes. Ils ont été obligés d'admettre qu'il leur en coûterait moins de nous laisser nous réunir.

— Maintenant, nous sommes plus de 2 500 dans le mouvement dans tout le pays. Tous les jeudis, nous sommes 300 à 400 sur la Place de mai, à 15 h 30. Pour les dates importantes comme la Fête des mères ou l'anniversaire de la maison des mères, nous sommes jusqu'à 2 000. Nous avons établi une déclaration de principes et nous avons un statut légal. Notre organisation est simple. Il y a une commission de fondation de 20 mères, avec une commission administrative de 11 personnes. Nous avons des commissions de solida-

rité pour aider les enfants des disparus à poursuivre des études jusqu'à l'Université. Nous nous réunissons en groupes et commissions.

— Il y a aussi une commission de grand-mères...

— Oui. Elle a été formée il y a un mois. Elles font des recherches particulières. Il y a des militaires qui adoptent des enfants qui ont disparu en même temps que leurs parents, sans le moindre respect des normes légales. Il y a d'autres enfants dans des orphelinats...

— Quand vous vous êtes organisées, cela constituait un premier défi au régime. Quelle était alors la réalité de la répression ? La situation aujourd'hui est-elle ou non différente ?

— En 1976, il disparaissait des gens tous les jours et, à ce moment-là, notre mouvement fut le seul à affronter la dictature. Nous n'avons jamais cessé de faire face, tout en sachant que nous faisons de la politique, pour exiger de connaître le sort de nos enfants et attaquer la dictature. Maintenant la situation est bien différente. La semaine dernière, il y eût quatre enlèvements. Pour l'un des enlevés, à Buenos Aires, on sait déjà où il se trouve. Quant aux autres, de Cordoba, il n'y a pas de réponse officielle aux demandes d'*habeas corpus* (1). En février, une travailleuse enceinte de trois mois, Ana Maria Martinez (2), fut assassinée.

— Maintenant, rien n'a changé. Les militaires changent de poste, mais ce sont toujours les mêmes. L'actuel président, Bignone, a organisé la répression à Tucuman, et ensuite ici.

— L'histoire d'Astiz, celui qui commandait les troupes en Georgie du Sud (pendant la guerre des Malouines), est significative. Au milieu de 1977, il s'était infiltré dans le Mouvement des mères, en disant qu'il avait un frère disparu et que, comme ses parents étaient malades, c'était lui qui s'occupait du cas. Il venait avec une petite qui prétendait être sa

sœur. A cette époque, nous nous réunissions sur la Place de mai, dans des églises et des maisons des familles. Nous n'avions pas encore la Maison des mères. Il a aussi commencé à venir à nos réunions, à l'Eglise de Santa Cruz, et à connaître tout le monde. Nous savons maintenant que c'est lui qui a dénoncé la fondatrice du mouvement, Asusena Devicenti, plus une douzaine de personnes, les deux religieuses françaises, des frères et maris de disparues, qui furent tous enlevés et dont on ne sait plus rien. Nous pensions alors qu'il avait été enlevé lui aussi. Mais plus tard, il fut reconnu par quelqu'un en France, infiltré dans un groupe d'exilés. Dénoncé, il partit pour l'Afrique du Sud. Il y a une revue ici, qui insiste toujours sur la version selon laquelle on a tué les religieuses françaises en les jetant à la mer depuis un hélicoptère.

— Pourtant, le gouvernement annonce maintenant la création d'un organisme qui, par « humanité », recueillerait toutes les données sur les disparus et donnerait des informations...

— Oui, il y a beaucoup de promesses. En 1976, le gouvernement informa même l'OEA (3) qu'il avait mis sur pied un service du ministère de l'Intérieur pour informer sur les prisonniers. Mais sa seule activité était de recevoir les dénonciations et, si quelqu'un voulait savoir quelque chose sur les disparus, ce service cherchait des informations sur ses amis et relations. Il y a quelques jours, après la démission du gouvernement, un communiqué a été publié par le ministère de l'Intérieur, selon lequel le ministère de la Justice clarifierait toutes les situations. Celui qui a fait le communiqué est le même général qui a promis en mars des informa-

1. Nom donné à l'institution garantie par la loi anglaise de 1679 (*Habeas Corpus Act*), en vue d'assurer le respect de la liberté individuelle.

2. Voir *Inprecor* numéro 120 du 8 mars 1982.

3. Organisation des Etats américains.

tions complètes. Mais les mères ont déjà été d'innombrables fois devant les juges, en vain : les juges, dont l'impartialité est plus que douteuse, demandent des informations à toutes les autorités militaires sur les enlevés, mais ils disent tous ne rien savoir. Le nouveau ministre de la Justice, contredisant le précédent, a dit, aussitôt après sa prise de fonction, que cette question était du ressort du ministre de l'Intérieur et non de sa compétence.

— Ce sont eux les véritables terroristes, les « terroristes d'Etat ». Les gouvernements sont tous les mêmes. La politique ne change pas. Nous n'obtiendrons quelque chose que par la force de la lutte populaire et démocratique.

— Nous avons demandé audience au nouveau Président. Jusqu'à présent, aucun président ne nous a reçus. Seul Viola a répondu, disant qu'il était si occupé qu'il ne pouvait pas nous recevoir, mais que nous pouvions contacter un fonctionnaire supérieur. Nous avons toujours répondu que non : ces hauts fonctionnaires ne font que répondre qu'ils ne savent rien, et même qu'ils doutent qu'il y ait des disparus.

— Il y a quelques jours, a été publié un tableau des pertes subies aux Malouines. Il y aurait eu 900 blessés, 200 disparus, et près de 100 morts confirmés. Il y en a qui pensent que c'est plus, mais ce que je veux dire, c'est que dans toute guerre il y a davantage de blessés que de morts et de disparus. Où sont les blessés de cette guerre ? Depuis Videla, les gouvernements de

la dictature disent que dans toute guerre il y a des disparus. Nous voulons savoir sur quel champ de bataille ils ont disparu, et pourquoi il n'y a pas un seul blessé dans cette « sale guerre ». Cette guerre n'a pas existé : ce qu'il y a eu, c'est une vague d'enlèvements sans discrimination.

— Mais le terrorisme continue sous toutes ses formes, même à l'intérieur des prisons. Un jeune vient de se suicider à Caseros : il avait déjà accompli quatre ans et demi d'une peine de six ans. Mais il n'a pas supporté. Ils sont laissés sans soins médicaux, sans assistance spirituelle, isolés tout le jour, avec seulement trois heures de détente commune, et ils ne voient jamais la lumière du soleil. Ils sont parfois punis seulement pour avoir levé les yeux sur le gardien.

— Quel est votre bilan général sur le nombre d'enlevés ?

— Il est difficile de connaître les chiffres exacts. Peut-être entre 20 000 et 30 000. Dans notre fichier, le plus jeune enlevé avait 20 jours et le plus vieux 80 ans.

— Il y a autant de femmes que d'hommes, bien que la proportion varie selon les couches sociales. Il y a beaucoup de femmes parmi les étudiants, les universitaires, qui ont constitué la première fournée des prisons. Mais au total, 51 % des enlevés sont des ouvriers qualifiés, et il y a parmi eux peu de femmes.

— Près de 80 % des disparus ont été enlevés devant témoins, dans la plupart

des cas par des civils ou des militaires sans uniformes. Ils ont été emmenés en vie. D'où notre exigence de les voir réapparaître en vie.

— Il y a peu, pendant la guerre des Malouines, trois journalistes britanniques ont été enlevés alors qu'ils sortaient du ministère des Affaires étrangères. Ils ont été détenus dans une zone interdite aux voitures et emmenés on ne sait où. Mais comme l'un d'eux s'est échappé, il a donné l'alarme. Vu le scandale international, ils ont été libérés peu après. Mais les responsables de l'enlèvement sont restés, comme toujours, impunis.

— Le gouvernement promet l'ouverture. La dictature et les enlèvements continuent à dicter la loi dans le pays. Et vous ?

— Cette situation est terrible. Nous avons une longue tradition de liberté, depuis 1813 que la torture est interdite dans notre pays. Mais maintenant, la torture et les enlèvements sont la règle. Nous vivons sans aucune garantie. Quand nous sortons et fermons la porte de la maison, nous ne savons jamais si nous reviendrons. Quand nous sommes à la maison, nous ne savons pas s'ils vont venir nous chercher. Nous luttons pour le retour aux garanties constitutionnelles. Les disparus doivent réapparaître. Les responsables des enlèvements doivent être jugés. Nous critiquons tous ceux qui, par leur silence, sont complices : les partis politiques doivent tous se prononcer et combattre les accords secrets qui sont en train de se tramer. Nous persévérons dans notre préoccupation : nous voulons savoir où et dans quel état se trouvent les disparus.

— Nous n'abandonnerons pas la lutte jusqu'à la satisfaction de nos revendications. S'ils espèrent que nous renoncerons avec le temps, ils se trompent. Nous n'oublions pas. Le peuple n'oublie pas. Nous pouvons disparaître. Mais la lutte continue et nos revendications seront toujours vivantes.

Il y a 20 000 ou 30 000 disparus, dont on ne sait combien sont peut-être encore vivants. Mais les mères de la Place de mai refusent d'y penser; elles ne cèdent pas, elles ne donnent pas raison à la dictature qui veut présenter leur lutte comme inutile : elles seraient des « folles ». Mais elles ne le sont pas. Elles ont été et sont le premier mouvement à défier et dénoncer la dictature et ses sbires. Sans leur lutte, la répression aurait été pire ; le mouvement ouvrier et populaire aurait eu besoin d'encre plus de temps pour se réorganiser. Leur lutte et leur vigilance ne faiblissent pas. Dans les petites pièces de la Maison des mères se creuse la tombe de la dictature. L'explication est là, toute simple, dans une inscription sur le mur, au-dessus des photos de centaines de disparus : « Un fils, tous les fils ! Une mère, toutes les mères ! » ■

Propos recueillis par Jorge BUARQUE
Août 1982.

Manifestation à Paris pour la présentation des « disparus » argentins. (DR)



Réanimation et réorganisation du mouvement ouvrier et populaire

Un article du Parti socialiste des travailleurs (PST-U)

DANS le cadre de ce dossier sur la situation dans le Cône Sud latino-américain (complété par l'article sur le Chili déjà paru dans *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1982), nous publions un article rédigé par un camarade du Parti socialiste des travailleurs d'Uruguay (PST-U), et publié en brochure par la délégation en Europe du PST-U.

Le PST-U, qui appartenait au Comité international pour la reconstruction de la IVe Internationale (CIRQI), fondé en dé-

cembre 1980 et regroupant le courant lambertiste et les militants ayant fait scission avec la IVe Internationale, n'a rejoint aucun des deux regroupements internationaux issus de l'éclatement de ce Comité international.

Le PST-U continue en revanche à se réclamer des bases du Congrès de réunification de la IVe Internationale de 1963.

Les notes sont de la rédaction d'*Inprecor*.

Mario SUAREZ

LA MARCHÉ AU COUP D'ÉTAT

Les premiers symptômes de la crise chronique qui menaçaient de couler l'impérialisme après le boom de l'après-guerre, associés à l'approfondissement des luttes ouvrières et populaires, ont été suffisants pour briser la structure capitaliste ossifiée de l'Uruguay.

La bourgeoisie, divisée, s'est montrée incapable de maîtriser sa crise économique et politique combinée à la plus forte poussée du mouvement de masse dans l'histoire du pays, dans le cadre du régime démocratique bourgeois.

Dans ces conditions, face à la dynamique croissante des luttes, il devenait impossible d'appliquer un plan économique et politique capable de prolonger l'agonie du régime. La combativité du mouvement ouvrier, qui s'était porté à la tête des luttes, mettait en danger la vie du régime capitaliste.

D'un autre côté, les pressions croissantes de l'impérialisme qui commençait à transférer sa propre crise sur le monde colonial, réclamait un plan de surexploitation des travailleurs de la part de la bourgeoisie uruguayenne, pour résoudre du même coup le problème de sa propre survie et obtenir une plus grande contribution du capital de la métropole impérialiste.

C'est ce qu'ont compris les militaires qui, avec l'accord de la bourgeoisie, ont dissout le Parlement le 27 juin 1973 et se sont préparés à affronter le mouvement ouvrier. Le long processus du coup militaire avait ainsi abouti. Commençaient alors le chapitre de la résistance ouvrière et populaire dans un contexte de contre-révolution et de misère.

Avant le lever du soleil, ce 27 juin, les ouvriers qui prenaient le premier tour dans leurs entreprises arrêtaient spontanément les machines et proclamèrent la grève générale.

Quelques heures plus tard, alors qu'elle était déjà un fait accompli, la Convention nationale des travailleurs (CNT)



appela à son tour à la grève générale. Pendant quinze journées héroïques, les travailleurs et le peuple firent face au coup militaire. Ils ne furent vaincus que par la répression la plus brutale qu'ait jamais connue le pays. La direction incontestée du mouvement ouvrier ne sut pas se montrer à la hauteur de ces événements historiques.

La politique de conciliation de classes suivant laquelle le Parti communiste (PC) avait dirigé la CNT conduisit les travailleurs à compter sur l'apparition de certains secteurs militaires « progressistes » qui ne se sont jamais manifestés. La direction de la CNT dirigea la grève générale en misant sur une issue à la péruvienne, avec un Velasco Alvarado, et elle se retrouva face à un coup à la brésilienne (1). Dès le début, la lutte ouvrière fut menée à la défaite. Ainsi se terminait la période de luttes étudiantes et ouvrières ouverte en 1968 et 1969, qui avait culminé avec l'irruption des masses et conduit le pays au seuil d'une situation révolutionnaire.

Avec le triomphe du coup d'Etat débuta une forte offensive de la bourgeoisie, fondée sur le recul du mouvement de

masse et soutenue par une répression brutale de la part du gouvernement bonapartiste collégial qui venait de se mettre en place.

COMMENT FUT APPLIQUÉ LE PLAN ÉCONOMIQUE DE L'IMPÉRIALISME

La défaite du mouvement de masse était la précondition à l'application d'un nouveau plan économique. Mais ce n'était pas la seule : il fut nécessaire en plus d'expulser un demi-million d'Uruguayens, dans leur majorité des travailleurs qualifiés, qui ne pouvaient être absorbés dans le cadre du nouveau plan économique.

1. Le Parti communiste et la direction de la CNT qu'il contrôlait avaient développé beaucoup d'illusions dans les intentions des militaires de type « péruvien » qu'ils avaient cru voir apparaître lors du pré-coup d'Etat de février 1973. Ainsi, s'attachant à vouloir faire pression sur une fraction militaire qu'ils croyaient favorable à un processus réformiste du type de celui impulsé par Velasco Alvarado en 1968 au Pérou, ces directions ont tout fait pour donner un caractère purement défensif à la grève générale de riposte au coup d'Etat.

Il y avait là un objectif politique particulier : parmi ce demi-million d'exilés se trouvait la majeure partie des militants politiques et syndicaux des luttes antérieures, qui auraient pu constituer la colonne vertébrale du mouvement ouvrier pour surmonter les effets de la défaite. Pour atteindre son but, la dictature fut obligée d'arrêter et de torturer un Uruguayen sur cinquante et à en traduire un sur 500 devant les tribunaux. Les syndicats ont été interdits, de même que les partis politiques et les organisations démocratiques. C'est ainsi qu'a été écrasée l'opposition qui continuait à résister aux plans de la dictature.

Cet écrasement fut aggravé par la généralisation des échecs dans le Cône Sud. Le coup militaire de 1976 en Argentine a marqué le point extrême de ce cycle de défaites ouvrières.

Le nouveau plan économique fut conçu et exécuté du point de vue des intérêts du secteur de la bourgeoisie le plus étroitement lié au capital financier de la métropole impérialiste, qui contrôle à partir de son insertion dans les banques et les « frigorifiques » (2), la majeure partie du mouvement de capitaux dans le pays.

Dans ces conditions, le salaire réel des travailleurs fut réduit de 50 % par rapport à ce qu'il était avant 1973. Il fut rongé par l'inflation, en même temps que s'allongeait la journée de travail, que les conditions de travail empiraient, que les conquêtes accumulées au long de l'histoire du mouvement ouvrier étaient liquidées. C'est par la répression et la surexploitation que la dictature parvint à freiner la dislocation du capitalisme dans le pays et à prolonger son agonie. A travers son ministre de l'Economie et des Finances, elle se définit un plan économique du type de ceux qui allaient être imposés quelques années plus tard par l'impérialisme au monde semi-colonial.

Le développement relatif antérieur fut annihilé. Les branches destinées à remplacer les importations par la production nationale s'effondrèrent, incapables de rivaliser avec l'industrie des métropoles impérialistes. C'est ainsi que disparurent pratiquement l'électronique, le peu de métallurgie qui existait, et les accessoires automobiles. A la place, on encouragea les industries à forte main-d'œuvre comme le cuir (chaussures et vêtements) et le textile lainier, bénéficiant de confortables revenus à l'exportation. A travers la pénétration du capital financier et la détérioration des termes de l'échange, l'exploitation impérialiste s'intensifia, tirant profit des effets du chômage, qui atteignit en 1976 le taux record de 15 % de la population active, d'après les sources officielles. L'inflation s'éleva à des taux à trois chiffres, et la journée de travail à 12 ou à 16 heures dans certaines industries alimentaires.

Pour encourager l'investissement, le gouvernement stimula la construction, par le biais de travaux publics subventionnés par l'Etat : barrages de Palmar et Salto Grande, ponts internationaux de Paysandu et Fray Bentos, routes et infrastructures en général. Malgré tout cela, la

balance commerciale est restée négative depuis 1974, et l'endettement extérieur, déjà chronique, s'est aggravé.

L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE MONDIALE ET SES RÉPERCUSSIONS

Après la récession de 1974-1975, l'impérialisme obtint une stabilité relative jusqu'en 1978. Il recommença alors à frapper l'industrie nationale, à élever des barrières protectionnistes dans les métropoles impérialistes, à ouvrir davantage encore les économies du monde semi-colonial, en particulier dans le Cône Sud. Le règlement orchestré depuis Washington aboutit à la liquidation des secteurs qui avaient connu le plus fort développement les années précédentes, les contraignant à un endettement accru, à des accords avec les banques, où à la faillite pure et simple.

La bourgeoisie agricole commença, elle aussi, à être touchée et spoliée par les banques et les entreprises de frigorifiques. L'investissement lié à la spéculation immobilière et au tourisme fut stimulé par la surévaluation du peso argentin. Une grande masse de capitaux fut ainsi détournée de l'investissement productif. Des capitaux étrangers furent attirés par les taux d'intérêt très élevés.

Il en résulta un endettement des secteurs productifs qui atteignit, d'après certaines données officielles, le chiffre record de 4 milliards de dollars en 1981 : 2 milliards pour l'industrie, 1 milliard pour l'agriculture et le reste dans le commerce et les prêts hypothécaires. Le déficit de la balance commerciale connut également un bond en avant et s'éleva à 3 milliards de dollars à la fin de 1981, soit plus de 1 000 dollars par habitant, un des taux les plus élevés du monde. Pendant les cinq premiers mois de 1982, les réserves en devises tombèrent à 266 millions de dollars, soit 32 % de ce qui existait au début de l'année.

Pour compléter le panorama, ajoutons que le taux de croissance qui avait été positif pendant les 8 premières années de la dictature, fut de - 0,8 % en 1981.

Au moment de la récession internationale de 1974-1975, la dictature bénéficiait de la défaite qu'elle venait d'infliger à la classe ouvrière. Dans le cadre de la crise économique internationale actuelle, elle fait au contraire face à un processus de réanimation du mouvement de masse.

LES PREMIERS PAS DANS LA RÉANIMATION DU MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE

L'année 1976 marqua le point le plus bas du reflux du mouvement de masse. C'est alors qu'on trouvait dans les prisons le chiffre le plus important de prisonniers politiques. La répression était à son comble. Depuis, s'est produit un lent ressaisissement du mouvement de masse, avec des reculs temporaires, mais dans une tendance générale de remontée.

Les premiers épisodes restèrent isolés et ne parvinrent pas à surmonter l'état d'atomisation du mouvement. Ce furent

des défaites. Mais par la suite, les conflits furent plus nombreux et mieux organisés.

Ce n'est pas le mouvement ouvrier, mais le mouvement étudiant, qui fit irruption le premier. En 1978, la résistance obtint sa première victoire : les étudiants vétérinaires firent une grève d'un mois et imposèrent leurs revendications. Le conflit de l'université vétérinaire fut suivi par d'autres qui furent autant de revers pour la dictature : dans la Chimie, les Lettres classiques, la formation technique.

Mais la remobilisation prit véritablement corps quand les travailleurs firent à leur tour irruption sur la scène des luttes, le 10 mai 1980. Le décret modifiant la date de la commémoration du 1er Mai fut massivement rejeté. Malgré l'interdiction formelle du gouvernement et les menaces patronales de licenciements, l'absentéisme sur les lieux de travail fut supérieur à 35 % en moyenne et à 60 % dans la construction et certains autres secteurs. Il y eut une profusion de bulletins et de tracts distribués à Montevideo.

Ce jour-là fut également célébrée une messe de commémoration de la Fête nationale, à laquelle participèrent plus de 1 500 personnes dans une église du centre de la ville, à l'initiative d'un organisme intersyndical.

LA VICTOIRE OUVRIÈRE ET POPULAIRE DU 30 NOVEMBRE 1980

Cette reprise du mouvement ouvrier et étudiant s'exprima lors du plébiscite du 30 novembre 1980. Les pressions démagogiques du gouvernement américain de Jimmy Carter forcèrent le gouvernement uruguayen à élaborer un programme de mise en place d'institutions légales de la dictature militaire. Le premier pas consistait en l'approbation par référendum d'une nouvelle Constitution pour faire accepter aux partis traditionnels de la bourgeoisie le rôle de « façade » démocratique du régime.

Mais, en dépit de la propagande officielle et du peu d'espace concédé à l'opposition, il y eut 58 % de « non ».

Le front bourgeois s'était divisé entre ceux qui soutenaient le programme proposé par la dictature militaire et ceux qui le rejetaient. Les contradictions dans les rangs de la bourgeoisie amenèrent un secteur à se ranger derrière le peuple et les travailleurs. Pendant un mois, il y eut une explosion de vie politique dans le pays s'engouffrant dans cet espace étroit que la répression avait dû céder : débats, meetings et rassemblements se multiplièrent.

Tous les secteurs politiques, syndicaux, étudiants et de quartiers, qui s'étaient développés lentement dans la clandestinité, comprirent le sens des forces qui s'étaient mises en mouvement et s'employèrent à tirer parti de l'espace ouvert.

2. Par « frigorifique » l'on entend le secteur de la conservation et de la commercialisation de la viande, très important dans l'économie uruguayenne à l'instar de l'Argentine. Pour illustrer l'importance du troupeau uruguayen, certains parlent d'« or à quatre pattes ».

La réponse à la dictature, ce fut un million de « non », jusqu'à 80 % dans certains quartiers ouvriers.

Le gouvernement fut plongé dans une crise politique profonde, sans que le rapport de forces entre les classes ait pour autant qualitativement changé. En revanche, ce fut un progrès important dans la prise de confiance et dans la réorganisation du mouvement ouvrier et populaire.

LE MOUVEMENT DE MASSE ASSIMILE LE TRIOMPHE DU « NON »

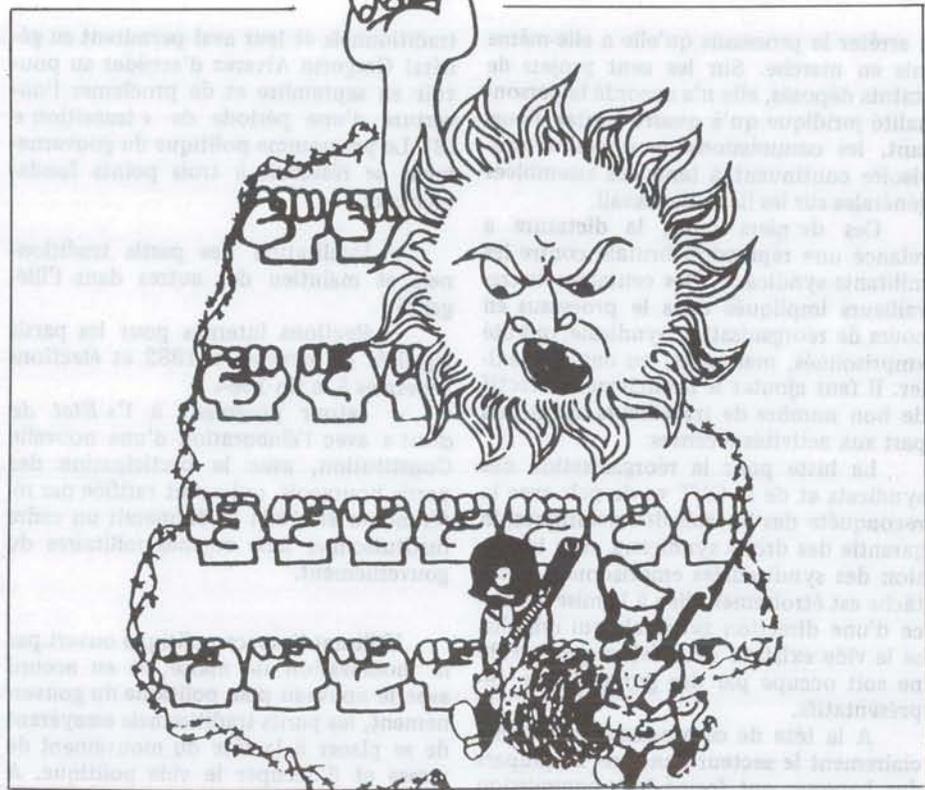
Après une brève période d'expectative, le mouvement de masse a commencé à assimiler la signification de cette victoire et à la traduire dans la lutte. Ce fut le mouvement étudiant qui retourna le premier au combat. Avant même la reprise des cours fut lancée une pétition nationale contre l'application de l'examen d'entrée à l'Université, rendu obligatoire depuis l'année précédente. La pétition recueillit 10 000 signatures en un mois de mobilisations auxquelles se sont joints les lycéens. Elle fut remise aux autorités universitaires à l'occasion d'un rassemblement devant le rectorat.

Après la démission du recteur en août de la même année, la pétition a été reprise avec cette fois plus de 30 000 signatures, ajoutant la revendication d'autonomie de l'Université et d'arrêt de l'intervention gouvernementale.

Du côté de la classe ouvrière, l'assimilation de la victoire du « non » et la reprise de la mobilisation franchit un nouveau pas en avant à la veille du 1er Mai 1981. Avec une expérience et une force supérieures à celles de l'année précédente, le refus du changement de date donna lieu à des préparatifs dès un mois auparavant. Sur les lieux de travail, on discuta des mesures à prendre et on organisa l'absentéisme. La lutte syndicale prenait un caractère clairement politique, et sa force fit reculer le gouvernement. Une semaine avant le 1er Mai, il rétablit la date traditionnelle de la commémoration.

Cette victoire stimula les luttes revendicatives sur les salaires et les conditions de travail. Une nouvelle génération de travailleurs avait été intégrée à la production après la grande saignée de l'immigration et de la répression consécutive au coup d'Etat de 1973. Cette nouvelle génération, forgée par des conditions de travail particulièrement dures, ne ressentait pas de la même façon les effets directs de cette défaite. Si elle n'héritait pas des traditions de la lutte des classes uruguayenne, vu la discontinuité introduite par la dictature, elle possédait, en revanche, un fort potentiel de combativité, peu à peu combiné avec l'expérience des générations plus anciennes. La nouvelle couche de militants et de dirigeants syndicaux qui a émergé représente la rencontre entre la jeunesse et l'expérience d'années de combat.

Face aux symptômes de la nouvelle crise économique, patronat et gouvernement cherchent à nouveau à en faire supporter la charge à la classe ouvrière, provoquant en riposte une vague de luttes



dans tout le pays. Timidement d'abord, on renoue avec les méthodes traditionnelles : le refus des heures supplémentaires, les débrayages partiels, les grèves qui éclatent en de multiples endroits. Mais conscients d'un rapport de forces qui ne leur est pas encore favorable, les travailleurs n'écartent pas d'autres formes de mobilisation pour exprimer leurs revendications : tout au long de l'année des dizaines de pétitions ont été lancées dans les entreprises, pour des augmentations salariales et contre les licenciements.

Les conflits les plus importants ont eu lieu dans le textile (Alpargatas, Ildu, Suitex), le secteur public (Ancap, Antel, UTE, Pluna, Municipaux), la métallurgie (Las Heras), l'automobile (General Motors, Ford, Norde), les banques publiques et privées, les transports, le cuir (Cuvalan et Osami), le tabac, l'alimentation et les boissons. Ils confirment que la tentative patronale de faire supporter aux travailleurs le coût de la crise bute sur une nouvelle situation.

LES PROGRES DANS LA RÉORGANISATION DU MOUVEMENT DE MASSE

Pour freiner les mobilisations et la réorganisation syndicale, le gouvernement a rédigé en juillet 1981 une nouvelle loi sur les associations professionnelles qui est entrée en vigueur au mois d'octobre suivant. La majorité des organisations syndicales et politiques ouvrières l'ont aussitôt rejetée comme un règlement visant à atomiser le mouvement ouvrier et à faciliter son contrôle par l'Etat. Mais il y a des différences quant à la possibilité d'utilisation de ce nouveau cadre parmi les travailleurs.

Les luttes qui ont donné naissance à la CNT, première centrale qui ait unifié

le mouvement ouvrier et qui constitue un progrès historique, sont toujours vivantes dans la mémoire des travailleurs. Aujourd'hui se pose pour eux la nécessité de réorganiser les syndicats et la CNT, de défendre ses dirigeants emprisonnés. Mais tout cela ne signifie pas qu'il faille remettre la direction de ce processus de réorganisation entre les mains de dirigeants qui ont cherché, avant le coup d'Etat de 1973, à canaliser les revendications dans le cadre du système et ont conduit finalement à la défaite. La réorganisation doit être impulsée à partir de la base, dans la plus grande démocratie interne : c'est la seule façon de construire une direction sur une ligne d'unité et d'indépendance de classe.

Quantité de comités d'usine ou de comités de base qui ont regroupé ces dernières années les militants et agissent comme des directions provisoires, se trouvent engagés sur cette voie. La majorité d'entre eux comprend que dans la perspective de réorganisation des syndicats, on ne peut écarter à priori l'utilisation d'aucun espace légal, qui est le produit indirect de nos luttes. Sans perdre de vue que le plus important du chemin se fera par nos propres luttes et par l'organisation patiente à la base, nous devons utiliser la marge d'action ouverte par la réglementation syndicale. Cela nous permettra de nous adresser à un plus grand nombre de camarades de travail pour parvenir à détruire la loi anti-syndicale elle-même.

Durant les cinq derniers mois, plus de cent statuts d'affiliation ont été présentés au ministre du Travail, accélérant le processus de réorganisation, entraînant de nouveaux militants, et donnant un plus grand poids à leurs exigences.

La loi promulguée a été incapable de freiner les luttes des travailleurs. Devant la vague de luttes déclenchée par la légalisation des syndicats, la dictature cherche

à arrêter le processus qu'elle a elle-même mis en marche. Sur les cent projets de statuts déposés, elle n'a accordé la personnalité juridique qu'à quatre entités. Pourtant, les commissions de direction provisoire continuent à tenir des assemblées générales sur les lieux de travail.

Ces derniers mois, la dictature a relancé une répression brutale contre les militants syndicaux. Des centaines de travailleurs impliqués dans le processus en cours de réorganisation syndicale, ont été emprisonnés, maltraités, ou ont dû s'exiler. Il faut ajouter le licenciement sélectif de bon nombre de travailleurs ayant pris part aux activités récentes.

La lutte pour la réorganisation des syndicats et de la CNT va de pair avec la reconquête des libertés démocratiques, la garantie des droits syndicaux et la libération des syndicalistes emprisonnés. Cette tâche est étroitement liée à la mise en place d'une direction syndicale qui remplisse le vide existant pour éviter que ce vide ne soit occupé par des groupes non représentatifs.

A la tête de ce processus se détache clairement le secteur bancaire. La plupart des banques ont formé leur commission provisoire et une commission provisoire générale de la branche. Le secteur a apporté son soutien à l'activité d'autres secteurs et s'est incorporé à une coordination des branches les plus avancées dans leur structuration, qui aide à la mise en place de commissions provisoires là où elles n'existent pas, impulse des pétitions contre le chômage par entreprise et pousse à l'affiliation aux syndicats respectifs.

Ces progrès se sont surtout concrétisés cette année. Mais ils sont le produit de trois années de maturation et entrent directement en conflit avec les obstacles accumulés par la dictature, comme les réponses dilatoires aux demandes déjà présentées de légalisation de syndicats. Il devient ainsi clair que le principal obstacle à une véritable activité syndicale et à la satisfaction des revendications, c'est la dictature elle-même. C'est pourquoi notre lutte ne peut se limiter au terrain syndical. Elle doit déboucher sur un combat d'ensemble pour la reconquête des droits démocratiques et le renversement de la dictature.

LA RÉALITÉ POLITIQUE APRÈS LE PLÉBISCITE

La situation politique du pays a changé après la victoire populaire et ouvrière que représente le plébiscite de 1980. Les masses ont commencé à surmonter leur atomisation politique. Mais le rôle joué par l'opposition bourgeoise à l'occasion du référendum a nourri dans certains secteurs populaires des espoirs illusoire sur le fait qu'elle serait capable de développer cette position jusqu'à ses ultimes conséquences. Cela ne s'est pas produit.

La trêve offerte par les partis bourgeois a permis à la dictature d'échapper à l'impasse politique et d'élaborer un plan politique de rechange. Le plan était prêt dès juin 1981. Le dialogue avec les partis

traditionnels et leur aval permirent au général Gregorio Alvarez d'accéder au pouvoir en septembre et de proclamer l'ouverture d'une période de « transition » (3). Le programme politique du gouvernement se résumait à trois points fondamentaux :

— légalisation des partis traditionnels et maintien des autres dans l'illégalité ;

— élections internes pour les partis légalisés en novembre 1982 et élections générales à la fin 1984 ;

— retour progressif à l'« Etat de droit » avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution, avec la participation des partis bourgeois, qui serait ratifiée par référendum en 1984 et donnerait un cadre institutionnel aux organes militaires du gouvernement.

Utilisant l'espace politique ouvert par la mobilisation de masse, et en accord avec le nouveau plan politique du gouvernement, les partis traditionnels essayèrent de se placer à la tête du mouvement de masse et d'occuper le vide politique. A travers des organes de presse (dont sont privés les secteurs de gauche), « Blanco » et « Colorado » (4) parvinrent à capter l'attention.

La base des partis a manifesté son opposition au prétendu dialogue avec la dictature. Divers secteurs du mouvement de masse en vinrent à la même conclusion : il ne serait possible de commémorer l'anniversaire du plébiscite de 1980 que par une mobilisation de masse de tous les secteurs d'opposition à la dictature. Les jeunes socialistes et la jeunesse « Blanca » ont appelé à manifester ce jour-là, et plus de 7 000 personnes défilèrent sur l'avenue du 18-Juillet en criant des mots d'ordre tels que : « Liberté, oui ! Dictature, non ! Libérez, libérez les prisonniers

pour lutter ! Syndicats, oui, dictature, non ! »

Il était clair que le dialogue politique n'avait rien changé : ni à la situation économique des travailleurs, ni à l'absence de libertés démocratiques, ni au degré de répression. De sorte que si les partis traditionnels se trouvent placés dans le rôle de direction du mouvement de masse, ils sont incapables de répondre à ses aspirations les plus fondamentales. Aucune des espérances créées par les partis bourgeois avec le « dialogue » et la période de « transition » n'ont été satisfaites. La liberté de presse, réclamée par les hebdomadaires « blanco » et « colorado » est non seulement déniée aux groupes de gauche, mais réduite et bafouée pour les partis traditionnels eux-mêmes. Les rares réunions politiques autorisées le sont sur la base d'un ordre du jour limité et contrôlé. Le gouvernement n'est revenu que sur 300 des 8 000 proscriptions politiques prononcées et il considère comme close la discussion à ce sujet. Le thème de l'amnistie est tabou. Malgré la libération de prisonniers politiques qui ont purgé leur peine, il reste plus de 1 000 prisonniers politiques, et les conditions de vie dans les prisons ne se sont pas améliorées. La dictature refuse de reconnaître sa responsabilité concernant les « disparus » et le retour des exilés n'est pas autorisé.

En conséquence, un mouvement populaire s'est dessiné qui revendique les li-

3. Le général en retraite Gregorio Alvarez, ancien artisan du coup d'Etat de juillet 1973, ayant ensuite participé activement à la lutte répressive contre le mouvement des Tupamaros, a été désigné le 1er août 1981 par les chefs militaires uruguayens pour succéder à partir du mois suivant au président Aparicio Mendez à la tête du pays. Le général Gregorio Alvarez est censé diriger « le processus du retour à la démocratie forte et stable ».

4. Les partis « blanco » et « colorado » sont les deux formations traditionnelles de l'appareil politique des classes dominantes uruguayennes.

PRAXIS INTERNATIONAL

Editors: Richard J. Bernstein & Mihailo Marković

PRAXIS INTERNATIONAL is a new journal committed to goals of democratic socialism. It carries on the spirit and work of the Yugoslav journal PRAXIS on a broader international front. The journal encourages critical analysis of existing political, economic and social systems — capitalist and socialist — and provides a forum for the discussion of radical alternatives.

Published quarterly in April, July, October and January

First issue April 1981

Subscriptions to Volume 2 (1982)

Individuals: £12.00 (UK); £14.40 (Overseas); \$29.00 (US); \$35.00 (Canada)

Institutions: £29.50 (UK); £36.30 (Overseas); \$69.50 (US); \$83.00 (Canada)

Firm orders with remittance (or requests for specimen copies and further details) should be sent to: Sue Dommett, Journals Department, Basil Blackwell Publisher, 108 Cowley Road, Oxford, OX4 1JF, England.

Basil Blackwell · Oxford · England

bertés démocratiques et l'amnistie, la libération des prisonniers politiques, la réapparition des « disparus », le retour des exilés et la levée des proscriptions.

Des centaines de mères assiègent les organismes internationaux, les ambassades, les ministères, en exigeant des comptes à propos de leurs enfants prisonniers ou disparus. Des travailleurs, des étudiants et d'autres secteurs favorables à l'amnistie se sont joints à elles. Les partis et les courants de gauche ont aussi commencé à s'investir dans cette lutte. Diverses « messes » ont été célébrées en 1981 et en 1982 à l'initiative des « Mères des Uruguayens disparus en Argentine », et le SEPAJ (Service Paix et Justice, lié au Prix Nobel de la paix, l'Argentin Perez Esquivel) déploie une intense activité.

Ce mouvement qui n'a pas réussi à se centraliser, par manque d'un organe capable de synthétiser et d'impulser toutes ces luttes, a néanmoins canalisé une bonne part des secteurs qui se sont opposés au « dialogue » et qui s'élargissent maintenant à ceux qui ont perdu les illusions entretenues par les partis traditionnels sur la période de « transition ». Il manque un organe de centralisation de toutes ces luttes, pour les généraliser et ouvrir une perspective politique au mouvement de masse. C'est vers cet objectif que les forces doivent converger, reprenant l'exemple donné en Argentine par les mères de la Place de mai qui se sont portées à l'avant-garde de la lutte contre la dictature.

L'INFLUENCE DE LA GUERRE DES MALOUINES SUR L'URUGUAY

La proximité du conflit et l'influence traditionnelle de l'Argentine sur la vie économique et politique de l'Uruguay ont donné à la guerre des Malouines des prolongements dans le pays. Il y a eu des contradictions entre la position du gouvernement uruguayen et le mouvement ouvrier et populaire, de même qu'il y a eu des contradictions entre le gouvernement et l'impérialisme.

Le gouvernement a d'abord pris le parti de l'Argentine. Il fit ensuite des déclarations contradictoires, et finalement, sans explication publique, il se déclara tout simplement neutre. « *Ni participation dans le litige, ni appui à aucune des nations en conflit* », disait le discours du président Alvarez. Il ajoutait : « *Devant les préparatifs guerriers des deux nations, il faut interdire toute initiative qui signifierait la coopération directe ou indirecte avec la préparation ou le déclenchement d'hostilités qui contreviennent aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU.* »

Pour faire adopter cette position finale, l'impérialisme dut donner les arguments les plus « solides ». Entre le 5 et le 6 mai, une mission du Fonds monétaire international (FMI) est arrivée à Montevideo pour négocier un prêt de 900 millions de dollars qui faisait partie du compromis passé. C'était le prêt le plus important accordé par les organismes de crédit international en neuf ans de dic-

tature. L'autre partie de l'accord était la signature d'une déclaration d'intention acceptant certaines conditions imposées à l'économie et établissant la garantie de la neutralité uruguayenne dans le conflit.

Pour éviter des manifestations d'opposition à cette ligne, le gouvernement uruguayen interdit toute démonstration publique qui, outre le rejet de l'agression impérialiste contre l'Argentine, aurait exprimé aussi la haine des dictatures militaires. Les deux partis bourgeois traditionnels, de même que des secteurs d'opposition au gouvernement prirent également une position de neutralité, pro-impérialiste de fait. La dépendance de la bourgeoisie uruguayenne envers l'impérialisme américain et britannique, de même que les engagements des partis « blanco » et « colorado » auprès du gouvernement, les écartèrent du mouvement de masse.

Le conflit servit à démasquer leur véritable position : aux côtés de l'impérialisme et du gouvernement, contre les travailleurs et le peuple. Ils avaient peur que la vague anti-impérialiste et anti-dictatoriale ne traverse les frontières de l'Argentine.



Sans pouvoir disposer d'aucun espace légal pour s'exprimer, les militants syndicaux et étudiants, les intellectuels et artistes usèrent de toutes sortes de stratagèmes pour pouvoir exprimer la position de tout un peuple solidaire avec l'Argentine contre l'agression impérialiste et contre la dictature militaire.

La radicalisation de la position impérialiste qui entra en contradiction avec la plupart des gouvernements latino-américains concerna aussi la dictature uruguayenne. James Cason, conseiller politique de l'ambassade nord-américaine, fut déclaré personne « indésirable » par le gouvernement pour « *ingérence dans les affaires intérieures* » du pays. Le 29 mai, il quitta le pays, de même que l'ambassadeur US Thomas Aranda qui le suivit dès le lendemain. En même temps, Sandra Mac Carthy, porte-parole du Département d'Etat américain annonçait : « *Les relations entre l'Uruguay et les Etats-Unis semblent entrer à nouveau dans une période difficile* », et : « *La mesure prise par*

le gouvernement uruguayen est préjudiciable pour les deux pays ». Ce n'était là que la partie visible de l'iceberg qui ébranlait le schéma antérieur des rapports entre les Etats-Unis, l'Uruguay et l'ensemble de l'Amérique latine.

La crise consécutive à la guerre qui menace, en Argentine, d'emporter la dictature la plus féroce du continent, approfondit aussi en Uruguay la brèche ouverte par le conflit.

LA CROISÉE DES CHEMINS

Les progrès de la lutte des travailleurs empêchent la dictature militaire et son équipe économique de continuer à réduire le niveau réel des salaires à travers la répression. Le gouvernement a aujourd'hui recours à d'autres moyens comme le chômage croissant ou la combinaison entre l'inflation et la dévaluation de la monnaie, pour faire pression sur les salaires.

Chaque mois, 6 000 personnes sont envoyées à l'assurance-chômage en vertu de fermetures d'entreprises, totales ou partielles. En moins d'une semaine, quatre entreprises des plus importantes (Funasa, Coca-Cola, Metzen y Sena, Ford), ont envoyé à l'assurance-chômage respectivement 160, 800, 400 et 300 ouvriers.

Le 29 mai dernier, le ministre de l'Economie et des Finances, Valentin Arismendi, a promulgué une série de mesures. La plus importante consiste en la réduction de 1 % du salaire nominal jusqu'au niveau de salaire équivalent à trois salaires minimum, et de 2 % au-dessus, avec blocage des salaires pour le reste de l'année. Il y a d'autre part, une augmentation générale des tarifs publics et des impôts à l'importation et à la valeur ajoutée, ce qui se répercutera sur la formation générale des prix. Parallèlement, des facilités sont accordées aux entreprises exportatrices. Ces mesures, qui constituent une violente attaque contre les salaires et le niveau de vie, ont suscité une profonde indignation dans la population. Elles rendent la situation explosive. La crise que traverse l'économie est la plus profonde depuis neuf ans. En outre, les répercussions des difficultés de la dictature argentine affaiblissent le gouvernement. Mais le processus n'est pas mécanique. En juillet sera approuvé un nouveau statut pour les partis. L'intérêt politique sera accru et les luttes se politiseront davantage.

La gauche n'a pas encore défini sa position sur la participation aux élections internes de novembre prochain. Une étude attentive du problème et des possibilités offertes est nécessaire. On peut cependant affirmer que dans les mois à venir, la situation politique du pays sera exposée à de profonds changements, dont l'importance dépendra principalement de la capacité du mouvement ouvrier et populaire à exploiter l'espace politique déjà conquis par ses luttes. ■

Mario SUAREZ
Parti Socialiste
des Travailleurs d'Uruguay (PST-U)
30 juin 1982.

Banqueroute économique et désastre institutionnel

Un bilan de la junte militaire depuis le coup d'Etat de juillet 1980

DEUX ans après le coup d'Etat du 17 juillet 1980, la dictature militaire bolivienne a décidé de convoquer pour octobre 1982 le Congrès élu le 29 juin 1980. Ce dernier avait été empêché d'entrer en fonction par le putsch qui renversa le gouvernement civil de Lidia Gueiler, pour le remplacer par une junte militaire conduite par le général Garcia Meza. La décision prise aujourd'hui par le chef de l'Etat, le général Vildoso, qui a remplacé en juillet dernier le général Celso Torrelio, successeur de Garcia Meza à la tête de la junte, doit préparer le retour au gouvernement civil des vainqueurs des élections de 1980. Le Congrès doit, en effet, se réunir le 1er octobre prochain, et élire le 10 octobre le président de la République.

La décision de la junte intervient dans un contexte de crise économique, sociale et politique aiguë, et alors que la Centrale ouvrière bolivienne (COB) avait lancé un appel à la grève générale illimitée pour obtenir la démission du gouvernement militaire. L'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, avec une dette extérieure s'élevant à 3,8 milliards de dollars, la Bolivie est véritablement en situation de faillite économique. Début septembre, la Banque centrale a annoncé pour la troisième fois cette année qu'elle ne serait pas en mesure de payer les 10,2 millions de dollars d'intérêts dus à un consortium de 128 banques étrangères. Selon les experts financiers (*Financial Times* du 14 septembre 1982), l'inflation annuelle oscille à la fin de l'année entre 150 et 300 %. Le dollar qui valait 25 pesos en février dernier en vaut aujourd'hui 160. Le tiers des aliments consommés dans le pays étant importés, la chute du peso a entraîné une hausse des prix de 500 %. Pour Javier Suazo, président de l'Association bolivienne des institutions financières et bancaires, « la détérioration de l'économie nationale conduit le système bancaire vers l'une de ses crises les plus graves ». (*Herald Tribune* du 9 septembre 1982).

C'est dans ce cadre que la Bolivie connaît une montée croissante des mobilisations de masse. En mars, une grève générale à l'appel de la COB interdite avait paralysé le pays. En mai, après une grève de 24 heures, les travailleurs réussirent à imposer à la junte une amnistie générale et la suppression des mesures prises depuis le putsch : dissolution des organisations politiques et syndicales, couvre-feu, intervention dans les universités. Le 15 juillet 1982, Torrelio avait annoncé des élections générales pour avril 1983 et le transfert du pouvoir aux civils le 6 août de la même année. C'est pour empêcher ce processus que Vildoso prit sa place. Mais deux mois après, la mobilisation populaire obligeait les militaires à reculer. Déjà en juillet, la nomination de Vildoso par l'armée avait provoqué d'importantes manifestations.

Début septembre, les mineurs, plusieurs organisations syndicales régionales, les employés des Télécommunications ont fait grève, des centaines de milliers de Boliviens ont participé

à des marches contre la misère dans la plupart des grandes villes... C'est alors que la COB lança un mot d'ordre de grève générale illimitée à partir du jeudi 16 septembre, jusqu'à ce que les militaires remettent le pouvoir au Congrès élu en 1980. En dépit des menaces qu'elle a fait planer, la dictature dut reculer : le jeudi 16 septembre, la grève fut largement suivie, la plupart des usines et des bureaux étaient fermés, les vols nationaux et internationaux annulés.

La crise économique et sociale s'est ainsi combinée avec la crise politique d'un régime dont la base sociale est de plus en plus étroite. La faiblesse de ce régime, la montée du mouvement de masse, l'ampleur de la crise, son caractère explosif font de la Bolivie l'un des pays d'Amérique du Sud où sont réunies des conditions qui peuvent déboucher sur une situation révolutionnaire. Le gouvernement impérialiste américain en est conscient et il n'est certainement pas étranger au recul politique actuel des chefs de l'armée.

La convocation le 1er octobre du Congrès, élu il y a deux ans, devrait porter à la tête de l'Etat l'ancien président Siles Suazo, dirigeant de l'UDP (Unité démocratique et populaire), qui vit actuellement en exil au Pérou et doit rentrer en Bolivie. L'UDP était devenue la principale force politique du pays avec 40 % des voix aux élections de 1980.

Face à la reculade des militaires, qui a pour but de désamorcer la mobilisation grandissante des masses populaires, la COB a suspendu provisoirement son mot d'ordre de grève générale illimitée. Néanmoins, les affrontements qui ont eu lieu dans la ville de Sucre entre la garnison militaire et des manifestants venus assister à la réunion du Conseil municipal illustrent les risques de réactions musclées des secteurs militaires ultras.

Nos camarades du POR-Combate (POR-C) avaient déjà analysé l'annonce par Torrelio des élections pour 1983 comme une tentative de la bourgeoisie de trouver une issue démocratique à la crise. Ils sont engagés dans des propositions d'unité ouvrière autour de la COB et militent dans la perspective d'un accord unitaire autour de trois axes : le renversement de la dictature, la lutte contre l'impérialisme et la lutte pour le changement économique et social, pour un gouvernement des travailleurs.

Lors d'un forum-débat organisé par l'Université technique d'Oruro sur le thème « Le problème politique actuel » en juillet dernier, et auquel la plupart des formations d'opposition ont participé, le représentant du POR-C, le camarade Hugo Salvatierra, a pu réaffirmer publiquement ces positions.

Nous publions ci-dessous un article réalisé sur la base des informations et orientations contenues dans un récent rapport de nos camarades du POR-Combate, section bolivienne de la IVe Internationale.

SEBASTIAN

Après sept années de dictature militaire, de 1971 à 1978, le général Hugo Banzer ayant enfoncé le pays dans la crise économique, certains secteurs de la bourgeoisie appuyés par l'impérialisme américain envisagèrent de stabiliser un régime civil à la faveur d'élections. En juillet 1979, face à la division des formations politiques bourgeoises, produit de la dé-

composition du populisme bourgeois et de l'écartèlement du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), c'est Hernan Siles Suazo, candidat de l'Union démocratique populaire (UDP) qui arrive en tête. Mais aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, il revenait au Parlement de désigner le futur président de la République. Après de nombreuses tractations, le Congrès bolivien désigna son président, Walter Guevara Arze, à la

présidence de la République à titre « provisoire », jusqu'à de nouvelles élections fixées au printemps 1980.

Incapable de contenir la lente mais persistante remontée de la mobilisation populaire, Walter Guevara Arze sera rapidement désavoué par le « parti armé » de la bourgeoisie, lors d'un coup d'Etat qui apparaîtra comme une véritable répétition générale du putsch victorieux du 17 juillet 1980. Le 1er novembre 1979, en

effet, le colonel Alberto Natusch Busch s'emparait du pouvoir. Mais cette fraction militaire a dû reculer devant la puissante résistance des masses populaires. Et le 16 novembre, les militaires séditieux réintégraient momentanément leurs casernes.

Toujours à titre « provisoire », Guevara Arze était alors remplacé à la présidence de la République par l'ancienne présidente du Congrès, Lidia Gueiler. Toutefois, au centre de ce véritable chassé-croisé présidentiel on trouve déjà le général Luis Garcia Meza, qui, dans un premier temps, contraindra la présidente à nommer à la tête de l'armée des généraux ayant appuyé Natusch Busch, avant de s'imposer lui-même à ce poste.

UN CHEMIN IMPOSÉ PAR L'IMPÉRIALISME

Lidia Gueiler était militante de l'aile droite du Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste (PRIN), et plus précisément du secteur le plus opportuniste qui s'était allié au Mouvement nationaliste révolutionnaire-historique (MNR-H) de Paz Estenssoro et au PC m-l (maoïste), lors de la seconde élection nationale, afin d'essayer d'obtenir des sièges au Parlement.

Le gouvernement de Lidia Gueiler — sans base sociale — préparait la victoire à court terme d'un nouveau coup d'Etat militaire. C'est ce gouvernement bourgeois impopulaire qui allait se charger d'appliquer les mesures économiques anti-ouvrières, produit de la crise économique engendrée par le gouvernement de Banzer. Lidia Gueiler suivit le chemin imposé par l'impérialisme, la finance internationale et nationale et la bourgeoisie exportatrice : faire assumer la crise économique par les travailleurs, en dévaluant la monnaie de 12 à 25 pesos par dollar.

Cette situation lésait les intérêts de la classe ouvrière mais également ceux de secteurs populaires importants : la petite bourgeoisie urbaine et rurale qui payait d'une misère accrue les libertés démocratiques qui avaient été concédées. Voilà pourquoi ces secteurs n'ont pas rejoint le combat de la classe ouvrière et ont plutôt renforcé la droite de Hugo Banzer, qui leur offrait apparemment de meilleures perspectives.

Le gouvernement de Lidia Gueiler, l'analyse erronée faite par la direction de l'UDP et par la direction de la centrale ouvrière bolivienne (COB), ont démobilisé les travailleurs et facilité la préparation du coup d'Etat. C'est ce qui se produisit avec le pacte de San Jorge signé entre la COB et les militaires fascistes dirigés par Garcia Meza (1). Le retard indéfini apporté aux augmentations de salaires, la misérable concession du bon compensatoire de 5 000 pesos destinée à « protéger les libertés démocratiques et à ne pas favoriser la provocation putschiste » désarmèrent les travailleurs. Cette allocation aux

travailleurs a été rapidement rognée par l'inflation. A la même époque, une facture d'eau pour un mois ou une amende pour non présentation de la carte d'identité lors d'un contrôle revenaient à 500 pesos.

De son côté, l'impérialisme américain, par la voix de son ambassadeur Marvin Weissman, parlait un langage apparemment démocratique et poussait les militaires à ne pas entraver le processus de libéralisation par un nouveau coup d'Etat. Il s'agissait en fait de contenir la formidable mobilisation des masses et leur radicalisation croissante, afin d'éviter le ren-

du secteur « lumpen » de la bourgeoisie : la mafia de la cocaïne.

Cette armée, fabriquée dans les Académies militaires nord-américaines et argentines, est une caste imprégnée de la conviction profonde qu'elle est historiquement appelée à assumer les tâches gouvernementales, étant donné l'incapacité des civils. Elle a développé au maximum ses privilèges économiques et matériels par dessus sa propre classe, et elle a construit ses instruments de pouvoir politiques et économiques. En 1975, la COFADENA (Corporation nationale de développement des forces armées) disposait



Enterrement de Luis Espinal, directeur de l'hebdomadaire AQUI, assassiné par les groupes paramilitaires. (DR)

forcement de la tendance révolutionnaire et l'aspiration à la liberté parmi les travailleurs. Ainsi, l'erreur centrale de l'UDP, qui apparaissait comme une force de rassemblement et d'unité, fut de concentrer toutes ses énergies sur le vote populaire et de ne pas les avoir mobilisées pour transformer la victoire électorale en une victoire politique organisée et appuyée sur la lutte.

Les militaires en ont tiré profit et ont soigneusement préparé leur offensive finale, en déstabilisant lentement la situation politique par une activité terroriste intense, organisée par les Services secrets de l'Etat-major dirigés par le colonel Luis Arce Gomez.

LE « PARTI ARMÉ » DE L'IMPÉRIALISME

L'armée oligarchique détruite par les masses travailleuses lors de l'insurrection historique de 1952, réorganisée à partir de 1954-1956, a repris le pouvoir par un coup d'Etat le 4 novembre 1964 (2). C'est ainsi que s'est reconstruite une armée organisée et éduquée par l'impérialisme américain. C'est le nouveau « parti armé » de la classe dominante, le gendarme des intérêts des secteurs les plus réactionnaires liés à l'impérialisme. Avec le temps, ce sera également l'instrument de pouvoir

d'environ 82 millions de dollars de capital net. Aujourd'hui, après des incursions dans des secteurs plus importants de l'économie nationale, la COFADENA peut compter sur un capital estimé à 250 ou 300 millions de dollars investis. Il faut ajouter à cela le fait qu'elle agit comme une entreprise privée, sans contrôle de l'Etat. De plus, le niveau de vie des militaires n'est en rien comparable à celui d'un cadre moyen, encore moins à celui des travailleurs. Ils jouissent d'une quantité telle de privilèges (importations, exportations, coopératives, alimentation à bas prix, vêtements, primes, salaires élevés, vacances, butin de guerre, accès à l'administration publique, etc., sans parler de

1. Le 29 avril 1980, à quelques semaines des élections, les dirigeants de la COB signaient avec l'état-major militaire le pacte de non agression de San Jorge, prévoyant le respect du suffrage universel par les forces militaires contre une garantie de respect des institutions militaires par le mouvement syndical. Le coup d'Etat du 17 juillet 1980 illustre la fonction de cet accord pour les militaires.

2. Le 4 novembre 1964, une junte militaire dirigée par le général Barrientos renverse le Président Paz Estenssoro, dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire. Le général Barrientos est proclamé Président. Ainsi est mis un terme au processus ouvert par la mobilisation insurrectionnelle des masses de 1952.

leur participation et de leur engagement dans le trafic de la cocaïne, particulièrement important chez les militaires de haut rang), qu'il est facile de comprendre qu'ils ne sont pas prêts à les perdre par l'instauration d'un gouvernement démocratique.

Au pouvoir, ils ont constamment impulsé des projets de partis politiques, qui se sont soldés par des échecs. Mais surtout, à partir de leurs casernes, ils se sont transformés en une force politique intouchable qui conspire, impose ou élimine qui elle veut du gouvernement, effectue des arrestations arbitraires, séquestre ou

Affiche du POR-Combate, mars 1981. (DR)



assassine grâce à ses organismes de répression et représente, lorsqu'elle n'est pas au pouvoir, « le pouvoir derrière le trône ». C'est ce qu'on a vu sous le gouvernement de Lidia Gueiler, qui se trouva dans l'incapacité totale d'imposer des décisions légales sur les promotions ou les mutations de militaires, ou de sanctionner les atteintes à la Constitution de l'Etat bolivien, qui étaient le fait de la hiérarchie militaire.

Bien avant le coup d'Etat du 17 juillet 1980, les Services de renseignements de l'armée organisèrent des forces paramilitaires dans le pays, afin de lancer une offensive terroriste contre la gauche et les syndicats, en cherchant à destabiliser la situation politique et à miner les forces des travailleurs. Ce terrorisme ne fut pas le pur produit des militaires fascistes de Bolivie. C'est la transplantation des méthodes terroristes de l'Alliance anticommuniste argentine (AAA) qui a fourni aux militaires boliviens des conseillers et une aide matérielle et financière. Ce sont eux les responsables de l'assassinat du jésuite Luis Espinal (directeur de l'hebdomadaire de gauche *Aqui*), du massacre perpétré contre la direction de la COB et du Comité national de défense de la démocratie (CONADE) le 17 juillet 1980, et de tous les attentats terroristes commis dans le pays entre 1979 et 1980.

Aujourd'hui, les forces paramilitaires organisées par le gouvernement, par les

forces fascistes de l'armée et par les trois bandes qui constituent la mafia de la cocaïne, rassemblent plus de 10 000 personnes fortement armées et bien payées.

TROIS ÉLECTIONS ET L'IMPOSSIBILITÉ D'UNE DÉMOCRATIE STABLE

Les Congrès de la COB et de la Fédération syndicale des mineurs se sont prononcés pour un Front unitaire de la gauche et de la COB pour affronter la droite lors des élections, pour lutter pour les libertés démocratiques et de meilleures conditions de vie et de travail pour le peuple travailleur. Lors des élections de 1978, 1979 et 1980, l'UDP triompha, et le PS-(Uno) devait capter la radicalisation de secteurs importants de la classe ouvrière. Dans aucune de ces trois élections, l'UDP n'atteint la majorité absolue nécessaire pour disposer du pouvoir exécutif. Pourtant, lors de celle de juin 1980, compte tenu de la polarisation des forces, l'UDP obtint un résultat important qui, ajouté aux 11 % de voix du PS-(Uno), devait l'amener à former le gouvernement.

C'est pendant cette dernière période, alors que la démocratie est chaque fois plus fragile et plus instable, et alors que la polarisation des forces sociales s'accroît, que le gros du mouvement ouvrier, paysan, étudiant et populaire (y compris l'Église catholique et certaines sectes religieuses) et la majeure partie des forces politiques de gauche (à l'exception du POR-Lora et du petit groupe moréniste OST, aujourd'hui disparu) comme celles de la droite « démocratique », organisèrent le Comité national de défense de la démocratie (CONADE), qui fut bien accueilli par tous les travailleurs boliviens et était implanté dans les centres de production, dans les Universités, dans les communautés paysannes et les quartiers populaires.

La situation politique avait un aspect dramatique pour les travailleurs. D'une part, ils devaient s'unir avec des secteurs de la bourgeoisie pour faire face aux putschistes et défendre les libertés démocratiques et, d'autre part, ils devaient supporter le poids des mesures économiques du gouvernement et la crise économique engendrée par les gouvernements de cette même bourgeoisie qui, à ce moment-là, apparaissait comme son allié à travers ses partis MNR-H, PDC, PRA, etc. (voir encadré).

En observant la formation sociale et politique de Bolivie d'un point de vue strictement sociologique, il est impossible d'expliquer la dynamique de la lutte des classes dans ce pays, et encore moins la décomposition des classes dominantes et de leur armée, qui se manifeste par des conspirations constantes, des révoltes militaires, des coups d'Etat, des changements de gouvernement et de projets politiques.

Les intérêts des différents secteurs de la classe dominante (d'une bourgeoisie qui vit à l'ombre de l'impérialisme, qui n'a pas accompli les tâches démocratiques et nationales qui lui incombaient, et qui est historiquement condamnée), n'ont

pas permis l'existence d'une bourgeoisie homogène et constructive. Le secteur bancaire et celui de l'import-export, liés à la mafia de la cocaïne, s'élèvent au-dessus de l'ensemble de la bourgeoisie et centralisent le pouvoir politique et économique comme une oligarchie. C'est cette même oligarchie qui soutient les fractions putschistes lorsqu'il y a une montée du mouvement des masses et qu'elle risque d'être confrontée à un prolétariat et à un mouvement populaire organisé, mobilisé et combattant. Cette même oligarchie entre toujours en contradiction avec les secteurs les moins développés de sa propre classe, la bourgeoisie industrielle et agro-industrielle qui a besoin de matières premières et d'articles importés pour sa production, et surtout avec les secteurs qui dépendent en termes absolus des oscillations du marché mondial. Cette situation a accentué l'impossibilité de stabiliser une démocratie en Bolivie et rend plutôt normal le cercle vicieux « démocratie/dictature ». Le rôle de l'armée comme gardien des intérêts de ces secteurs de la bourgeoisie, comme instrument de répression contre le peuple travailleur face à l'incurie des partis de la bourgeoisie, est ainsi mis en évidence.

L'objectif du CONADE était de doter le mouvement ouvrier et populaire d'un instrument politique de masse, unitaire, une sorte de Front unique démocratique contre le coup fasciste. Bien entendu, le CONADE n'était pas un instrument révolutionnaire ou socialiste, et il est possible qu'il y ait eu en son sein une majorité réformiste et modérée. Il était destiné à unifier et à mobiliser la majorité sociale et nationale autour d'un instrument démocratique, anti-fasciste et anti-putschiste.

La gauche révolutionnaire n'a pas su comprendre la radicalisation de la lutte des classes et la polarisation des forces so-

Mineurs boliviens. (DR)



ciales. Cette polarisation se manifeste par plusieurs faits lors des élections du printemps 1980 : à gauche, l'UDP obtint 40 % des voix et le PS-(Uno) 11 %, ce qui donnait une majorité suffisante pour que l'UDP forme le gouvernement et mette en route son projet démocratique national. Alors que l'Alliance démocratique nationale (ADN) de Banzer avait gagné des voix et se trouvait en troisième position, juste après le MNR-H, qui occupait la seconde position tout en ayant perdu beaucoup de voix au profit de l'ADN. En réalité, lors de ces dernières élections, il y eut trois grands vainqueurs : l'UDP, l'ADN et le PS-(Uno). Les informations de cette époque (avant la réunion du Parlement qui devait nommer son Président et son vice-Président) indiquaient clairement que le PS-(Uno) voterait au Parlement pour l'UDP, ce qui assurerait le triomphe de cette dernière. C'est ce que comprirent les militaires putschistes dirigés par Luis Garcia Meza et Arce Gomez.

LE COUP D'ETAT DU 17 JUILLET 1980

Les masses ne descendirent pas dans la rue, comme elles l'avaient fait en novembre 1979, pour faire face au coup d'Etat militaire du 17 juillet 1980, parce que des facteurs d'ordre politique et militaire empêchèrent une mobilisation forte et massive. D'un côté, les masses étaient démobilisées par la politique de concessions constantes de l'UDP et de la COB ; d'autre part, la direction de la COB fut faite prisonnière dès le premier jour du putsch, à 11 h du matin (de nombreux dirigeants furent assassinés), laissant les travailleurs sans direction politique (3). De surcroît, les travailleurs n'avaient comme seule consigne que la grève générale et le blocage

des routes, autrement dit des consignes purement défensives. Sur le plan militaire, les putschistes de juillet ne commirent pas les mêmes erreurs que lors du coup d'Etat de Natusch Busch en novembre 1979 : ils avaient concentré leurs blindés dans les villes depuis de nombreux mois, ils décapitèrent la COB et les partis, et ils mirent immédiatement à feu et à sang les lieux stratégiques de combat dans

les villes (particulièrement les quartiers ouvriers et populaires).

Les grandes masses opprimées et exploitées de la population bolivienne avaient suivi l'UDP et son projet démocratique en l'absence de tout instrument cohérent susceptible de les conduire à la victoire. Mais l'UDP comme direction politique ne sut pas orienter la capacité combative des masses et elle se lança dans une politique défensive, démobilisatrice, qui renforça les putschistes et désarma les travailleurs. En résumé, la défaite du 17 juillet 1980 est surtout la défaite du projet et de la politique de l'UDP. Néanmoins, l'UDP sut exprimer dans une certaine mesure les sentiments et l'état d'esprit des masses, alors que la gauche révolutionnaire ne fut capable d'avancer que des perspectives stratégiques, dogmatiques et sectaires. Mais l'UDP ne put pas ou ne voulut pas élever ces sentiments et cette conscience démocratique des masses à un niveau supérieur de lutte, ni les diriger vers d'autres objectifs.

Lorsque le général Luis Garcia Meza prit le pouvoir, le 17 juillet 1980, avec ses bandes de délinquants militaires et civils, il déclara qu'il était au pouvoir pour 20 ans, dans le but de réorganiser le pays, d'exterminer la gauche, d'imposer l'ordre, la discipline et le travail. Il détruisit ce monument historique qu'est la COB, en pensant ainsi frapper la classe ouvrière en plein cœur. Il déclencha une vaste répression politique en imposant la terreur comme norme de conduite et en promulguant des lois draconiennes sur le plan politique et économique contre le peuple travailleur. Nombreux furent les travailleurs massacrés, et aujourd'hui encore, il est impossible d'établir le nombre de travailleurs assassinés ou disparus.

La Constitution fut bafouée, les organisations syndicales et politiques interdites, des centaines de travailleurs et de combattants envoyés dans des camps de concentration ou en exil, le couvre-feu imposé, le pays placé en état de guerre, les garanties constitutionnelles suspendues et de nombreuses restrictions furent apportées aux libertés démocratiques. Le gouvernement fut immédiatement isolé par la communauté internationale et par l'impérialisme américain qui refusa de le reconnaître. Son gouvernement dictatorial et sans base sociale ne pouvait que favoriser le développement des tendances révolutionnaires, la radicalisation des masses travailleuses, en mettant à l'ordre du jour la possibilité d'une explosion révolu-

Sigles politiques

PRIN : Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste, formation composite comprenant de nombreux dirigeants syndicaux de la Centrale ouvrière bolivienne (COB).

UDP : Union démocratique et populaire, bloc électoral formé par des politiciens bourgeois « démocrates », dont le MNR-I (Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche, scission du MNR de Paz Estenssoro) et des partis ouvriers réformistes, essentiellement le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire de tendance social-démocrate et lié à l'Internationale socialiste) et le Parti communiste bolivien (PCB). Le candidat de l'UDP, Hernan Siles Suazo a remporté les élections présidentielles de juin 1980.

PS-(Uno) : Parti socialiste-Un, parti ouvrier dont le programme et l'orientation générale défendent l'indépendance de classe et le socialisme. Son principal dirigeant, Marcelo Quiroga Santa Cruz, a été assassiné lors du coup d'Etat du 17 juillet 1980. Le PS-(Uno) avait obtenu 2 à 3 % des voix aux élections de 1979, puis 11 à 12 % des suffrages lors des élections présidentielles de 1980.

MNR-H : Mouvement nationaliste révolutionnaire-historique de Victor Paz Estenssoro, est la fraction la plus conservatrice des organisations issues de l'éclatement du MNR originel. Sous le signe de MNR-Alliance, et avec le soutien des maoïstes du PC m-l (Parti communiste marxiste-léniniste) qui ont appuyé le gouvernement de Lidia Gueiler, cette coalition a connu une sérieuse défaite aux élections de 1980.

ADN : Alliance démocratique nationale, formation fascisante de l'ex-dictateur Hugo Banzer.

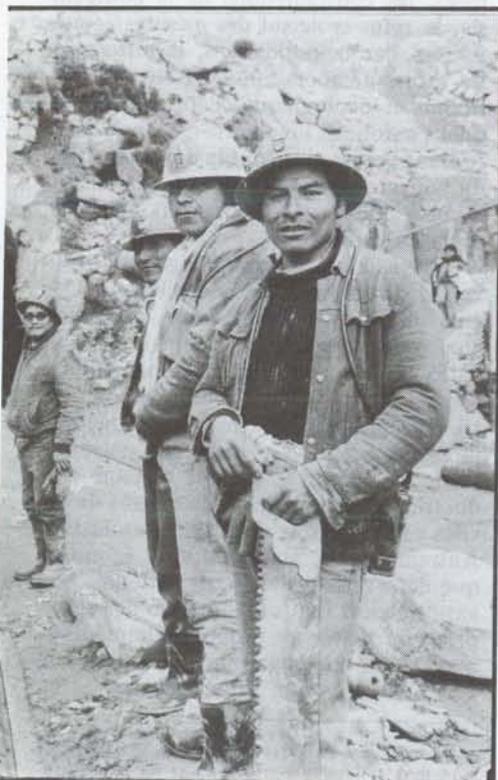
PDC et PRA : Parti démocrate-chrétien et Parti révolutionnaire authentique, petites formations bourgeoises.

OST : Organisation socialiste des travailleurs reliée au courant moréniste.

POR-Combate : section bolivienne de la IVe Internationale.

POR-Lora : Organisation qui a scissionné de la IVe Internationale en rejoignant d'abord le CORQI (lambertiste), puis qui a rompu avec lui et constitue aujourd'hui un groupe national-trotskyiste.

3. L'objectif des putschistes de porter un coup fatal au mouvement ouvrier en le décapitant s'illustre dans le déroulement même du coup d'Etat. Les opérations militaires déclenchées à La Paz, cinq heures seulement après le soulèvement de la garnison de Trinidad, permettent aux militaires de s'emparer, dans l'assaut du local de la COB, d'un bon nombre de dirigeants de la centrale ouvrière, dont Juan Lechin, et des partis de gauche, dont Marcelo Quiroga Santa Cruz, réunis avec eux pour débattre d'une riposte aux événements de Trinidad. Pour l'analyse du coup d'Etat du 17 juillet 1980, il faut se reporter à l'article de Jean-Pierre Beauvais, « Le peuple bolivien sous la botte : un tournant dans la situation latino-américaine ? », *Imprecor* numéro 85 du 25 septembre 1980.



tionnaire dans la chasse gardée de l'impérialisme qu'est l'Amérique latine.

Et cette situation s'est instaurée sous le gouvernement de Jimmy Carter, alors que l'impérialisme américain était engagé dans une politique hypocrite de « défense des droits de l'Homme » destinée à freiner le développement des conflits sociaux, politiques et militaires en Amérique centrale. L'impérialisme avait besoin de stabilité politique en Amérique du Sud, et de travailleurs tranquilles soutenant un gouvernement tel que celui qu'aurait pu constituer l'UDP et qui aurait été un bon moyen de garantir cette stabilité. De son côté, le général-président Luis Garcia Meza attendait avec une extrême impatience la victoire aux USA du Parti républicain, dans l'espoir que Ronald Reagan appuierait la dictature bolivienne.

Il est vrai que dans un premier temps, la politique de terreur militaire de la dictature empêcha l'organisation de la riposte des masses et de la résistance populaire. Mais la résistance populaire n'en était pas morte pour autant. Au contraire, elle s'organisait dans les quartiers populaires, dans les usines, les mines et les campagnes, grâce à la propagande et à l'agitation souterraine de petits groupes parvenant à vaincre la terreur gouvernementale.

RÉSISTANCE ET RÉORGANISATION POPULAIRES APRES LE PUTSCH

Le gros des directions politiques et syndicales avaient été faites prisonnières, d'autres s'étaient exilées, retirées dans les ambassades, et il ne restait dans le pays que de faibles forces pour organiser la résistance. La COB fut réorganisée dans la clandestinité, ainsi que quelques autres syndicats, et bien qu'elle ait été — à ce moment-là — sans rapport direct et organique avec les masses travailleuses, elle progressait dans sa réorganisation et était un pôle d'attraction pour le peuple travailleur qui cherchait à se doter d'une direction politique pour faire face à la dictature.

Ainsi, lorsque le gouvernement prit ses premières mesures économiques, le 9 janvier 1981 (mesures que la Junte devait appeler des « correctifs »), la COB déclara une grève de 48 heures, les 9 et 10 janvier, qui fut popularisée par les partis de gauche qui avaient maintenu un certain degré d'organisation dans la clandestinité, et par des groupes de propagande (4). Cette grève fut très partiellement suivie par les travailleurs ; elle n'eut pas tout à fait les résultats attendus, mais elle fut cependant une première tentative de riposte organisée des travailleurs contre la dictature. C'est dans cette période que deux événements particulièrement significatifs pour la dictature se produisirent : le massacre de 8 dirigeants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) par les forces répressives, et le rejet par le mouvement ouvrier et populaire des mesures économiques du régime. Ceci amena la bourgeoisie indigène à critiquer avec virulence le gouvernement militaire, et la petite bourgeoisie a commencé à rejoindre

l'opposition, aux côtés du prolétariat, en finissant par abandonner la dictature. A cette situation économique grave s'est ajouté l'isolement économique et politique de la dictature, qui n'obtint un appui financier et militaire que de la part du gouvernement argentin qui, d'ailleurs, l'avait portée au pouvoir.

Le massacre des dirigeants du MIR provoqua dans la population bolivienne un rejet de la barbarie dictatoriale. Le mois suivant, le cabinet ministériel se recomposait, et le sinistre ministre de l'Intérieur, le colonel Luis Arce Gomez était relevé de ses fonctions. En même temps, certains civils étaient incorporés au gouvernement, dans la vaine tentative de redorer le blason de la dictature. L'un des fondateurs du PIR (Parti à l'origine du PC bolivien) et l'un de ses dirigeants les plus connus, l'avocat Rolon Anaya, qui fut également compagnon du général Hugo Banzer, était nommé ministre des Affaires étrangères. Un ministre qui fit tous les efforts possibles pour obtenir la reconnaissance diplomatique du régime et qui échoua sur toute la ligne.

La vague de protestation sociale contre la hausse du coût de la vie prenait de plus en plus d'ampleur : de larges secteurs sociaux étaient concernés, des secteurs populaires, mais également des fractions de la bourgeoisie indigène, qui, comme nous l'avons déjà dit, avait aidé les militaires fascistes à prendre le pouvoir. Cette opposition de la bourgeoisie indigène, ainsi que celle de l'Eglise, se manifestait encore timidement, sans risques majeurs et en évitant la confrontation directe, de crainte de perdre ses misérables privilèges de classe.

C'est à partir de mars 1981 que commencèrent les tentatives de coup d'Etat de la part de secteurs dissidents de l'armée, en dépit des efforts de propagande du gouvernement et de la répression destinée à faire taire les rebelles. Le Centre d'instruction des troupes spéciales de Cochabamba (CITE), bastion traditionnel de la droite de l'armée, exigea la démission de Garcia Meza. Le mouvement fut écrasé et le commandant de cette unité passa à la clandestinité après avoir été considéré comme mort. Deux mois après, le CITE se rebelle contre son propre commandant, et de nouveau le mouvement est écrasé. A la même époque, les cadets du Collège militaire se rebellent contre Arce Gomez qui commande ce collège. Le mouvement est écrasé et les cadets sont faits prisonniers. En mai de la même année, les généraux Cayoja et Anez se rebellent, le mouvement est également écrasé, et ils sont tous deux exilés. Au mois d'août, les garnisons de l'Est de la Bolivie s'insurgent ; elles sont dirigées par les généraux Natusch Busch et Anez ; elles exigent la démission de Garcia Meza et la formation d'un gouvernement démocratique de transition. Le mouvement rebelle échoue à cause de Natusch Busch qui abandonne ses compagnons. Mais quelques jours après, les commandants de l'Aviation et de la Marine ainsi que les commandants des grandes unités militaires, obtiennent

la démission de Garcia Meza et la formation d'une junte militaire composée des commandants des trois armes. Le peuple travailleur resta spectateur face aux querelles des militaires, gardant une grande méfiance envers leurs promesses démocratiques. La lutte continuait comme avant, avec les mêmes objectifs, rien n'avait changé. La junte militaire était la dictature militaire sans Garcia Meza. Elle faisait la même politique, et sa seule base sociale était la mafia de la cocaïne, les bandes para-militaires et leurs fusils.

La junte militaire resta deux mois à peine au pouvoir ; une nouvelle crise politique surgit au sein du gouvernement. On recherchait un gouvernement de compromis entre les civils et les militaires. Finalement, un nouveau gouvernement fut formé le 4 septembre 1981 : celui du général Celso Torrelio Villa, commandant en chef de l'Armée de terre. Torrelio est le Président du hasard. Il fut ministre de l'Intérieur du gouvernement Garcia Meza et nommé général par ce dernier. Ses liens politiques et sa dette à l'égard de Garcia Meza sont très importants. Le compromis entre l'Armée de terre, l'Aviation et la Marine fut très simple : aucun des deux autres commandants ne pouvait être Président à cause du veto opposé par les Américains, veto dû à leurs liens notoires avec la mafia de la cocaïne, alors que Celso Torrelio n'avait pas d'antécédents délictueux dans ce domaine. Enfin, et ce fut le point décisif, l'Aviation céda la Présidence à l'Armée de terre à condition que Celso Torrelio, une fois au pouvoir, renforce la capacité de combat de l'Aviation par l'acquisition de 50 avions anglais. Les avions n'arrivèrent jamais, à cause de la dénonciation du scandale que constituait l'acquisition d'avions déjà périmés à des prix très élevés.

Les querelles internes aux forces armées, les contradictions de la bourgeoisie, le refus croissant des mesures économiques par la population, la lutte pour les droits démocratiques, l'isolement politique et économique, l'abîme dans lequel s'enfonçait l'industrie nationale favorisèrent progressivement la décomposition du gouvernement militaire et, surtout sur le plan national, élargirent l'opposition sociale à la dictature.

Déjà la bourgeoisie indigène se trouvait dans l'opposition, de même que le gros de la petite bourgeoisie, et recherchait un gouvernement d'unité et de salut national. Un mois de gouvernement du général Celso Torrelio, et surtout son plan triennal, avaient montré à la bourgeoisie indigène les projets réels du gouvernement : le renforcement des secteurs productifs qui permettraient la rentrée de devises et le contrôle de la fuite des devises. Autrement dit, une politique économique défavorisant l'industrie nationale non exportatrice. La Confédération des entrepreneurs privés se prononça immédiatement pour un changement de politique économique, pour éviter une explosion

4. Voir à ce sujet l'article de Sebastian et Rodrigo, « Vers le renversement de la dictature », *Inprecor* numéro 107 du 5 août 1981.

sociale qui mettrait en danger la stabilité du système.

La gauche dans la clandestinité, ainsi que la COB, avaient fait un pas en avant vers l'unité en organisant le CONADE. Mais le projet de réorganisation échoua immédiatement, à cause du boycott du MIR et du PCB (Parti communiste bolivien), qui étaient en désaccord avec le nouveau programme du CONADE clandestin, avec l'expulsion des rangs du CONADE du MNR-H et du PC-ml, et avec le fait que l'Eglise catholique n'en faisait pas partie.

Le gouvernement d'unité nationale dirigé par le leader de l'UDP, Hernan Siles Suazo, d'abord dans la clandestinité, puis en exil, ne représentait pas une véritable direction politique pour les masses mais il creusa, de plus, sa propre tombe en appuyant le coup d'Etat des militaires rebelles de Santa Cruz.

Jusqu'au mois de juin et au début de juillet 1981, les directions des partis de gauche dans la clandestinité, et celle de la COB, avaient fait beaucoup d'efforts pour construire un instrument politique unitaire. Ce projet échoua parce que le dirigeant paysan Genaro Flores fut emprisonné (à ce moment-là il dirigeait la COB), et ensuite parce que l'aggravation de la répression détruisit l'infrastructure et les liens qui existaient alors entre la COB et les partis.

Pourtant, il était clair que les travailleurs commençaient à se réorganiser sérieusement sur le plan syndical malgré la répression, qu'ils étaient à la recherche de nouvelles réponses politiques, faisant preuve d'un niveau de conscience supérieur qui s'exprima d'abord contre les militaires au pouvoir, puis qui devint anticapitaliste.

LA CRISE DE LA DICTATURE

La dette extérieure accumulée atteignait presque 4 milliards de dollars, pour un pays de 5 millions d'habitants, dont à peine 35 % de la main-d'œuvre nationale est dans la production, qui dispose d'un niveau de développement industriel très bas, dépend des matières premières importées, et dont l'essentiel des revenus bruts est concentré dans la production d'étain.

L'importance de la dette extérieure pour un pays comme la Bolivie est due fondamentalement au fait que pendant les douze dernières années, 50 % des crédits payables à court terme et sur la base de taux d'intérêts élevés ont été accordés par des banques privées internationales, dans une période de récession économique extérieure et intérieure. De juillet 1980 à janvier 1981, le coût de la vie a augmenté de 60 % alors que les salaires étaient bloqués. Et de février à aujourd'hui, le coût de la vie a augmenté de près de 300 % alors que les salaires n'ont augmenté — dans le secteur public et dans certains secteurs industriels — que de 11 %.

Depuis le gouvernement du MNR de 1952, l'Etat bolivien a une participation décisive dans l'économie nationale. Les

secteurs les plus importants de l'économie lui appartiennent. L'Etat subven-tionnait la plupart des articles de consommation et des services, évitant ainsi les pressions inflationnistes et la dévaluation. Les trois derniers gouvernements militaires (depuis le 17 juillet 1980) ont cherché à éliminer ces subventions afin d'accumuler des revenus pour l'Etat et tenter de sauver leur régime. Ils ont supprimé les subventions de presque tous les produits et services, ce qui a eu pour effet d'augmenter encore davantage le coût de la vie. Cette politique est considérée en Bolivie comme une politique « monétariste ». En fait, il s'agit surtout de récupérer le plus de devises et de revenus possibles pour le fonctionnement de l'Etat et pour payer les intérêts et le service de la dette.

Le service de la dette extérieure atteint 600 millions de dollars, alors que le revenu national pour cette année est évalué à 900 millions de dollars. Même si le gouvernement réussit à mettre en application sa politique de pillage national, il ne pourra pas réunir les 600 millions de dollars, et c'est une des raisons pour lesquelles il devra avoir recours à une demande de crédit extraordinaire. Cet appui économique fut négocié avec le Fonds monétaire international (FMI), d'abord pour une somme de 110 millions de dollars, puis de 130 millions de dollars, à la demande du gouvernement bolivien.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que le gouvernement bolivien est entre les mains du FMI et d'autres organismes financiers internationaux, tels que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et d'autres organismes financiers privés qui opèrent à l'échelle internationale. Ce sont ces organismes qui ont imposé un taux de change flottant entre le peso et le dollar, en opposition avec la politique initiale de change fixe et de dévaluation fixe. Aujourd'hui, il y a une inflation constante avec des mini-dévaluations permanentes, au lieu de la simple dévaluation monétaire pratiquée par le gouvernement antérieur. Aujourd'hui, avec le taux de change flottant du dollar, la monnaie bolivienne est dévaluée de plus de 100 %, alors que les salaires sont bloqués, que l'industrie nationale court à la faillite, laissant sans emploi des milliers de travailleurs qui vont s'ajouter à ceux que le gouvernement, par sa politique de chômage dans le secteur public, a mis à la rue.

Dans un geste désespéré, le gouvernement a fait fonctionner la planche à billets, aggravant ainsi la dévalorisation de la monnaie nationale. Il n'y avait plus à la Banque centrale ni devises ni réserves, tout avait disparu avec le gouvernement de Garcia Meza, et les coffres de l'Etat étaient vides.

Le gouvernement dut contrôler la vente des devises, créant ainsi un nouveau front d'opposition sociale et encourageant la spéculation. De nombreuses usines étaient et sont encore au bord de la faillite et de la fermeture, provoquant une accélération de la décomposition sociale. Les ouvriers de beaucoup de ces entreprises ont mené d'importantes grèves de

la faim et organisé des manifestations de rue en exigeant que le gouvernement donne des devises aux patrons pour qu'ils puissent acheter des matières premières, éviter la fermeture des usines et la perte des postes de travail. Pour autant que nous le sachions, ceci ne s'était jamais produit dans notre pays, et encore moins dans notre classe ouvrière.

Cette politique d'affameurs, de liquidation de la production nationale et d'augmentation du chômage est le complément du projet du FMI, pris en charge par le gouvernement Torrelío, dont l'objectif est de mettre à la rue 40 000 travailleurs de l'administration publique.

LA MAFIA DE LA COCAINE ET LA BANQUEROUTE NATIONALE

Pour l'exercice 1982, le peuple bolivien doit survivre avec 300 millions de dollars. Dans ce budget, 14 % sont destinés au ministère de l'Intérieur et au ministère de la Défense nationale. Autrement dit, 14 % du budget national sont destinés à la répression contre le peuple travailleur.

Si l'on compare ces 300 millions de dollars au milliard de dollars accumulé annuellement par la mafia de la cocaïne, nous devons affirmer que 1982 et 1983 seront des années de famine pour le peuple bolivien. Les USA se sont vus eux-mêmes contaminés par l'exportation massive de cocaïne en provenance de Bolivie. Les dirigeants impérialistes américains comprennent d'ailleurs qu'il faut liquider la production de cocaïne en Bolivie et calmer la fermentation révolutionnaire des travailleurs boliviens. C'est pour cela qu'ils reconnaissent politiquement le gouvernement bolivien (et la dictature) et qu'ils l'obligent à réaliser une campagne contre la drogue, en même temps qu'ils se prononcent pour l'octroi progressif des libertés démocratiques aux travailleurs.

De son côté, le gouvernement bolivien est confronté à un double problème concret : il ne peut s'attaquer frontalement à la mafia de la cocaïne sans attaquer sa base d'appui politique et économique ; il ne peut réaliser une politique anti-nationale sans affronter les travailleurs boliviens. Pour cela, il doit tromper les dirigeants US, réprimer les paysans pauvres qui produisent des feuilles de coca pour la consommation nationale (la consommation des feuilles de coca est inséparable de la consommation alimentaire et sanitaire de la population indigène bolivienne et péruvienne) et réprimer aussi les petits producteurs de cocaïne, mais sans jamais combattre ou détruire les grands producteurs qui, justement, sont les chefs de la camarilla militaire du gouvernement et de la grande bourgeoisie bolivienne. Ensuite, il doit faire marche arrière devant l'élan populaire qui exige la restauration des libertés démocratiques et menace de détruire l'Etat. Cela signifie que les libertés et les droits conquis par les masses ne sont pas une concession gratuite du gouvernement, mais le résultat de la lutte des masses travailleuses.

En tout cas, le gouvernement bolivien a démontré que le véritable pouvoir politique et économique en Bolivie se trouve à l'ambassade américaine. De même, il a démontré que son seul soutien, ce sont les baïonnettes et les secteurs les plus réactionnaires de l'armée.

Aujourd'hui en Bolivie, il n'y a pas une seule entité économique, une seule entreprise d'Etat qui ne soit pas en faillite ou non rentable. 90 % de l'économie nationale privée travaille à perte. Les militaires au pouvoir ont transformé l'économie nationale en butin de guerre et ils ont conduit leur propre classe sociale à la banqueroute. En ce qui concerne les mines (et surtout l'étain), base de l'économie nationale, sur les 22 entreprises nationales et centralisées par la Compagnie minière bolivienne (COMIBOL), il n'y en a qu'une qui soit rentable et ne travaille pas à perte, celle de Huayuni. Et maintenant, même l'industrie agro-alimentaire, jusqu'à hier miraculeusement préservée, travaille à perte, constamment soutenue par les aides économiques de l'Etat.

PERSPECTIVES ACTUELLES DE LA MOBILISATION POPULAIRE

La formidable mobilisation des travailleurs des mines et de la majorité des travailleurs du pays à partir de novembre 1981 a changé les rapports de forces et mis à nu le gouvernement de la dictature et le fait qu'il ne bénéficie d'aucun soutien social ou politique (5). Près de

tions, de confédérations et celle de la COB.

Cette voie allait être fatale pour le gouvernement : les travailleurs avaient la possibilité d'élire leurs représentants, d'expulser les délégués du travail nommés par le gouvernement, d'organiser des assemblées, de discuter de leurs problèmes ouvertement, de destituer et de changer leurs dirigeants, etc. Le gouvernement, sans l'avoir voulu, rendit service à la classe ouvrière qui put se débarrasser de ses dirigeants syndicaux bureaucratisés et connaître une réelle démocratie syndicale.

Le gros du mouvement ouvrier se réorganisa immédiatement et discuta des revendications salariales, économiques et politiques sur la base d'une augmentation de salaire (d'abord de 15 000 puis de 20 000 pesos, comme salaire minimum) avec échelle mobile, de l'amnistie générale sans restrictions, du rétablissement des droits démocratiques et de l'abrogation de toutes les lois d'exception. Il n'y a pas un seul secteur du mouvement ouvrier qui n'ait pas mis ces revendications en avant dans sa plate-forme. Il faut ajouter à cela l'extension du conflit à des secteurs des classes moyennes, les médecins, les pharmaciens, les commerçants, les transporteurs, etc. En moins de trois mois, il y eut 367 arrêts de travail et grèves, à partir du mois de mars, dans tout le pays. Des secteurs importants de la classe ouvrière, des masses populaires, des étudiants sortirent dans la rue pour réclamer l'amélioration de leur niveau de vie et les libertés démocratiques.

Pour le moment, le gouvernement a fini par céder à la pression et aux luttes du mouvement ouvrier et populaire. Le 26 mai 1982, il a décrété une amnistie générale et sans restrictions, il a aboli les lois répressives contre les citoyens et les organisations politiques et syndicales. Ceci ne signifie nullement que nous soyons entrés dans une période démocratique. C'est une conquête populaire qui ne doit pas faire oublier une autre vérité : l'existence du terrorisme de droite, avec près de 10 000 para-militaires organisés et armés jusqu'aux dents, qui entravent l'exercice des droits démocratiques du peuple.

D'autre part, le gouvernement est décidé à rester au pouvoir, et pour cela il a deux projets : 1) un accord national des patrons et des généraux ; 2) la formation d'une Assemblée constituante pour le mois d'août prochain comme phase préalable à l'instauration d'institutions démocratiques pour le pays. Cela revient à légitimer le régime militaire pendant la période de transition à la démocratie.

La gauche démocratique (en particulier l'UDP) rejette l'Assemblée constituante ; elle appelle à la formation d'un nouveau gouvernement civil-militaire de transition vers la démocratie, et à la réalisation immédiate d'élections générales. Ce gouvernement de transition est inscrit dans le projet du MIR, qui propose une Convergence nationale démocratique de civils et de militaires.

Si les formations de droite telles l'ADN, le MNR-H et le PDC rejettent la proposition gouvernementale comme elles l'ont fait jusqu'à présent, le gouvernement de Celso Torrelio ne pourra ni durer jusqu'à la fin de l'année, ni mener à bien son projet d'Assemblée constituante.

Le gouvernement actuel est, en fait, un gouvernement suspendu en l'air, proche de la chute, qui viendra soit à la suite d'un coup d'Etat « démocratique » de transition, soit à cause de la mobilisation massive des masses travailleuses.

Il est clair, enfin, que la COB incarne aujourd'hui le point de rassemblement du mouvement ouvrier et populaire, et que les deux dernières grèves lui ont permis de mettre en évidence sa force sociale et politique. Il est clair également que le mouvement ouvrier et populaire a connu une radicalisation qui l'a conduit, en pleine période de répression et de dictature, à accentuer la polarisation des forces sociales initiée pendant la dernière période démocratique. Pendant les deux derniers mois, il y a eu plus de 1 500 grévistes de la faim, les arrêts de travail et les grèves (pas seulement ouvrières) n'ont pas cessé un seul jour, suivies de formidables mobilisations de masse. Le désastre institutionnel du régime est un fait aussi impossible à dissimuler que la banqueroute économique totale dans laquelle le pays est plongé. ■

SEBASTIAN
Juin 1982.



Manifestation du 1er Mai 1981 à La Paz. (DR)

40 000 travailleurs ont participé à des grèves au mois de novembre, paralysant l'économie nationale (avec des pertes de près d'un million de dollars par jour) et impulsé la volonté de combat de milliers de travailleurs. C'est à ce moment-là qu'à commencé à se réorganiser le mouvement ouvrier, lorsque les travailleurs arrachèrent à la dictature le droit de s'organiser syndicalement. Le gouvernement accepta l'organisation de comités de base, au début pendant les trois premiers mois, puis celle de syndicats pendant les trois mois suivants, et finalement de fédéra-

Le spectre d'un nouveau coup d'Etat, opéré par des secteurs appelés « démocratiques » ou par les ultra-fascistes, est aujourd'hui un motif de préoccupation sérieuse. S'il est vrai qu'un coup plus à droite est politiquement non viable, il ne faut pas oublier que les militaires ne raisonnent pas avec des critères politiques et que leur horizon est limité à leurs casernes. C'est pourquoi dans l'immédiat leur projet est de se replier dans les casernes, sans perdre leurs privilèges, en accentuant l'escalade terroriste pour déstabiliser la situation politique.

5. Cf. « Une dictature malade de sa classe ouvrière », *Inprecor* numéro 115 du 21 décembre 1981.

"Plus de 200 000 personnes ont assisté à nos réunions électorales"

Entretien avec Edgardo Sanchez dirigeant du PRT

LE Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, vient de mener une campagne électorale dynamique et très efficace autour de la présentation de Rosario Ibarra de Piedra à l'élection présidentielle, et des dizaines de militants et militantes du PRT dans les élections locales et législatives qui avaient lieu en même temps.

Par cette campagne, dont les résultats sont précisés ci-après, le PRT a définitivement acquis sa légalisation. Il a aussi grandement développé son audience et son implantation politique à travers le pays.

Durant toute cette campagne électorale, *Inprecor* s'est fait

« INPRECOR » : — Comment analysez-vous les résultats d'ensemble des élections présidentielles mexicaines du 4 juillet ?

Edgardo SANCHEZ : — Un des aspects les plus significatifs de ces élections est la baisse du taux d'abstention. Auparavant, environ 50 % de l'électorat s'abstenait ; cette fois-ci, le chiffre est tombé à 30-40 %.

Cette baisse de l'abstentionnisme ne signifie pas du tout une hausse du soutien au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), principal parti bourgeois mexicain, au pouvoir depuis plus de cinquante ans. En fait, il a perdu des voix. Les partis qui ont profité des votes des nouveaux électeurs sont, fondamentalement, ceux qui ont réussi à attirer ces nouveaux secteurs, en premier lieu le Parti d'action nationale (PAN), opposition de droite traditionnelle, et le PRT.

Les autres partis ont en général maintenu leurs scores traditionnels. Le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM - issu de la fusion entre le vieux Parti communiste et plusieurs petites sectes stalinienne) a vu croître le nombre des votes en sa faveur, mais il est resté au même niveau en pourcentage. Les partis étroitement associés au PRI ont enregistré une baisse. C'est le cas du Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM - droitier), du Parti socialiste des travailleurs (PST) et du Parti populaire socialiste (PPS - qui se réfère idéologiquement à Lombardo Tolédano). En fait, le PARM est tombé au-dessous du pourcentage minimum exigé pour rester un parti légal.

Il est également évident que le régime a réussi à susciter quelques espoirs politiques avec sa réforme politique racoleuse, qui a suscité l'intérêt des travailleurs et leur participation plus large au processus électoral.

J'aimerais brièvement analyser les résultats du PAN, dont l'avancée est particulièrement significative. Le PAN est pas-

sé de 10 % précédemment à 25 % (14 % selon le gouvernement). Nous ne pensons pas que ce vote représente un tournant à droite de secteurs importants de la population, mais plutôt le fait que l'opposition au gouvernement ne se reflète pas encore, dans l'arène électorale, par un vote de classe. La droite a sans aucun doute adopté une attitude agressive dans sa campagne électorale et après, en particulier face à la crise économique. Cependant, le vote pour le PAN ne peut être analysé comme un vote pour ses positions réactionnaires (il est par exemple à droite du PRI sur la question de l'Amérique centrale et de l'austérité). Il représente plutôt un vote de protestation contre le PRI, une expression du mécontentement social.



50 000 personnes à Mexico pour la clôture de la campagne électorale du PRT, le 26 juin 1982. (DR)

sé de 10 % précédemment à 25 % (14 % selon le gouvernement). Nous ne pensons pas que ce vote représente un tournant à droite de secteurs importants de la population, mais plutôt le fait que l'opposition au gouvernement ne se reflète pas encore, dans l'arène électorale, par un vote de classe. La droite a sans aucun doute adopté une attitude agressive dans sa campagne électorale et après, en particulier face à la crise économique. Cependant, le vote pour le PAN ne peut être analysé comme un vote pour ses positions réactionnaires (il est par exemple à droite du PRI sur la question de l'Amérique centrale et de l'austérité). Il représente plutôt un vote de protestation contre le PRI, une expression du mécontentement social.

Ceci apparaît avec évidence lorsqu'on considère les résultats dans les secteurs ouvriers qui ont une longue expérience syndicale et de lutte, comme les mineurs de Monclova, les habitants des bidonvilles de Naucalpan et de Ciudad Nezahualcoyotl. Malgré leur tradition de luttes sociales, ces secteurs ont largement voté

pour le PAN. En fait, c'est à Naucalpan, qui se trouve dans la ceinture industrielle de Mexico, que le PAN a remporté sa seule victoire électorale reconnue. A Nezahualcoyotl, une zone de bidonvilles de près de trois millions d'habitants, les résultats électoraux n'ont pas été reconnus valables étant donné les irrégularités flagrantes enregistrées le jour du vote.

Un aspect secondaire intéressant de cette situation réside dans le fait que le PSUM a fait campagne autour de l'idée d'un « vote utile » (c'est-à-dire un vote pour le PSUM et non pour le PRT) et, en réalité, c'est le PAN qui a profité de cette idée du « vote utile ».

— Quel type de campagne a mené le PRT ? Quels en ont été les axes ?

— Le PRT a mené une campagne très militante et dynamique. Nous avons calculé qu'au cours des six derniers mois de la campagne, plus de 200 000 personnes ont participé à des réunions de soutien à

Rosario Ibarra de Piedra, notre candidate présidentielle. Ce chiffre ne tient pas compte des personnes qui ont participé à des réunions de soutien à des candidats locaux.

Selon la presse bourgeoise, il y avait de 40 à 50 000 personnes au meeting de clôture du PRT. Environ 4 500 personnes étaient venues de province et le reste de la région de Mexico, ce qui reflète notre implantation dans cette zone. Le meeting de clôture du PSUM a également été important, avec près de 100 000 participants. Les autres partis, à l'exception bien sûr du PRI, ont tenu des réunions bien plus réduites. Le PPS, par exemple, n'a réuni qu'un millier de personnes pour clore sa campagne.

Nos émissions de télévision ont également eu un impact très fort. D'août 1981 à juin 1982, nous avons eu une émission de 15 minutes par mois, diffusée sur toutes les chaînes de télévision, en général au début de la soirée. Nous avons pu mesurer l'impact de ces émissions au fait que, quand nous donnions le numéro de téléphone des locaux du PRT, nous étions inondés d'appels téléphoniques de gens qui demandaient à adhérer au parti.

Différents secteurs sociaux se sont identifiés à notre campagne. Des comités de soutien de femmes se sont formés dans dix villes. A Mexico, ils regroupaient essentiellement des militantes du mouvement de libération des femmes, mais en province, ils étaient composés, dans leur large majorité, par des paysannes, des ouvrières et des ménagères qui entendaient démontrer par là l'importance de la participation politique des femmes, présenter leurs revendications économiques, etc. En mars, s'est tenu à Mexico un meeting central de tous ces comités, qui ont créé un Front des comités de soutien à Rosario Ibarra de Piedra. Le PRT est le parti qui avait le plus grand nombre de femmes sur ses listes.

Le mouvement homosexuel a également soutenu notre campagne. Dans tout le pays, des comités locaux du Comité des homosexuels et des lesbiennes en soutien à Rosario Ibarra (CLHARI) se sont formés, et trois dirigeants du mouvement homosexuel se sont présentés sur les listes du PRT. Le CLHARI était très bien organisé et très militant. Il faut signaler que le seul meeting de la campagne du PRT qui ait été attaqué est un meeting organisé par le CLHARI à Mexico. Pour la première fois de son histoire, le mouvement homosexuel a défendu avec succès son droit de tenir des réunions publiques et, la semaine suivante, un autre meeting du CLHARI a pu se tenir sans incident.

Dans trois universités, celle de Baja California Norte, de Guadalajara et de Monterrey, des groupes de *porros*, des nerfis fascistes, ont essayé d'empêcher Rosario d'entrer sur le campus. Dans ces universités, la répression permanente avait empêché le mouvement étudiant de se développer, mais la réussite des meetings de Rosario sur ces campus a représenté une aide importante pour le mouvement.

Nos candidats ont pu visiter pratiquement toutes les prisons du Mexique.

Dans ce sens, notre campagne fut la campagne pour les droits de l'homme. Plusieurs prisonniers politiques dont nous demandions la libération ont d'ailleurs été libérés avant les élections. On peut voir un autre résultat de cette campagne dans le fait que, ces dernières semaines, une large amnistie a permis de libérer tous les prisonniers politiques du pays, sans que cela ne règle pour autant le cas de 500 camarades « disparus ».

Notre campagne a reçu un soutien important parmi les paysans. La majorité des organisations paysannes qui ne sont pas contrôlées par le gouvernement, ont appuyé officiellement nos listes. Celles qui ne l'ont pas fait ont appelé à l'abstention. Je voudrais aussi signaler que nous avons tenu des meetings sur deux frontières du Mexique. Un à la frontière avec les Etats-Unis, en soutien avec les travailleurs sans papiers, et un à la frontière guatémaltèque, en soutien à la révolution centroaméricaine. Inutile de préciser que nous avons été la seule force à le faire.

Enfin, nous avons pu utiliser également cette campagne avec succès dans le secteur syndical. Rosario a été présente dans toutes les grèves importantes qui ont eu lieu durant la période électorale, et des centaines de meetings et de réunions ont été organisés dans les villes et quartiers ouvriers de tout le pays. D'ailleurs, le gros des voix du PRT vient des ouvriers, des paysans et des régions pauvres du pays.

— Quels ont été les résultats électoraux du PRT ?

— Les chiffres officiels fournis par le gouvernement nous donnent 416 000 voix pour la candidate présidentielle, mais nous estimons avoir obtenu bien plus que cela. Même si on accepte les chiffres du gouvernement, ils font de nous le quatrième parti du pays.

Comme je l'ai dit plus haut, les nouveaux électeurs ont été principalement vers le PAN et vers le PRT. Pour notre part, nous avons attiré des secteurs radi-

Un premier résultat de la campagne du PRT libération des détenus politiques

Le 1er septembre, le président Lopez Portillo a proclamé l'amnistie pour 40 prisonniers politiques. Ce décret concerne la majorité des détenus politiques emprisonnés, bien qu'il ne statue pas sur le sort de ceux, paysans pour la plupart, qui sont emprisonnés en relation avec des occupations de terres et qui restent en prison, et sur celui des 500 camarades « disparus ». Bien que leur sort ait été au centre de la campagne du Front national contre la répression (FNCR), dont la présidente Rosario Ibarra de Piedra était candidate du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) à l'élection présidentielle, Lopez Portillo ne leur a pas consacré un seul mot.

Juan Islas et Arturo Gallegos, tous deux membres du PRT, sont parmi les prisonniers politiques amnistiés. Après huit années passées derrière les barreaux, ces camarades ont quitté leur prison le 1er septembre dernier. Islas et Gallegos ont été militants des Forces armées révolutionnaires (FAR), une organisation de lutte armée active dans la ville de Mexico et dans les Etats de Morelos et Guerrero. Ce type d'organisation politico-militaire a aujourd'hui connu un processus de désintégration.

En 1974, Gallegos et Islas ont été arrêtés. Pendant quatre jours, ils ont « disparu » comme beaucoup d'autres prisonniers politiques et ont été soumis à la torture. Ils ont ensuite été présentés aux autorités locales et accusés d'enlèvement et de meurtre. Trois années plus tard, ils étaient condamnés à 36 ans de prison. Pendant 4 ans et 7 mois, ils ont été détenus à la prison d'Acapulco. Là, ils ont été menacés à diverses occasions

par la famille de Margarita Saad, assassinée plusieurs années auparavant par les FAR, et pour le meurtre de laquelle les camarades Islas et Gallegos avaient été condamnés. En janvier 1979, un véritable complot visant à assassiner les quatre prisonniers politiques d'Acapulco a été découvert. Il avait été promis l'équivalent de 2 000 000 de pesos (soit environ 600 000 francs), la libération, et des gardes pour assurer leur sécurité, à un groupe de prisonniers de droit commun pour qu'ils accomplissent ce forfait. La révélation de ce complot par un prisonnier de droit commun, et la campagne publique menée par le PRT et le FNCR, ont prévenu sa mise à exécution. Les prisonniers de droit commun qui devaient y participer se sont alors très opportunément « évadés » de la prison.

En 1979, Islas et Gallegos ont rejoint le PRT avec trois autres prisonniers politiques, ceci au terme d'un processus de clarification politique qui comprenait un bilan de l'expérience de lutte armée à Mexico.

La libération des 40 prisonniers politiques, et en particulier celle de Gallegos et Islas, est une victoire à la fois pour le FNCR et le PRT. D'autant plus que les autorités ont longtemps fait état de puissantes pressions des groupes financiers de Monterrey et de la famille Saad contre l'application des dispositions d'amnistie aux deux militants du PRT. Aujourd'hui, les camarades Gallegos et Islas ont pris leur place dans le combat politique en dehors des murs de la prison, au sein du mouvement pour la « présentation » des 500 disparus aussi bien que dans les rangs du PRT. ■

calisés qui n'avaient jamais participé à des élections. Notre quatrième place est d'autant plus significative que nous n'avions pas d'électorat traditionnel et encore moins d'expérience de ce type de campagne.

— La fraude a été massive dans tout le pays. Le 5 juillet, lendemain des élections, Olivares Santana, secrétaire du ministre de l'Intérieur, annonçait que les résultats de 73 % des bureaux de votes avaient été dépouillés, que le PRT arrivait

tants des partis d'opposition — en premier lieu du PAN et du PRT — ont été expulsés physiquement des bureaux de vote. La presse bourgeoise a publié les comptes-rendus de ces expulsions, accompagnés de photos quand elle en avait ; elle a publié la transcription des instructions de la radio de la police indiquant où il fallait remplir les urnes avec des bulletins du PRI, où il fallait apporter ces urnes et où jeter les autres. Comme le j'ai dit, la presse a publié des photos de policiers emportant des urnes pleines, ce qui est totalement illégal, et de bulletins de vote déchirés et jetés par terre. Le PRT, qui s'attendait à un bon résultat à Monterrey, arrive en dessous de sa moyenne nationale. Dans le quartier où habite Rosario, il n'y a pas eu un seul vote pour elle ! Et, au grand embarras des autorités locales, quand elle s'est présentée elle-même pour voter, elle a constaté que son nom avait disparu des listes électorales !



Le PRT a lié sa campagne électorale avec le combat des masses populaires. (DR)

Nous n'espérons pas un si bon résultat. En général, les campagnes électorales des partis d'extrême-gauche obtiennent de bons résultats en termes de mobilisation, mais pas en terme de voix. Dans notre cas, il y a eu corrélation entre les deux éléments, comme on peut le voir en comparant le nombre des participants aux meetings de Rosario et les voix que nous avons obtenues.

Les meetings de Rosario ont été en général les plus importants de tous les partis, à part bien sûr ceux du PRI, et nous avons fait campagne dans 29 des 32 Etats de la République mexicaine. Cette implantation nationale du PRT est très importante. Nous nous sommes retrouvés à la quatrième place dans tout le pays, et là où nous avons participé aux élections locales, nos 171 candidats sont également presque partout à la quatrième place. Dans deux Etats, Baja California Sur, où nous avons présenté des candidats dans toutes les circonscriptions, et Morelos, un Etat qui a un nouveau prolétariat industriel et une paysannerie aux traditions révolutionnaires remontant aux temps de Zapata (1), nous sommes arrivés troisième sur neuf partis. Nous avons obtenu la majorité de nos voix dans la Vallée de Mexico, qui comprend la capitale. Dans la seule ville de Mexico, nous avons obtenu 150 000 voix.

Il faut enfin signaler que nous avons organisé des équipes de surveillance du dépouillement des votes le jour des élections, afin de réduire le plus possible la fraude. Il nous a fallu trouver 750 camarades pour faire ce travail, qui ne pouvait être effectué par les responsables locaux du parti. A Mexico, nous avons ainsi réussi à couvrir environ la moitié des 8 000 bureaux de vote.

— Quelle ampleur a eu la fraude électorale ? A-t-elle été reconnue publiquement ?

4e avec 400 000 voix et que le PSUM avait 1 200 000 voix. Une semaine plus tard, le gouvernement annonçait que sur 100 % des résultats, le PSUM était tombé à 800 000 voix et que le PRT était passé de la 4e à la 5e, 6e ou 7e place, ne recueillant plus que 20 000 voix supplémentaires par rapport au premier comptage (cf. résultats officiels des présidentielles publiés dans *Inprecor* numéro 131 du 26 juillet 1982).

José Angel Conchello, un dirigeant du PAN, a déclaré que le 5 juillet à 6 heures du matin, le gouvernement savait que le PRI avait 8 000 000 de voix, le PAN 7 000 000, le PSUM 2 300 000, le PRT 1 200 000, et les cinq autres partis des chiffres moins importants. Cela a été confirmé par un observateur européen indépendant.

Le 4 juillet, nous savions déjà que de nombreux cas de fraude avaient eu lieu, mais la plus grosse fraude s'est produite au lendemain des élections.

Le jour des élections, dans tout le pays, des unités entières de soldats étaient amenées en groupe pour voter en présence de leurs officiers. Ceci est, en soi, totalement illégal selon les règles électorales officielles. En plus, ces soldats n'étaient pas enregistrés sur les listes, ce qui signifie qu'ils pouvaient voter à nouveau dans d'autres bureaux.

Dans la ville de Puebla, de nombreux bureaux de vote ont été ouverts plus tôt que l'heure annoncée officiellement, en l'absence des représentants des partis d'opposition. Quand ceux-ci arrivèrent à l'heure prévue, ils trouvèrent les urnes pleines et on leur annonça que les gens avaient déjà voté !

A Monterrey, la troisième ville du pays, la fraude fut encore plus évidente. Le PAN et le PRT s'attendaient à enregistrer des scores importants dans cette ville (les candidats présidentiels de ces deux partis en sont originaires). Les représen-

tant des partis d'opposition — en premier lieu du PAN et du PRT — ont été expulsés physiquement des bureaux de vote. La presse bourgeoise a publié les comptes-rendus de ces expulsions, accompagnés de photos quand elle en avait ; elle a publié la transcription des instructions de la radio de la police indiquant où il fallait remplir les urnes avec des bulletins du PRI, où il fallait apporter ces urnes et où jeter les autres. Comme le j'ai dit, la presse a publié des photos de policiers emportant des urnes pleines, ce qui est totalement illégal, et de bulletins de vote déchirés et jetés par terre. Le PRT, qui s'attendait à un bon résultat à Monterrey, arrive en dessous de sa moyenne nationale. Dans le quartier où habite Rosario, il n'y a pas eu un seul vote pour elle ! Et, au grand embarras des autorités locales, quand elle s'est présentée elle-même pour voter, elle a constaté que son nom avait disparu des listes électorales !

Mais, comme je l'ai déjà dit, le gros de la fraude a eu lieu au lendemain des élections, au cours de la semaine où les urnes se sont trouvées entre les mains du gouvernement. Les résultats ont été modifiés le plus dans les circonscriptions où seul le représentant du PRI était présent dans le bureau de vote.

L'exemple le plus évident de cette fraude a eu lieu en faveur du PPS et du PST, deux partis réformistes connus pour leur soutien docile au PRI. Leurs résultats ont été grossièrement gonflés, afin de leur assurer une représentation parlementaire en paiement de leur politique opportuniste. Dans de nombreux cas, le PRI a simplement donné ses propres voix à d'autres partis pour les listes proportionnelles (dans lesquelles il n'était de toute façon pas représenté). A Morelos par exemple, le parti de droite PDM (Parti démocratique mexicain) a obtenu environ 7 000 voix en faveur de son candidat présidentiel, mais au moins quatre fois plus pour ses listes législatives, ce qui normalement ne peut guère se produire. Par cet usage massif de la fraude, le PRI espérait atteindre trois objectifs.

Tout d'abord, augmenter le score de Miguel de la Madrid, candidat du PRI. Personne ne remet en cause sa victoire. Mais le PRI voulait une majorité, pas seulement de tous ceux qui ont voté, mais également de tout l'électorat potentiel, afin de ne pas apparaître comme un « gouvernement minoritaire ». Dans ce but, les résultats présidentiels du PPS, qui soutenait Miguel de la Madrid, ont été gonflés artificiellement, tout comme ceux du PRI lui-même.

En second lieu, il voulait réduire les résultats de la gauche, c'est-à-dire du PSUM et du PRT.

En troisième lieu, il voulait empêcher le PRT d'avoir des représentants au Parlement, puisque notre parti est connu comme étant la force la plus révolutionnaire du pays.

1. Emiliano Zapata (1877-1919). Paysan d'origine indienne, dirigeant de la révolution agraire mexicaine. Assassiné sur ordre du Président Carranza.

Pour atteindre ce dernier objectif, il a fallu falsifier les résultats obtenus par nos listes législatives. Ainsi, alors que dans de nombreuses circonscriptions rurales, le PPS se retrouve avec dix fois plus de votes sur ses listes de députés que sur sa liste présidentielle, pour le PRT c'est le contraire. Le gouvernement explique que les électeurs ont voulu voter pour Rosario mais pas pour le PRT, ce qui est absurde.

Tout d'abord, Rosario était notre candidate numéro un également sur les listes pour le Parlement. Il est ridicule de dire que quelqu'un l'aurait voulue comme présidente mais pas comme député. Deuxièmement, même en considérant les chiffres du gouvernement, on peut voir clairement quel était le score réel. Pour les listes sénatoriales, le PRT avait des candidats dans 37 % des circonscriptions. Pour les listes locales, dans 57 % des circonscriptions. Les listes législatives étaient présentées dans 100 % des circonscriptions, c'est-à-dire les trois circonscriptions nationales. Néanmoins, selon les chiffres du gouvernement, les listes législatives, sénatoriales et locales du PRT ont obtenu approximativement le même nombre de voix dans chacune des consultations. Cela est complètement illogique, vu la différence — entre les trois consultations considérées — du pourcentage de circonscriptions ayant des candidats du PRT.

Il a été largement reconnu que cette fraude a eu lieu. Des articles apparaissent quotidiennement dans la presse à ce propos. Au sein de la gauche, tout le monde l'a admis. Pratiquement toutes les organisations de gauche qui ne sont pas enregistrées légalement, ainsi que le PSUM de Mexico, ont protesté contre la fraude dont le PRT a été victime. Des alliés électoraux du PSUM, comme la Corriente Socialista (Courant socialiste) et le Parti ouvrier socialiste (POS), l'ont également fait.

— Quel type de campagne a mené le PSUM ? Quelle est la situation actuelle de ce parti ?

— Le PSUM s'était donné comme objectif de devenir la seconde force électorale du pays. Le résultat des élections a représenté son premier échec.

Différents facteurs ont opéré contre le PSUM. En premier lieu, l'expérience électorale passée du Parti communiste mexicain, qui n'avait rien de spectaculaire ni d'attirant pour les masses. Le PC n'a pratiquement jamais rien fait pour lier son activité parlementaire au mouvement de masse et, dans ses propres rangs, sa pratique parlementariste a été souvent critiquée. Il n'y a pas très longtemps, un courant minoritaire, appelé « les renouveaux » (*renovadores*), a scissionné du PSUM, entre autres choses sur la base d'une critique de son expérience parlementaire.

Le PSUM entendait tirer avantage de sa récente fondation en tant que parti de la gauche mexicaine. Mais ce projet a été un échec, dans la mesure où l'élément le plus important et le plus dynamique qui

avait participé à la fusion l'an passé, le Parti mexicain des travailleurs (PMT), s'est retiré du processus.

Le PSUM n'a pas mené une campagne très active. A l'exception de son meeting final de 100 000 personnes, ses réunions étaient en général plus petites que celles de Rosario. Il a également connu une crise interne durant cette période, provoquée surtout par les anciens membres du PC. En outre, ses différentes composantes ont une série de désaccords importants entre elles. Tout cela risque de s'intensifier après les résultats électoraux, qui sont bien en deçà de ses espérances. Les militants de l'ancien PC de Mexico sont favorables à un travail commun et à des accords avec le PRT. Au cours des dernières semaines, nous avons étroitement travaillé avec ces camarades. Le PSUM de Mexico a protesté contre la fraude électorale ; nous sommes en train de discuter un texte de bilan commun des élections, et nous avons organisé ensemble une manifestation contre la fraude, au cours de laquelle Valentin Campa, vétéran du PC et candidat communiste à la présidence en 1976, a pris la parole. Dans cette manifestation, le PSUM a soutenu le droit du PRT à avoir une représentation parlementaire, malgré le fait que cela réduirait sa propre présence au Parlement, étant donné le fonctionnement du système de représentation proportionnelle en vigueur.

— Qu'ont fait les autres groupes trotskystes durant la campagne électorale ?

— La Ligue ouvrière marxiste (LOM), organisation lambertiste, a fait campagne durant un an pour un candidat commun PRT-PSUM, copiant en cela la campagne de son organisation-sœur française, le PCI, pour un candidat unique PS-PC. Au début, nous avons soutenu cette idée et appuyé leur campagne (à cette époque, la LOM et le groupe moréniste POS — Parti ouvrier socialiste — fonctionnaient virtuellement comme une seule organisation). Mais ensuite, quand il y a eu deux candidats, la LOM a continué sa campagne pour l'unité jusqu'au dernier jour et a appelé, finalement, à voter indifféremment pour le PSUM ou pour le PRT.

Bien que nous ayons une série d'accords importants avec lui (en particulier sur la Pologne et sur le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan), le POS a tissé, de façon inexplicable, une alliance électorale avec le PSUM. On ne peut l'expliquer que par son sectarisme à notre égard, ou par le fait qu'il ait reçu des places sur les listes du PSUM, ou par les deux à la fois. Une scission a alors



eu lieu dans le POS. Bien qu'elle ait été essentiellement motivée par des questions internationales, un élément en a également été la politique électorale suivie. Le groupe qui a scissionné, la Ligue socialiste (LS), a soutenu la campagne du PRT.

Le POS n'a pratiquement pas participé de façon militante à la campagne électorale. Son attitude a créé pas mal de démoralisation chez les militants morénistes, et beaucoup ont quitté l'organisation, la plupart abandonnant la politique, mais certains demandant à revenir au PRT.

Il faut préciser que tous ces groupes — LOM, POS et LS — sont très petits, voire insignifiants, au sein de la gauche mexicaine.

— Est-ce que le PRT a pu se renforcer organisationnellement à travers cette campagne ?

— Oui. Beaucoup. Nous avons maintenu des sections du PRT dans 29 des 32 Etats de la République mexicaine, ce qui représente un grand pas en avant. Nous avons beaucoup recruté et nous avons gagné une importante périphérie sympathisante. En outre, nous avons pu renforcer l'appareil national, acquérir un nouveau local central, une imprimerie, augmenter le nombre de permanents, etc. Nous avons recruté en particulier dans certains secteurs de la classe ouvrière, comme les ouvriers du pétrole, du textile, du téléphone et les mineurs.

Notre problème central réside dans le fait que nous continuons à appliquer des critères très stricts de recrutement, alors que la capacité de mobilisation de masse du parti s'est largement développée. Nous devons maintenant nous attacher à mieux adapter notre politique de recrutement à notre périphérie et à notre audience réelles, et à notre capacité de mobilisation. Nous devons renforcer l'organisation, afin d'intégrer les nombreux nouveaux sympathisants qui travaillent aujourd'hui avec le PRT.

— De nombreux groupes de gauche ont apporté leur soutien à la campagne du PRT, certains très activement. Quels sont vos rapports avec eux ?

— Il est vrai, qu'en fait, le gros de l'extrême gauche a soutenu le PRT dans ces élections. La plupart de ces groupes sont d'origine maoïste ou ultra-gauche. Durant la campagne, nous avons travaillé étroitement avec le Mouvement révolutionnaire du peuple (MRP), un groupe anciennement maoïste, l'Union de lutte révolutionnaire (ULR), qui est issue des groupes qui menaient la lutte armée il y a quelques années, et l'Organisation communiste prolétarienne (OCP), qui vient d'un courant nationaliste. Aujourd'hui, nous discutons avec ces groupes dans l'optique de former, ensemble, un courant politique révolutionnaire au sein de mouvement de masse. ■

Propos recueillis par Fernando ZAMORA, Mexico, 1er septembre 1982.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

TCHECOSLOVAQUIE

Huitième année de prison pour Petr Uhl

En décembre 1969, Petr Uhl et dix-huit de ses camarades sont arrêtés. La Bureaucratie les accuse de « confection et diffusion de textes anti-soviétiques dans lesquels ils attaquent le système socialiste de la République et tentent de contrecarrer la consolidation politique et économique ». En réalité, on les réprime pour avoir joué un rôle actif lors du « Printemps de Prague ». Ils sont condamnés en mars 1971 pour « subversion », à des peines allant jusqu'à quatre ans de prison... Leur procès est alors appelé « procès des trotskystes ». Petr Uhl a la peine la plus lourde et sera libéré en décembre 1973, après avoir été adopté comme prisonnier d'opinion par l'organisation humanitaire *Amnesty International*.

Petr Uhl est de nouveau arrêté en mai 1979 avec neuf autres membres du « Comité de défense des personnes injustement persécutées (VONS) ». Le 24 octobre 1979, ils sont condamnés et accusés de « subversion à grande échelle en collusion avec des puissances étrangères ». De nouveau, Petr Uhl a la peine la plus longue : cinq ans. Cinq ans de détention dans des conditions très dures à la forteresse de Mirov, en « seconde section de rééducation ». Menacé à maintes reprises par la bureaucratie comme « comploteur trotskyste », « agent subversif », il est jugé en tant que « criminel récidiviste » et traité comme tel. (Cf. *Inprecor* numéro 130 du 12 juillet 1982).

Amnesty International demande que Petr Uhl et ses camarades soient rejugés ou libérés. En effet, la conduite du procès fut scandaleuse : salle d'audience interdite au public, procès expéditif (deux jours), accusés interrompus et empêchés de présenter leur cas, refus du tribunal d'entendre les témoins de la défense. De plus, aucune preuve décisive n'a pu être présentée, pouvant motiver le chef d'accusation... En octobre 1981, Petr Uhl fait la « une » de la chronique spéciale d'*Amnesty International*. Cet organisme l'a en effet considéré comme l'un des quinze prisonniers symboliques de l'emprisonnement politique à travers le monde et lance une campagne pour sa libération.

Aujourd'hui, malgré ces nombreuses démarches, Petr Uhl est toujours incarcéré et entame en fait sa huitième année de détention. Les bureaucrates tchécoslovaques s'acharnent donc sur lui et ses camarades depuis quatorze ans, et ces derniers

temps, on peut noter un durcissement dans la répression et le traitement des prisonniers : une pratique de plus en plus répandue consiste à infliger aux condamnés dans les procès politiques, sous les prétextes les plus divers, des peines supplémentaires pouvant aller jusqu'à plusieurs années d'emprisonnement.

La bureaucratie tchécoslovaque entend ainsi maintenir dans ses geôles les opposants à sa dictature, dont Petr Uhl est, depuis quinze ans, l'un des éléments les plus résolus. Récemment, *Amnesty International* révélait : « Le 27 août 1981, une plainte a été portée contre Petr Uhl par l'instructeur de la sécurité de l'Etat de la région d'Ostrava (police politique), le lieutenant Jan Zuska. Il est accusé cette fois de "tentative d'atteinte aux intérêts de la République à l'étranger". D'après cette accusation, il serait l'auteur d'un message clandestin qu'il aurait tenté, avec l'aide de son codétenu Josef Subrt, de faire sortir de la prison et de faire parvenir à l'ambassade d'Autriche. Nous avons de nombreuses craintes que ces accusations soient montées de toutes pièces. » La bureaucratie tchécoslovaque pourrait ainsi envisager de traduire une nouvelle fois Petr Uhl devant ses tribunaux, pour le maintenir en détention. La perspective proche des procès des militants du KOR en Pologne, sous l'accusation de « complot terroriste trotskyste » (*Trybuna Ludu* du 7 septembre 1982), pourrait encore renforcer la détermination des Husak et consorts de profiter de l'occasion pour frapper une nouvelle fois Petr Uhl.

Le troisième « anniversaire » de la date du procès de Petr Uhl se situera à la fin du mois d'octobre prochain. Il devrait être l'occasion d'un élargissement de la campagne de mobilisation pour sa libération et celle de ses camarades. Dès maintenant, une campagne massive de lettres aux autorités tchécoslovaques, de lettres-pétitions et de délégations aux ambassades dans les différents pays doit être impulsée pour réclamer la libération de Petr Uhl et de ses camarades du VONS. Ce sera là la réponse des militants anti-bureaucratiques et démocrates aux nouvelles menaces des autorités tchécoslovaques.

Les messages et télégrammes peuvent être envoyés aux adresses suivantes :

— M Gustav Husak, Président de la République, 11908 Prague, Tchécoslovaquie.

— M Jan Fejes, Procureur général de la République, nam. Hrdinu 1300, Prague 4, Tchécoslovaquie.

— M Josef Jung, Ministre de l'Intérieur, Majakovskeho 21, Prague 6, Tchécoslovaquie. ■

ANTILLES

Le GRS face aux réformes du gouvernement français

Adopté par le Conseil des ministres du gouvernement Mitterrand, le projet de loi adaptant la loi de décentralisation aux quatre départements d'outre-mer (DOM), la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion devra être débattu par l'Assemblée nationale, puis entrer en application vers la fin de l'année. Ce projet de loi, qui prévoit la mise en place dans les DOM d'Assemblées uniques, élues à la proportionnelle en remplacement des anciens Conseils généraux et régionaux, a été fortement combattu par la droite coloniale, qui feint d'y voir le début d'un « largage » des colonies françaises. C'est d'ailleurs sous ces pressions que le gouvernement Mitterrand-Mauroy a mis plus d'un an pour appliquer cette disposition qui constituait une de ses promesses électorales.

Dans l'exposé de ses motifs, le gouvernement français reconnaît d'ailleurs les limites de sa réforme en précisant : « Ce projet de loi ne constitue nullement une atteinte à l'unité nationale. Il se situe sans ambiguïté dans le cadre de la Constitution, dont l'article 2 affirme le caractère indivisible de la République française. » Dès juillet dernier, nos camarades du Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IV^e Internationale, avaient défini leur position par rapport à la réforme gouvernementale française. Nous publions ci-dessous quelques extraits de la déclaration du Comité central du GRS datée des 10 et 11 juillet 1982.

D'emblée, ce document précise que le choix d'Assemblées uniques dans les DOM signifie avant tout de la part du gouvernement français une « volonté de masquer la responsabilité de l'Etat français derrière celle des "élus locaux", de confier aux "populations" des DOM des "responsabilités" à peine accrues à défaut de reconnaître les droits des peuples colonisés à la souveraineté nationale. Elle indique aussi le désir d'aider — sans bouleversement fondamental — à une modification du rapport de forces politique en faveur de la gauche réformatrice, et d'abord de ses supporters les plus soumis, par le biais d'un mode de scrutin moins scandaleux et moins inique : un scrutin de type proportionnel ». C'est d'ailleurs à ce dernier point que s'en prend le plus régulièrement la droite coloniale, qui a bien trop peur de

faire les frais de ce nouveau mode de scrutin.

Comme le note le document du GRS, « on voit donc une fois de plus que ce qui motive les politiciens de droite, c'est la défense de leurs postes de mal élus, leur rôle bien monnayé de défenseurs zélés des privilégiés. Voilà la menace concrète et fort peu "patriotique" qui fait frémir le ban et l'arrière-ban RPR-UDF-UDM et RPG (1). A cela s'ajoute évidemment la peur panique de voir qu'en dépit des calculs régionalistes du pouvoir, les masses ne s'engouffrent dans la brèche entrouverte et ne cherchent concrètement, sans trop s'attarder ni aux faux débats juridiques ni aux pièges des colonialistes, le chemin concret de la solution concrète de leurs problèmes concrets. (...)

« Pour rabattre la morgue des menteurs et des immobilistes, il faut aux masses une autre politique que celle de la défensive, de l'hésitation, de l'atermoiement, une autre politique aussi que celle de l'attentisme du spectateur stérile comptant les points sur la touche. Il faut une politique qui montre pratiquement, et aujourd'hui même, la voie à suivre pour affronter les problèmes de l'heure. (...)

« Quelle que soit votre opinion sur la forme prévue que devront revêtir les sociétés martiniquaise et guadeloupéenne de demain, quelles que soient les divergences entre nous sur les étapes et le rythme pour parvenir à notre émancipation, nous pouvons agir ensemble sur un certain nombre de dossiers, pour faire avancer des solutions concrètes sur les problèmes urgents qui s'appellent le chômage, la vie chère, les salaires de famine (combien de salariés sont encore bien en dessous du SMIC de misère ?), les libertés syndicales et démocratiques, la décolonisation de la culture et de l'école, le développement planifié de l'économie, la mise au pas des profiteurs, l'entrée dans l'ère de la décolonisation. Battons-nous ensemble ! Obligeons les partis, syndicats, associations à définir un plan de lutte ! Entamons l'action concrète ! Et faisons-le tout en continuant sans arrogance prétentieuse, mais dans la clarté, à débattre entre nous sur les Antilles que nous voulons et les moyens d'y parvenir. Pour faire avancer des solutions concrètes, une situation nouvelle se présente. Le gouvernement français veut installer chez nous des institutions "nouvelles", "décentralisées", "porteuses de responsabilités". Ce programme, on le sait, n'est pas le nôtre. Nous n'avons pas réclamé d'Assemblée unique autre que l'Assemblée nationale constituante, c'est-à-dire une Assemblée allant au-delà du cadre colonial. Mais puisque le gouvernement issu du 10 Mai prétend, par ces nouvelles institutions, favoriser la prise en mains par nous-mêmes de nos problèmes, puisque nombreux sont ceux qui espèrent une issue par ce biais, engageons la lutte au coude à coude pour des pouvoirs réels, afin de faire face aux problèmes réels et tirons ensemble les bilans que la vie mettra sous nos yeux. (...)

« Il faut donc se mobiliser ensemble, quelles que soient les divergences sur le statut, pour faire entrer dans la vie ces idées concrètes et réalistes qui ouvriront des perspectives insoupçonnées pour la prise en mains, enfin, de notre sort par nous-mêmes. Il faut exiger aujourd'hui que les Assemblées qu'ils mettent en place aient ces pouvoirs et cette volonté. Nous sommes prêts, en ce qui nous concerne, quelle que soit notre opinion — rappelée plus haut — sur les Assemblées uniques de Mitterrand, à mener cette lutte avec tous ceux qui le veulent vraiment. Pour arriver à cet objectif, il ne suffit pas de se lancer dans de justes et nécessaires luttes salariales ou ponctuelles, en se contentant de répéter, comme des spectateurs impuissants : "Décolonisation ! Décolonisation ! A bas le réformisme ! etc., etc." Il faut aussi construire une alternative politique crédible par la bataille électorale, mais aussi par la bataille concrète dans les entreprises, dans les quartiers, dans les écoles, dans la rue dès aujourd'hui. Oui, il faut déblayer le terrain en barrant la route des institutions nouvelles aux politiciens colonialistes. Battre la droite colonialiste aux élections à venir, c'est possible ! Créer une nette majorité des divers courants anticolonialistes, c'est possible, urgent et nécessaire. (...)

(1) Le RPR et l'UDF sont des organisations réactionnaires métropolitaines qui disposent de sections locales dans les DOM. L'Union départementaliste martiniquaise (UDM) a été créée en décembre dernier dans le but de récupérer les réformes institutionnelles gouvernementales. Le Rassemblement populaire pour le progrès de la Guadeloupe (RPG) a été créé en janvier avec pour objectif de faire « progresser » la Guadeloupe au sein de la nation française tout en barrant la route au « séparatisme ». Toutes ces formations bourgeoises représentent des courants colonialistes assimilationnistes.

FRANCE

Mobilisation pour l'avortement libre et gratuit

C'est en 1975, sous la pression des mobilisations et grâce à l'appui des voix des parlementaires du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PC), qu'était votée la loi Veil autorisant les interruptions volontaires de grossesse (IVG) sous certaines conditions. Cette loi refusait toutefois de considérer qu'il s'agissait d'un acte médical remboursable par la Sécurité sociale. Un des obstacles majeurs à une véritable libéralisation de l'avortement restait donc la question financière. Le coût des IVG effectuées légalement dans les hôpitaux ou les centres agréés est extrêmement variable et dépend de la bonne ou de la mauvaise volonté des services hospitaliers concernés. Aujourd'hui, il peut atteindre de 800 à 1 000 francs, et de plus en plus nombreuses sont les femmes qui recourent à nouveau à l'avortement à

l'étranger, ou le pratiquent clandestinement dans des conditions d'hygiène le plus souvent très précaires.

En effet, alors que le PS s'était prononcé pour la gratuité de l'IVG et que François Mitterrand annonçait, à l'occasion de la Journée des femmes du 8 mars 1982, son remboursement prochain par la Sécurité sociale (le 1er septembre selon certains porte-parole du gouvernement), aucun projet de loi en ce sens n'avait encore été déposé à l'Assemblée nationale.

Ce n'était pas un hasard. Aujourd'hui les choses sont claires. Le 2 août, c'est Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, qui annonçait la décision du gouvernement de repousser à une date indéterminée le remboursement de l'IVG.

Les justifications données sont multiples, contradictoires, inacceptables pour les femmes. Si Yvette Roudy parle de raisons d'économie, de déficit de la Sécurité sociale, Pierre Bérégovoy, ministre chargé de la Sécurité sociale, explique quant à lui qu'il faut « tenir compte des familles spirituelles... », entendez : des courants les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie françaises.

Mais les milliers de femmes qui se sont mobilisées pendant toutes ces dernières années pour leurs droits, et en particulier pour l'avortement libre et gratuit, refusent de faire les frais de l'austérité nouvelle manière et des concessions que le gouvernement fait à la droite.

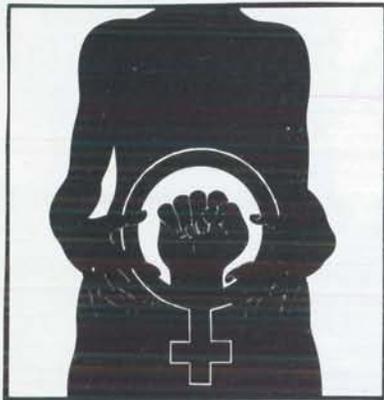
La décision du report du remboursement intervient, en outre, alors que la dégradation de la prise en charge des avortements dans les hôpitaux est de plus en plus flagrante. « Aujourd'hui, ce sont tout simplement les acquis de la lutte pour le droit à l'avortement qui sont remis en cause. Si le remboursement de l'IVG n'est qu'une étape dans la reconnaissance réelle du droit fondamental des femmes à disposer de leur corps, c'est une étape décisive et une mesure de justice sociale élémentaire qui doit être satisfaite immédiatement. Pour cela, l'ensemble des forces féministes et du mouvement ouvrier doit réaliser l'unité et se mobiliser pour exiger du gouvernement qu'il tienne ses promesses », écrivait Rouge, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, le 9 septembre 1982.

Une manifestation nationale a été appelée pour le 23 octobre par de très nombreuses organisations qui militent pour les droits des femmes : citons le Planning familial, la Coordination des groupes femmes, l'Association « Choisir », le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (ANCIC), des femmes du parti socialiste regroupées dans le MIFAS, etc.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier, syndical et politique, seule l'organisation syndicale de l'Union régionale parisienne de la CFDT (URP-CFDT) a pour l'instant appelé à soutenir la manifestation. La Confédération générale du

travail (CGT), la Confédération française démocratique des travailleurs (CFDT) et la Fédération de l'Education nationale (FEN) protestent, mais ne s'engagent guère dans la mobilisation. Quant au PS et au PC, ils se préparent à entériner tout simplement la décision du gouvernement.

Pour sa part, la LCR se mobilisera et fera tout pour contribuer au succès de la manifestation du 23 octobre. Elle fait signer massivement la pétition unitaire qui circule depuis le mois de mai sur la question de l'avortement, et participe à la mise en place de collectifs de préparation de la manifestation du 23 octobre dans toutes les villes de France.



POLOGNE

"Solidarité" et la gauche européenne

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un texte paru dans le Bulletin du Comité de résistance sociale de Solidarité, KOS, numéro 12 du 27 juillet 1982, et reproduit en français dans le dernier Bulletin d'information du bureau de coordination du syndicat Solidarité à l'étranger. Ce texte exprime le point de vue d'un militant de Solidarité, Dawid Warszawski, sur la question des rapports entre Solidarité et le mouvement ouvrier européen.

« Les catégories de gauche et de droite n'ont de sens que lorsqu'elles se rapportent à des programmes politiques et des visions de société différents. Lorsque le système politique rend impossible la formulation même de tels programmes et visions, le conflit politique essentiel ne peut être ramené aux catégories gauche/droite et devient un combat pour qu'une gauche ou une droite puissent tout simplement exister. C'est ce combat qu'a poursuivi Solidarité durant toute son existence. (...)

« Néanmoins, le syndicat lui-même n'était ni de droite ni de gauche. Ceci est difficilement compréhensible et encore moins acceptable pour un observateur occidental, surtout de gauche. (...) Qui plus est, le syndicat menait un combat contre un système politique se référant aux no-

tions et aux mots d'ordre du socialisme, et il le faisait, entre autres, au nom de valeurs nationales ou religieuses, ce qui devrait le placer décidément à droite.

« D'autre part, Solidarité était une organisation ouvrière, sans équivoque aucune, qui luttait et faisait grève pour défendre les intérêts économiques et politiques de la classe qui, pour la gauche, est de gauche par définition.

« Enfin, lorsqu'il était possible d'obtenir de militants du syndicat une réponse quelconque à ce sujet, il s'avérait qu'ils étaient fermement antisoviétiques et souvent pro-américains. Plus d'un théoricien a dû s'en arracher les cheveux ...

« Sur l'arène internationale, Solidarité bénéficiait de l'appui de l'AFL-CIO (effectivement assez réactionnaire : elle avait, entre autres, soutenu sans réserves la politique des USA au Vietnam), ainsi que celle, par exemple, de personnages tels que le dirigeant de la junte salvadorienne, Napoleon Duarte, ce qui était suffisant pour le considérer, en vertu du principe « *les amis de nos ennemis sont nos ennemis* », comme représentant le camp de la droite. Mais d'autre part, Solidarité luttait pour les mêmes choses que les syndicats victimes de la répression au Chili. (...)

Face à cela, le rédacteur analyse les raisons d'une nécessaire prise en considération de ce problème par les militants de Solidarité.

« C'est qu'une partie considérable de l'aide qui arrive de l'Occident en Pologne est envoyée par différentes organisations de gauche, principalement des syndicats. Il y a à ce sujet, en Pologne, un complot du silence passablement désagréable : le pouvoir n'en parle pas car, du point de vue idéologique, cela lui est incommode, et la société non plus ne s'intéresse pas tellement à l'origine de cette aide, parce que la gauche nous fait venir à l'esprit des associations d'idées désagréables, et que nous ne voulons pas lui être reconnaissants. Or, il est important que pour des raisons idéologiques ou doctrinales, ce qui est le péché mignon de la gauche, cette aide ne diminue pas. Et il pourrait en être ainsi si les expéditeurs, voyant notre indifférence, arrivent à la conclusion que Solidarité c'est tout de même « *beurk* ». Cela concerne, bien sûr, de la même manière les Comités de solidarité avec *Solidarnosc* à l'étranger, qui travaillent principalement grâce à l'aide de différentes organisations de gauche.

« La deuxième raison est fondamentale. En effet, bien que de nombreux militants des deux côtés du rideau de fer n'en soient pas conscients, le destin de Solidarité et celui de la gauche européenne sont indissociablement liés. Une victoire durable du WRON (la junte au pouvoir), serait équivalente à la mort politique, pour de nombreuses années, de la gauche européenne. La conséquence première en serait la compromission définitive du communisme en tant que doctrine politique, ce dont on ne pourrait que se réjouir, n'était le fait que les conséquences politi-

ques atteindraient sérieusement tout ce qui est à gauche de Josef Strauss. Une fuite massive des voix vers la droite et la vision apocalyptique du WRON — stade le plus élevé du communisme —, détruirait en passant les socialistes, les sociaux-démocrates, les euro-communistes et, en général, tout ce qui est à gauche. Une telle perspective n'a rien de réjouissant pour la Pologne. Seule la gauche peut, en effet, être notre allié réel, car pour elle seulement, la société polonaise, et surtout la classe ouvrière, est un sujet politique indépendant. Pour la droite, seul Moscou est un interlocuteur réel, et la Pologne ne compte que dans la mesure où elle peut empoisonner la vie à Moscou ; une Pologne vaincue par Moscou cesse d'intéresser la droite, Yalta en est le meilleur exemple. Quant aux milieux financiers et industriels (base sociale de la droite), ils soutiennent déjà Jaruzelski, dans l'espoir de pouvoir récupérer 28 milliards de dollars.

« En revanche, une victoire de Solidarité dans sa lutte contre le régime serait un énorme succès de la gauche européenne. Ce serait la preuve de la puissance et de la résistance de la classe ouvrière, cela renforcerait l'espoir d'une coopération politique internationale du monde du travail européen, seule chance de reconquête de l'indépendance par notre continent, dont la politique est déterminée aujourd'hui par la stratégie globale des deux grands. A court terme, cela permettrait de ranimer la théorie et la pratique du mouvement ouvrier qui, étouffé par la scolastique de Moscou, deviennent de plus en plus, d'une part, une méthodologie de lutte pour des éviens en marbre rose dans les vestiaires des usines et, d'autre part, une couveuse de fous.

« En pratique, qu'en résulte-t-il ? Pour nous, en Pologne, malheureusement pas grand chose. Il serait bon de traduire notre spécificité polonaise en catégories compréhensibles pour la gauche européenne. C'est une tâche pour nos militants à l'étranger. Quant à nous, nous devons être conscients que le président Reagan n'est pas nécessairement un allié aussi sûr qu'il paraît, et les communistes occidentaux ne sont peut-être pas nécessairement des salauds ou des imbéciles. Il serait bon par contre, que l'on soit conscient, dans la gauche occidentale et les milieux qui lui sont proches, que le combat pour l'« être ou ne pas être » du camp du progrès est mené aujourd'hui sur les bords de la Vistule. Une certaine lassitude pour la Pologne semble visible dans ces milieux, alors que l'activité en faveur des victimes des juntes turque ou salvadorienne, qui en ont d'ailleurs bien besoin, apparaît comme une alternative politique au soutien à *Solidarnosc*, ce mouvement irritant et équivoque. Or, l'aide politique de la gauche nous est indispensable aujourd'hui, pour qu'un rideau d'oubli et d'indifférence ne retombe pas sur notre combat. Seule la gauche se souvient aujourd'hui du Chili, de l'Erythrée ou des Tatars de Crimée. Mais elle a besoin de notre victoire pour qu'elle-même ne périsse pas. »

SOLIDARITE

SOLIDARITÉ, OU COMMENT S'EN DÉBARRASSER

Le syndicat Solidarité, qui n'était que suspendu depuis le 13 décembre 1981, pourrait être dissout par un vote du Parlement, le 8 octobre prochain. L'astuce trouvée par le gouvernement pour faire signer l'avis de décès légal de Solidarité consiste à proposer l'annulation de la procédure provisoire selon laquelle le syndicat autogéré et indépendant, ainsi que les autres syndicats, avaient été enregistrés il y a deux ans.

Pour les militaires, il s'agit « d'empêcher tout retour à la situation d'avant le 13 décembre ».

Le 10 novembre marquera le deuxième anniversaire de l'enregistrement de Solidarité. Mobilisons-nous massivement aux côtés des travailleurs polonais pour empêcher la junte de porter ce coup à l'organisation syndicale la plus représentative qu'ait jamais connue l'histoire du mouvement ouvrier.

- Rétablissement immédiat des libertés démocratiques et syndicales !
- Solidarité doit vivre et être libre de s'organiser !

ESCALADE DANS LA RÉPRESSION

Après Kuron et ses camarades du KOR, la clique des militaires polonais s'en prend aux dirigeants élus de Solidarité. B. Krupinski, vice-président de la direction nationale du syndicat, vient d'être condamné à trois ans et demi de prison. Anna Walentynowicz, l'une des ouvrières figure de proue de la grève des chantiers de Gdansk en 1980, a été arrêtée le 30 août dernier et conduite dans une prison de Varsovie, où elle serait soumise à des examens psychiatriques. Cela faisait quelques semaines à peine qu'elle avait été libérée du camp d'internement où elle était enfermée depuis le 13 décembre...

La tactique du pouvoir est claire. Quand il ne transfère pas directement les militants de Solidarité du camp d'internement à la prison, comme il l'a fait pour les dirigeants du KOR, il les relâche pour les arrêter de nouveau, aussitôt après. Procès bâclés, jugements et condamnations : telle est la menace qui pèse sur les quelques centaines de dirigeants et de conseillers de Solidarité encore internés.

Pour leur part, les manifestants retenus en prison après les mobilisations du 31 août ont pour la plupart été condamnés à de lourdes peines de détention.

- Libérez Walesa, Kuron, Walentynowicz, Krupinski et tous leurs camarades !

POUR LA 3^e FOIS EN UN MOIS : DES MILLIERS DE PERSONNES DANS LA RUE A WROCLAW

A l'appel de l'émetteur clandestin de Solidarité à Wroclaw, quelque 10 000 personnes se sont rassemblées au cimetière Grabiszyn, le 30 septembre, en mémoire du manifestant tombé sous les balles des ZOMO, lors de la manifestation du 31 août dernier dans cette ville.

Ce même jour à midi, les ouvriers d'une quinzaine d'entreprises de Wroclaw avaient observé une minute de silence, conformément à l'appel de la direction nationale clandestine de Solidarité.

A Gdansk également, un rassemblement a eu lieu devant les chantiers navals, au pied du monument consacré aux victimes des émeutes de 1971, pour commémorer la mort du militant décédé le 31 août.

A Varsovie enfin, une cérémonie a eu lieu pour dévoiler une plaque scellée clandestinement dans le mur d'enceinte de la vieille ville, « à la mémoire des victimes du 3 mai 1982 » tombées lors des affrontements très violents qui avaient eu lieu au cours d'une manifestation dans la capitale ce jour-là.

- Non à la répression !
- Levée immédiate de l'état de guerre !

SOLIDARNOSC



STRAJK W RZESZOWIE

NSZZ SOLIDARNOSC

